

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JAGOLIERMatahiti 147
N° 48

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 26
no Novema 1998

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 407 DAF/PERS. du 5 novembre 1998 modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 320 DAF/PERS. du 14 septembre 1998 portant délégation de signature à Mme Claudie Quillien, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier	2446
Arrêté n° 590 FIP du 5 novembre 1998 portant répartition complémentaire des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1998	2446

EXTRAITS

Arrêté n° 592 FREPF du 6 novembre 1998 portant attribution de subvention sur le budget de l'Etat, ministère de la défense dans le cadre du Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française, imputable sur le chapitre 66-50, article 21, au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation du programme intitulé Reconstruction du bâtiment historique Broche	2447
---	------

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

Convention n° 400-98 du 10 novembre 1998 d'occupation temporaire du Centre hospitalier des armées Jean-Prince et de son emprise foncière, commune de Pirae	2448
Convention n° 401-98 du 10 novembre 1998 d'occupation temporaire du domaine privé du territoire	2449
Protocole n° 402-98 du 10 novembre 1998 relatif à la cession par voie d'échange compensé de l'hôpital Jean-Prince et de Taaoria Villa	2450

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1474 CM du 13 novembre 1998 portant cessation de fonctions de M. Bruno Videau, capitaine de première classe de la navigation maritime, en qualité de directeur de l'école de formation et d'apprentissage maritime	2452
--	------

Arrêté n° 1475 CM du 13 novembre 1998 portant nomination de M. Denis Benzaquin, capitaine de première classe de la navigation maritime, en qualité de directeur de l'école de formation et d'apprentissage maritime	2452
Arrêté n° 1480 CM du 16 novembre 1998 fixant la forme des déclarations en douane établies par le système SOFIX au moyen du document administratif unique polynésien, les énonciations qu'elles doivent contenir, les documents qui doivent y être annexés, et les conditions dans lesquelles peut avoir lieu l'examen préalable des marchandises. .	2453
Arrêté n° 1485 CM du 16 novembre 1998 autorisant le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à contracter dans le cadre d'une convention Spotline un ou plusieurs emprunts d'un montant cumulé de 100 millions de FF (c/v 1.818.181.818 F CFP) auprès du Crédit local de France Finance pour financer les opérations d'investissement de l'exercice 1998	2462
EXTRAITS	
Arrêté n° 1481 CM du 16 novembre 1998 autorisant l'ouverture par voie de création d'une officine de pharmacie par M. Lopez Philippe dans la commune de Hitiaa O Te Ra, sise à Tiarei, P.K. 28,500, côté mer, parcelle de la terre Tevaihopu 1 (licence n° 49)	2463
Arrêté n° 1482 CM du 16 novembre 1998 portant refus de création d'une officine de pharmacie par Mlle Le Mouchon Hinano dans la commune de Hitiaa O Te Ra, sise à Tiarei, P.K. 28,350, côté montagne, parcelle de la terre Moenoa 2	2463
Arrêté n° 1484 CM du 16 novembre 1998 portant virement de crédits au sein du chapitre 950 "secteur santé"	2463
Arrêté n° 1486 CM du 16 novembre 1998 modifiant à nouveau le taux de la redevance de promotion touristique	2464
Arrêté n° 1487 CM du 16 novembre 1998 portant approbation de la proposition de financement d'opérations sur le Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française	2464
Arrêté n° 1488 CM du 16 novembre 1998 portant approbation de l'avenant n° 7 au contrat de développement.	2464
Arrêté n° 1490 CM du 16 novembre 1998 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, concernant le projet d'extension d'emprise aéronautique de l'aérodrome de Maupiti	2464
Arrêté n° 1491 CM du 16 novembre 1998 déclarant d'utilité publique la construction de l'aérodrome de Kauehi (archipel Tuamotu) et cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.	2465
Arrêté n° 1492 CM du 16 novembre 1998 portant dérogation aux conditions d'attribution d'une subvention d'investissement accordée par le territoire au bénéfice de l'Institut Malardé.	2465
Arrêté n° 1493 CM du 16 novembre 1998 autorisant la cession à titre gracieux d'avivés de pins des Caraïbes à M. Yves Moïsdon	2465
Arrêté n° 1494 CM du 16 novembre 1998 portant agrément du programme de vols réguliers Hiver 1998 de la société Air Tahiti, courant du 1er novembre 1998 au 31 mars 1999	2465
Arrêté n° 1495 CM du 16 novembre 1998 fixant les modalités de l'épreuve théorique générale d'admissibilité à l'examen du permis de conduire	2466
Arrêté n° 1496 CM du 16 novembre 1998 autorisant le territoire à accorder sa garantie de bonne fin à un emprunt de 20.340.000 FF (c/v 369.818.182 F CFP) consenti à l'Office territorial de l'habitat social par l'Agence française de développement.	2466
Arrêté n° 1498 CM du 17 novembre 1998 autorisant l'occupation temporaire d'un local dans le bâtiment "gare maritime" au bord de l'ancien quai de Taiohae, à Nuku Hiva (Marquises), au profit du ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville	2466
Arrêtés n° 1500 à n° 1503 CM du 19 novembre 1998 accordant des dérogations aux règlements d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue : - à M. Matahi Toofa pour la surélévation d'une construction destinée à recevoir 4 studios à réaliser à Papeete, rue du Commandant-Chessé, parcelle cadastrée n° 38, section BP ; - au Conseil d'administration de la mission catholique et dépendances (Camica) en ce qui concerne la régularisation des opérations des lotissements "Impasse Te Aratia" et "Impasse Bon-Pasteur" à Papeete, quartier de la Mission ; - au Camica en ce qui concerne le projet d'extension d'un bâtiment de classes de technologie et de foyer des élèves à réaliser au collège La Mennais à Papeete ; - à l'Office territorial de l'habitat social (O.T.H.S.) pour le projet de construction d'immeuble à réaliser à Titioro (opération Te Otue Paura)	2466

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**Présidence**

Arrêté n° 1259 PR du 17 novembre 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre des transports 2467

**Vice-présidence, ministère du développement des archipels
et des postes et télécommunications**

EXTRAITS

Arrêté n° 8479 VP du 13 novembre 1998 portant nomination, au titre des intérêts professionnels, des représentants membres de la commission d'admission des installateurs en télécommunications 2468

Ministère des finances et des réformes administratives**EXTRAITS**

Arrêté n° 8546 MFR du 17 novembre 1998 portant institution d'une régie de recettes à la direction des affaires foncières (division de l'assistance aux particuliers, antenne de Uturoa, Raiatea) 2468

Arrêté n° 8547 MFR du 17 novembre 1998 portant nomination de M. Alexis Taverne et Mme Hina Bessert, épouse Peu, respectivement régisseurs titulaire et suppléant de la régie de recettes de la direction des affaires foncières (division de l'assistance aux particuliers, antenne de Uturoa, Raiatea) 2468

Arrêté n° 8548 MFR du 17 novembre 1998 portant nomination de M. Théophile Katupa, régisseur titulaire de la régie d'avances de l'hôpital de Moorea 2468

Arrêté n° 8549 MFR du 17 novembre 1998 portant nomination de Mme Iris Daunassans et M. Aritea Maïtere, régisseurs titulaire et suppléant de la régie d'avances de l'hôpital de Taravao 2469

Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle**EXTRAITS**

Arrêtés n° 8484 et n° 8485 MEF du 13 novembre 1998 modifiant les arrêtés n° 2692 MEF du 29 avril 1998 et n° 2894 MEF du 7 mai 1998, établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "Chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et de leur entité d'accueil pour les communes de Tumaraa et de Taputapuata 2469

Arrêtés n° 8486 et n° 8487 MEF du 13 novembre 1998 modifiant les arrêtés n° 2896 et n° 2897 MEF du 7 mai 1998, établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "Chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et de leur entité d'accueil sur l'île de Huahine 2469

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires**EXTRAITS**

Arrêtés n° 8538 et n° 8539 MEQ du 16 novembre 1998 ordonnant la déconsignation de parties des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations dues aux propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia-pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia, et relatives aux parcelles M238 et BL54 (plan 104) nécessaires aux dits travaux. 2469

**Ministère du logement, de la redistribution
et de la valorisation des terres domaniales**

EXTRAITS

Arrêtés n° 8500 à n° 8502 MLD du 16 novembre 1998 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis : - à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de Mme Sylvie Tahia Commenge épouse Brown (n° exploitant 198) et de la S.C.A. "Pugaharururu Perle" (n° exploitant 316) ; - à Takapoto, commune de Takaroa, au profit de M. Serge Lacour (n° exploitant 34) 2470

Arrêté n° 8503 MLD du 16 novembre 1998 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis aux Tuamotu 2470

Arrêtés n° 8610 et n° 8611 MLD du 17 novembre 1998 modifiant les dispositions des arrêtés n° 1434 CM du 30 décembre 1992 et n° 241 CM du 6 mars 1995 en ce qu'elles concernent M. Tepuera dit Opeta Maruae et Mme Naumi Maruae, épouse Papai, à Patio, commune de Tahaa	2471
Arrêté n° 8612 MLD du 17 novembre 1998 accordant le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Christophe Arinui Richmond (régularisation)	2471
Arrêté n° 8613 MLD du 17 novembre 1998 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 126 CM du 2 février 1996 en ce qu'elles concernent Mme Gislhaine Hinau Tapu, épouse Owen, à Huahine (îles Sous-le-Vent)	2472
Arrêté n° 8635 MLD du 18 novembre 1998 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 7661 MLA du 10 novembre 1997 en ce qu'elles concernent Mme Kaveroga Hiriata dite Kave Tupana à Ahe, commune de Manihi	2472
Arrêté n° 8636 MLD du 18 novembre 1998 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 1278 CM du 1er décembre 1995 et l'article 1er de l'arrêté n° 1213 CM du 12 novembre 1996 en ce qu'elles concernent la société civile aquacole "Poripara" à Ahe, commune de Manihi	2472

Ministère de la santé et de la recherche

EXTRAITS

Arrêté n° 8622 MSR du 18 novembre 1998 portant enregistrement de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie dénommée "Pharmacie du Marché" sise angle des rues Colette et Cardella, exploitée par la "société en nom collectif Pharmacie du Marché"	2472
Arrêté n° 8624 MSR/DS du 18 novembre 1998 fixant la liste définitive des étudiants admis à l'examen final en vue de l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmier à l'Institut de formation en soins infirmiers "Mathilde-Frébault" de la section d'octobre-novembre 1998	2472

Ministère de l'agriculture et de l'élevage

Arrêté n° 8185 MAG du 4 novembre 1998 portant levée de l'arrêté n° 6797 MAG du 8 octobre 1997 modifié portant déclaration d'infection de l'élevage de porcs de M. Valère Le Prado à Moorea par la maladie d'Aujeszky	2473
--	------

EXTRAITS

Arrêtés n° 8540 et n° 8541 MAG du 16 novembre 1998 octroyant des aides à MM. Tepoaitutaharoa Taurarii et Graffe Arinui Douglas au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture	2473
Arrêté n° 8673 MAG du 19 novembre 1998 modifiant l'arrêté n° 8185 MAG du 4 novembre 1998 portant levée de la déclaration d'infection de l'élevage de porcs de M. Valère Le Prado à Moorea par la maladie d'Aujeszky	2473

Ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative

Arrêté n° 8620 MCE du 17 novembre 1998 modifiant l'arrêté n° 4694 MCE du 24 juillet 1998 portant délégation de signature à M. Francis Stein, chef du service de la culture par intérim	2473
--	------

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Arue

Délibération municipale n° 98-22 Arue du 23 juin 1998 fixant le tarif des concessions au cimetière communal de Arue. .	2474
--	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté ministériel du 10 août 1998 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires. (J.O.R.F. du 11 octobre 1998, page 15402)	2475
Arrêté ministériel du 14 septembre 1998 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires. (J.O.R.F. du 13 octobre 1998, page 15489)	2477

EXTRAITS

Conventions de financement n° 388-98 du 5 novembre 1998, n° 390-98 et n° 391-98 du 6 novembre 1998 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à : - la commune de Mahina (opération "Etudes préliminaires de l'assainissement général des eaux usées de la commune") ; - la commune de Rapa (opération "Fourniture et pose de compteurs individuels à Ahurei") ; - la commune de Huahine (opération "Campagne de forages et prospection en eau souterraine")	2480
--	-------------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme.— 1°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois d'octobre 1998	2481
2°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois d'octobre 1998.	2486

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2487
Annonces diverses	2494

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 407 DAF/PERS. du 5 novembre 1998 modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 320 DAF/PERS. du 14 septembre 1998 portant délégation de signature à Mme Claude Quillien, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 17 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois du 8 juillet 1977 et du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° 47 PEL.2 du 16 janvier 1989 nommant M. Jean-Luc Prunier, adjoint administratif au chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS. du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 307 DAF/PERS. du 2 septembre 1998 constatant l'arrivée en Polynésie française de Mme Claudie Quillien, administrateur civil de 1re classe, nommée chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 405 DAF/PERS. du 4 novembre 1998 portant affectation de M. Yves Grangien, ingénieur des travaux publics de l'Etat, en qualité d'adjoint technique au chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, à compter du 2 novembre 1998 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 320 DAF/PERS. du 14 septembre 1998, susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Art. 2 nouveau. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudie Quillien, la délégation définie à l'article précédent sera exercée concurremment par M. Jean-Luc Prunier, adjoint administratif, et par M. Yves Grangien, adjoint technique, pour ce qui concerne les affaires relevant de leurs attributions respectives, à l'exception des actes réglementaires et des arrêtés."

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1998.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 590 FIP du 5 novembre 1998 portant répartition complémentaire des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1998.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 96-1257 du 27 décembre 1996 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 1996 ;

Vu le décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 565 MAC du 25 juillet 1997 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1997 au 31 juillet 1998 ;

Vu l'arrêté n° 743 MAC du 10 octobre 1997 portant désignation des représentants de l'assemblée au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1997 au 31 juillet 1998 ;

Vu l'arrêté n° 31 FIP du 21 janvier 1998 portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 202 MAC du 14 avril 1998 portant attribution au Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) de la Polynésie française d'une subvention de 26.025.000 FF (473.181.818 F CFP) par l'Etat, au titre de la loi d'orientation, exercice 1998 (secrétariat à l'outre-mer, chapitre 41-91, article 40) ;

Vu l'arrêté n° 203 MAC du 14 avril 1998 portant répartition des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1998 ;

Vu l'arrêté n° 586 MAC du 30 octobre 1998 portant attribution au Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) de la Polynésie française d'une subvention de 26.025.000 FF (473.181.818 F CFP) par l'Etat, au titre de la loi d'orientation, exercice 1998 (secrétariat à l'outre-mer, chapitre 41-91, article 40) ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 23 février 1998,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1998, il est attribué aux communes de la Polynésie française une dotation complémentaire de fonctionnement non affectée de 400.000.000 F CFP.

Art. 2.— La répartition entre les communes de la dotation complémentaire de fonctionnement non affectée figure en annexe du présent arrêté.

Cette dotation est versée aux communes en une seule fois.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1998.

Jean ARIBAUD.

Dotation non affectée de fonctionnement
Dotation complémentaire

Subdivision	Commune	Dotation
IA	Raivavae	2.320.098
IA	Rapa	1.000.831
IA	Rimatarā	2.054.691
IA	Rurutu	4.665.853
IA	Tubuai	4.212.678
	<i>Iles Australes</i>	14.254.151
IDV	Arue	14.784.694
IDV	Faaa	45.698.147
IDV	Hitiāa O Te Ra	11.164.893
IDV	Mahina	19.942.890
IDV	Moorea-Maiao	26.711.749
IDV	Paea	16.546.960
IDV	Papara	11.945.693
IDV	Papeete	49.086.808
IDV	Pirae	23.216.240
IDV	Punaauia	33.450.600
IDV	Taiarapu-Est	14.187.477
IDV	Taiarapu-Ouest	7.825.139
IDV	Teva I Uta	9.413.218
	<i>Iles du Vent</i>	283.974.508
ISLV	Bora Bora	11.677.120
ISLV	Huahine	11.349.587
ISLV	Maupiti	1.837.277
ISLV	Tahaa	8.911.687
ISLV	Taputapuātea	6.398.941
ISLV	Tumaraa	5.544.977
ISLV	Utuao	6.642.718
	<i>Iles Sous-le-Vent</i>	52.362.307
IM	Fatu Hiva	1.244.899
IM	Hiva Oa	4.101.085
IM	Nuku Hiva	5.548.777
IM	Tahuata	1.256.736
IM	Ua Huka	1.096.880
IM	Ua Pou	4.075.957
	<i>Iles Marquises</i>	17.324.334
TG	Anaa	1.398.526
TG	Arutua	2.784.691
TG	Fakarava	2.960.282
TG	Fangatau	527.491
TG	Gambier	2.088.105
TG	Hao	3.926.920
TG	Hikueru	423.602
TG	Makemo	2.423.758
TG	Manihi	2.379.939
TG	Napuka	817.403
TG	Nukunavake	715.228
TG	Puka Puka	327.086
TG	Rangiroa	6.402.990
TG	Reao	1.075.749
TG	Takarua	2.341.519
TG	Tatakoto	461.658
TG	Tureia	1.029.853
	<i>Tuamotu-Gambier</i>	32.084.700
	<i>Polynésie française</i>	400.000.000

Par arrêté n° 592 FREPF du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 6 novembre 1998.— En application des dispositions de l'article 8 (alinéa 8) de la convention n° 96-1983 du 8 août 1996 et par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-50,

article 21, du ministère de la défense (Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française), il est accordé au territoire de la Polynésie française une subvention de 15.000.000 FF (272.727.272 F CFP), correspondant à la première tranche, due au titre de la dotation relative à l'exercice 1997, pour contribuer à la reconstruction du bâtiment historique Broche.

Le versement de la subvention s'effectuera, dans la limite des crédits disponibles, dès signature du présent arrêté.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

CONVENTION n° 400-98 du 10 novembre 1998 d'occupation temporaire du Centre hospitalier des armées Jean-Prince et de son emprise foncière, commune de Pirae.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement de la Polynésie française, ci-après désigné la Polynésie française,

d'une part,

ET :

L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, ci-après désigné l'Etat, assisté du trésorier-payeur général, représentant le service des domaines de l'Etat en Polynésie française, ci-après désigné le T.P.G., et le vice-amiral, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, représentant le ministre de la défense, ci-après désigné la défense,

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

A la suite de l'entretien du 30 septembre 1996 avec le Président du gouvernement de la Polynésie française, le ministre de la défense a confirmé par lettre du 11 octobre 1996 son accord pour la vente au territoire des bâtiments et de l'emprise de l'hôpital militaire Jean-Prince.

Lors de la réunion interministérielle du 20 juillet 1998, le cabinet du Premier ministre a donné son accord à la cession de l'hôpital des armées Jean-Prince au territoire de la Polynésie française.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat chargé du budget a confirmé, le 23 juillet 1998, son accord pour que le territoire bénéficie de l'hôpital dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire.

Enfin, par la lettre du 12 août 1998 adressée au haut-commissaire de la République en Polynésie française, le ministre de la défense précise que, dans un premier temps, sont exclus de la présente convention les bâtiments de la direction du service de santé et du centre de médecine de prévention ainsi que l'emprise de Taaone Villa.

Article 1er.— Par la présente, l'Etat autorise l'occupation par la Polynésie française, qui accepte, de l'immeuble dont la désignation suit :

L'ensemble immobilier constitué d'un terrain, dénommé parcelle A, et des constructions qui y sont édifiées sis sur la commune de Pirae faisant partie du lot cadastré section C, n° 8, immatriculé au tableau général des propriétés de l'Etat sous le n° 980.00601 et au fichier des armées sous les numéros 980.601.267 et 980.601.69 FS 25 tels qu'ils figurent aux annexes 1 et 2 de la présente convention.(1)

Art. 2.— La présente occupation est consentie à titre précaire et révocable à compter de la date de signature du présent acte. Elle deviendra définitive lors de la signature de l'acte de cession.

Le retrait de l'autorisation pourra être prononcé par simple notification adressée au domicile du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Il devra prendre ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai fixé par l'Etat.

Art. 3.— Pour ses activités et dans le cadre de ses projets hospitaliers et sanitaires, la Polynésie française est autorisée à procéder :

- à tous travaux d'aménagement, qu'elle juge utiles, sur des bâtiments identifiés en annexe 2 sous les n° 3 et n° 4 (1) ;
- à tous travaux de construction, qu'elle juge utiles, sur la parcelle dénommée A en annexe 2 (1) ;
- à des sondages de sol, sur l'emprise restante, après accord de la défense.

Art. 4.— La Polynésie française :

- sera seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers ;
- sera tenue de payer directement tous impôts, contributions, redevances, taxes municipales et toutes autres charges résultant de l'occupation de ces immeubles. A cet effet, elle s'engage à effectuer, dès l'occupation de la zone mise à sa disposition par le présent acte, les démarches nécessaires auprès des concessionnaires concernés en vue de disposer d'un compteur individuel pour se raccorder aux réseaux d'électricité et d'adduction d'eau ;
- fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre l'Etat.

Art. 5.— En ce qui concerne l'assainissement des eaux usées, la Polynésie française pourra utiliser, pendant toute la durée de l'occupation, le raccordement existant à la station d'épuration militaire de Taaone moyennant une redevance globale, forfaitaire et annuelle, d'un montant de 400.000 F CFP, dont elle s'acquittera au vu de l'ordre de recettes émis à cet effet.

Au terme de la durée du présent acte, la Polynésie française pourrait continuer à bénéficier de ce dispositif d'assainissement aux mêmes conditions, sous réserve toutefois qu'elle s'engage à produire une étude de faisabilité quant à la compatibilité de ses besoins avec la capacité de la station d'épuration.

En ce qui concerne l'évacuation des eaux pluviales, les conduites existantes sont raccordées à la rivière Hamuta par des canalisations traversant des terrains militaires situés au nord de l'avenue du Général-de-Gaulle. En conséquence, le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les dispositions pour maintenir en l'état la portion du réseau, qui intéresse l'emprise objet de la présente convention, et à veiller à ce que les aménagements réalisés sur les terrains cités ne conduisent pas à augmenter le débit de pointe supporté par ces réseaux d'évacuation.

La Polynésie française s'engage à n'exercer aucun recours contre l'Etat en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration.

La Polynésie française aura l'usage de la voie desservant de part et d'autre l'hôpital Jean-Prince et Taaone Villa (cf. plan annexé) (1), en veillant à ne pas gêner la circulation des usagers des installations militaires avoisinantes.

Par ailleurs, il est fait obligation à la Polynésie française de maintenir, à ses frais, le bon état général de la route pendant la durée de l'occupation.

Art. 6.— La Polynésie française demeurera responsable de tous dommages ou accidents qui pourraient survenir du fait de la présente occupation.

Elle devra souscrire à ce titre tous les contrats d'assurance propres à couvrir les risques et dommages encourus pendant la durée d'occupation des lieux.

L'Etat dégage toute responsabilité pour les incidents ou accidents qui pourraient survenir sur le territoire concédé.

Art. 7.— Compte tenu du caractère de l'occupation, aucune redevance n'est mise à la charge de la Polynésie française concernant la mise à disposition des lieux.

Art. 8.— Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs bureaux respectifs.

Art. 9.— La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux, destinés :

- au gouvernement de la Polynésie française ;
- au haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- au T.P.G. ;
- au Comsup,

à charge pour chacune des parties de délivrer les ampliifications nécessaires aux besoins de ses services.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1998.

*Le Président du gouvernement
de la Polynésie française,
Gaston FLOSSE.*

*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Jean ARIBAUD.*

*Le trésorier-payeur général
de la Polynésie française,
Francis GRATTEPANCHE.*

*Le vice-amiral,
commandant supérieur
des forces armées
de la Polynésie française,
Jean MOULIN.*

(1) Les annexes peuvent être consultées à la direction des affaires foncières.

CONVENTION n° 401-98 du 10 novembre 1998 d'occupation temporaire du domaine privé du territoire.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement de la Polynésie française, ci-après désigné la Polynésie française,

d'une part,

ET :

L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, ci-après désigné l'Etat, assisté du trésorier-payeur général, représentant le service des domaines de l'Etat en Polynésie française, ci-après désigné le T.P.G., et le vice-amiral, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, représentant le ministre de la défense, ci-après désigné la défense,

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

A la suite de l'entretien du 30 septembre 1996 avec le Président du gouvernement de la Polynésie française, le ministre de la défense a confirmé par lettre du 11 octobre 1996 son accord pour la vente au territoire des bâtiments et de l'emprise de l'hôpital militaire Jean-Prince, dans le cadre d'un échange compensé prévoyant notamment la cession par la Polynésie française de terrains lui appartenant.

Par la lettre du 12 août 1998 adressée au haut-commissaire de la République en Polynésie française, le ministre de la défense demande de mettre en œuvre les conventions d'occupation temporaire.

Ceci exposé, les parties sont convenues ce qui suit :

Article 1er.— La Polynésie française autorise l'Etat à occuper à titre précaire et révocable les terrains constructibles désignés ci-après :

- un terrain sis sur la commune de Pirae, dénommé terre Albonico, d'une superficie de 4.000 m², cadastrée section B, n° 327 ;
- un terrain sis sur la commune de Arue, dénommé terre Tamahana, parcelle 5, lots B et C, d'une superficie de 20.992 m², cadastré section E, n° 214 et n° 215 ;
- un terrain sis sur la commune de Pirae, d'une superficie de 5.023 m², cadastré section B, n° 250.

Les extraits des plans cadastraux des terrains sus-désignés sont joints à la présente. (1)

Art. 2.— La présente occupation est consentie à titre précaire et révocable à compter de la date de signature du présent acte. Elle deviendra définitive lors de la signature de l'acte de cession.

Le retrait de l'autorisation pourra être prononcé par simple notification adressée à l'Etat par lettre recommandée avec accusé de réception. Il devra prendre ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai fixé par la Polynésie française.

Art. 3.— Pour ses activités et dans le cadre de ses projets immobiliers, la défense est autorisée à procéder aux travaux d'aménagement et de construction qu'elle juge utiles.

Art. 4.— L'Etat :

- sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers ;
- sera tenu de payer directement tous impôts, contributions, redevances, taxes municipales et toutes autres charges résultant de l'occupation de ces terrains ;
- fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5.— L'Etat demeurera responsable de tous dommages ou accidents qui pourraient survenir du fait de la présente occupation.

La Polynésie française dégage toute responsabilité pour les incidents ou accidents qui pourraient survenir sur les terrains occupés.

Art. 6.— Compte tenu du caractère de l'occupation, aucune redevance n'est mise à la charge de l'Etat concernant la mise à disposition des lieux.

Art. 7.— Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs bureaux respectifs.

Art. 8.— La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux, destinés :

- au gouvernement de la Polynésie française ;
- au haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- au T.P.G. ;
- au Comsup,

à charge pour chacune des parties de délivrer les ampliations nécessaires aux besoins de ses services.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1998.

*Le Président du gouvernement
de la Polynésie française,
Gaston FLOSSE.*

*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Jean ARIAUD.*

*Le trésorier-payeur général
de la Polynésie française,
Francis GRATTEPANACHE.*

*Le vice-amiral,
commandant supérieur
des forces armées
de la Polynésie française,
Jean MOULIN.*

(1) Ils peuvent être consultés à la direction des affaires foncières.

PROTOCOLE n° 402-98 du 10 novembre 1998 relatif à la cession par voie d'échange compensé de l'hôpital Jean-Prince et de Taaone Villa.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement de la Polynésie française, ci-après désigné la Polynésie française,

ET :

L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, ci-après désigné l'Etat, assisté du trésorier-payeur général, représentant le service des domaines de l'Etat en Polynésie française, ci-après désigné le T.P.G., et le vice-amiral, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, représentant le ministre de la défense, ci-après désigné la défense,

Il a été exposé et arrêté ce qui suit :

Suite à la décision du ministère de la défense de fermer l'hôpital Jean-Prince et afin de disposer des emprises nécessaires à la réalisation d'une opération d'intérêt général relative à l'extension et à l'amélioration de ses infrastructures hospitalières, la Polynésie française souhaite acquérir outre les biens immobiliers situés sur l'emprise de l'hôpital Jean-Prince, ceux du domaine du Taaone Villa, utilisés par le service de santé des armées et la garnison de Papeete.

Ces biens immobiliers étant nécessaires aux forces armées en raison de leur utilisation comme établissement de service et de casernement, le ministre de la défense se trouve dans l'obligation de les reconstruire pour satisfaire à ses besoins.

Cette acquisition est prévue dans le cadre d'un échange compensé conformément aux dispositions ci-après arrêtées :

Vu :

- la lettre du ministre de la défense n° 31807 du 29 juillet 1998 au Président du gouvernement de la Polynésie française ;
- la lettre du ministre de la défense du 12 août 1998 au haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- la lettre du secrétariat d'Etat au budget du 23 juillet 1998 au ministre de la défense ;
- la décision de déclassement du domaine public de l'Etat au domaine privé en cours ;
- la lettre du haut-commissaire en date du 6 novembre 1998 ;
- la lettre du Président du gouvernement de la Polynésie française en date du 6 novembre 1998.

Article 1er.— *Objet*

Dans les conditions définies à la présente, l'Etat s'engage à céder à la Polynésie française l'ensemble immobilier composé de l'hôpital Jean-Prince et de l'emprise voisine du domaine de Taaone Villa, dont la valeur globale a été arrêtée contradictoirement au montant de 160,82 MF (2.924.000.000 F CFP).

En contrepartie, la Polynésie française s'engage, envers l'Etat :

- à lui céder les terrains nus désignés à l'article 3 ci-après, estimés, contradictoirement, à une valeur globale de 17 MF (309.090.909 F CFP arrondi au F CFP le plus proche) ;
- à compenser financièrement, à hauteur de 143,82 MFF (2.614.909.091 F CFP arrondi au F CFP le plus proche), le coût de la reconstruction des infrastructures de la défense dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Art. 2. — Désignation de l'immeuble cédé par l'Etat

L'ensemble immobilier cédé par l'Etat est constitué d'un terrain et des constructions qui y sont édifiées sis sur la commune de Pirae, d'une superficie de 70.930 m² cadastré section C, n° 8, immatriculé au tableau général des propriétés de l'Etat sous le n° 980.00601 et au fichier des armées sous les numéros 980.601.267 et 980.601.69 FS tel qu'il figure sur les plans de situation et de masse en annexes 1 et 2 au présent protocole. (1)

*Art. 3. — Désignation des terrains cédés par la Polynésie française**a) La Polynésie française cède à l'Etat :*

- un terrain sis sur la commune de Pirae, dénommé terre Albonico, d'une superficie de 4.000 m², cadastrée section B, n° 327 ;
- un terrain sis sur la commune de Arue, dénommé terre Tamahana, parcelle 5, lots B et C, d'une superficie de 20.992 m², cadastré section E, n° 214 et n° 215.

L'un et l'autre appartiennent à la Polynésie française en pleine propriété.

b) La Polynésie française s'engage par ailleurs à rétrocéder à l'Etat un terrain, sis sur la commune de Pirae, d'une superficie de 5.023 m², cadastré section B, n° 250, en cours d'acquisition.

Les trois terrains désignés ci-dessus et tels que décrits sur les plans parcellaires joints à la présente, seront transférés à l'Etat selon les conditions et délais précisés à l'article 4 ci-après.

*Art. 4. — Entrée en jouissance**1) Biens immobiliers appartenant à l'Etat :*

a) Les biens immobiliers circonscrits à l'emprise dite de "l'hôpital Jean-Prince", délimitée et identifiée au plan joint en annexe 2 (parcelle A) (1), libérés de toute occupation depuis le 30 septembre 1998, sont mis à la disposition de la Polynésie française, aux conditions définies par un acte séparé d'autorisation d'occupation temporaire.

b) L'emprise restante, délimitée et identifiée au plan joint en annexe 2 (parcelles B, C et D) (1) et les biens immobiliers qui la composent, seront libérés de toute occupation et mis à la disposition de la Polynésie française, afin de lui permettre de respecter le calendrier des travaux prévus, selon l'échéancier suivant :

- fin décembre 1999 pour la parcelle B ;
- fin décembre 2000 pour la parcelle C, aux conditions définies par actes séparés d'autorisation d'occupation temporaire ;
- fin juin 2001 pour la parcelle D dans les conditions prévues à l'article 6 du présent protocole.

2) Biens fonciers appartenant à la Polynésie française :

Les terrains apportés par la Polynésie française et désignés à l'article 3, destinés à la reconstruction des infrastructures de la défense, seront libérés de toute occupation privative et mis à la disposition de l'Etat, aux conditions définies par un acte séparé d'autorisation d'occupation temporaire.

Art. 5. — Mobilisation de la compensation financière

Afin de permettre la réalisation de l'opération décrite à l'article 1er du présent protocole, la Polynésie française renonce aux crédits de subvention prévus au titre du volet économique de la convention n° 36284 du 21 octobre 1993 passée entre l'Etat et la Polynésie française, reconduit à l'article 5 de la convention n° 961983 du 8 août 1996 pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française (crédits inscrits au budget annuel de l'Etat, chapitre 66-50, article 21, ministère de la défense), à hauteur du montant de la compensation financière visée à l'article 1er du présent protocole fixée à 143,82 MFF (2.614.909.091 F CFP arrondi au F CFP le plus proche), sur les exercices 1998, 1999 et 2000.

Art. 6. — Transfert de propriété

Les transferts de propriétés entre l'Etat et la Polynésie française feront l'objet d'actes séparés de cession dont la date d'effet est fixée au 1er juillet 2001.

Art. 7. — Destinataires

Le présent protocole est dressé en quatre originaux, destinés :

- au gouvernement de la Polynésie française ;
- au haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- au T.F.G. ;
- au Comsup,

à charge pour chacune des parties de délivrer les ampliations nécessaires aux besoins de ses services.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1998.

*Le Président du gouvernement
de la Polynésie française,
Gaston FLOSSE.*

*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Jean ARIAUD.*

*Le trésorier-payeur général
de la Polynésie française,
Francis GRATTEPANACHE.*

*Le vice-amiral,
commandant supérieur
des forces armées
de la Polynésie française,
Jean MOULIN.*

(1) Les annexes peuvent être consultées à la direction des affaires foncières.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1474 CM du 13 novembre 1998 portant cessation de fonctions de M. Bruno Videau, capitaine de 1re classe de la navigation maritime, en qualité de directeur de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

NOR : EFA9801741AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 portant création d'une école de formation et d'apprentissage maritime ;

Vu l'arrêté n° 1 CM du 6 janvier 1986 modifié relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public territorial dénommé "école de formation et d'apprentissage maritime" ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 17 juillet 1987 rendant exécutoire la délibération n° 4-87 du 2 avril 1987 du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime (E.F.A.M.) nommant le directeur de l'E.F.A.M. ;

Vu l'avis favorable du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime, réuni en sa séance du 26 mars 1998 ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 4 novembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de M. Bruno Videau, capitaine de 1re classe de la navigation maritime, en qualité de directeur titulaire de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

Cette cessation de fonctions prend effet à partir du 26 septembre 1998.

Art. 2.— Le ministre de la mer et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la mer
et de l'artisanat,*

Llewellyn TEMATAHOTOA.

ARRETE n° 1475 CM du 13 novembre 1998 portant nomination de M. Denis Benzaquin, capitaine de 1re classe de la navigation maritime, en qualité de directeur de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

NOR : EFA9801742AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 portant création d'une école de formation et d'apprentissage maritime ;

Vu l'arrêté n° 1 CM du 6 janvier 1986 modifié relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public territorial dénommé "école de formation et d'apprentissage maritime" ;

Vu l'avis favorable du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime, réuni en sa séance du 26 mars 1998 ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 4 novembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— M. Denis Benzaquin, capitaine de 1re classe de la navigation maritime, est nommé en qualité de directeur titulaire de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

Cette nomination prend effet le 27 septembre 1998.

Art. 2.— Le ministre de la mer et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la mer
et de l'artisanat,*
Llewellyn TEMATAHOTOA.

ARRETE n° 1480 CM du 16 novembre 1998 fixant la forme des déclarations en douane établies par le système SOFIX au moyen du document administratif unique polynésien, les énonciations qu'elles doivent contenir, les documents qui doivent y être annexés, et les conditions dans lesquelles peut avoir lieu l'examen préalable des marchandises.

NOR : DO19801736AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-149 APF du 10 septembre 1998 portant organisation du dédouanement dans le cadre du système d'ordinateur pour le fret international sous unix (SOFIX) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 novembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— 1 - Les déclarations de douane doivent être établies sur des imprimés conformes au modèle officiel conservé au service des douanes dont le fac-similé est reproduit en annexe du présent arrêté.

2 - Les indications relatives à la qualité et au poids au mètre carré du papier utilisé doivent figurer sur tous les exemplaires imprimés à côté du nom de l'imprimeur.

3 - La fourniture des imprimés incombe aux redevables.

CHAPITRE I

Dispositions relatives au document administratif unique polynésien

Art. 2.— Les déclarations de douane sont éditées par le système d'ordinateur pour le traitement du fret international sous unix (SOFIX) sur un formulaire unique dénommé document administratif unique polynésien (D.A.U.P.).

Ce document administratif unique repris en annexe n° 1 est utilisé pour toutes les opérations de dédouanement, quel que soit le régime de placement des marchandises à l'importation comme à l'exportation.

Art. 3.— 1 - Le D.A.U.P se présente sous forme d'une liasse de 250 millimètres de largeur sur 305 millimètres de hauteur (hors tout) comportant latéralement des pistes détachables, d'une largeur de 15 millimètres, servant à l'entraînement du papier.

La surface utile servant à l'écriture des énonciations de la déclaration a une dimension de 210 millimètres de largeur sur une hauteur de 305 millimètres.

2 - Chaque liasse comporte cinq feuillets autocopiants, de couleur blanche. Le grammage du papier, support d'impression du D.A.U.P., est 56 gr/m² pour le premier feuillet, 53 gr/m² pour les feuillets intermédiaires et 57 gr/m² pour le dernier feuillet.

3 - Les cases 1, 2, 8, 9, 14, 16, 17, 22, 31, 33, 34, 38, 42, 46 et 47, B de chaque feuillet du D.A.U.P. ont un fond de trame ordinaire à 10 % de la couleur verte correspondant à la référence pantone 354.

4 - Le trait d'encadrement des cases du D.A.U.P. est de couleur verte correspondant à la référence pantone 354.

5 - Chaque liasse comporte quatre exemplaires, d'aspect et de couleur identiques, comportant en bas et à droite le numéro de l'exemplaire concerné, imprimé dans la couleur du fond tramé et dont les dimensions s'inscrivent dans un rectangle de quatre centimètres de hauteur sur trois centimètres de largeur :

- l'exemplaire n° 1 est conservé au bureau de douane ;
- l'exemplaire n° 2 est destiné au "client" ;
- l'exemplaire n° 3 sert de "bon à enlever" ;
- l'exemplaire n° 4 est réservé aux "régimes économiques".

Art. 4.— La première liasse appelée "primata" comporte la forme générale de la déclaration de douane et d'un article.

L'exemplaire bureau de douane du "primata" forme chemise.

La page verso est réservée à l'usage du service des douanes, notamment pour la rédaction de la reconnaissance du service, du certificat de visite et de la contre-liquidation globale de la déclaration.

Art. 5.— Des liasses supplémentaires, "intercalaires", comportent les rubriques afférentes à chaque article supplémentaire de la déclaration de douane.

Art. 6.— La déclaration de douane comporte autant d'intercalaires que nécessaire dans la limite de dix articles par déclaration.

CHAPITRE II

Dispositions relatives à la déclaration de douane en détail

Section 1 - Etablissement des déclarations de douane en détail

Art. 7.— Le déclarant en douane est responsable de la validité et de la véracité des énonciations de la déclaration de douane en détail.

Il doit s'assurer, préalablement à l'établissement de la déclaration de douane en détail que la marchandise à déclarer est arrivée, qu'il dispose de tous les documents exigés par la réglementation en vigueur et des moyens de paiement ou des garanties nécessaires pour l'acquittement de toutes les obligations financières correspondantes.

Art. 8.— Pour établir sa déclaration, le déclarant doit communiquer au système d'ordinateur pour le traitement du fret international sous unix (SOFIX) les informations relatives à l'ensemble de la déclaration et au paiement ou à la garantie des droits et taxes, les données relatives à la marchandise (article) et les données relatives au transport, conformément aux codifications définies par le service des douanes.

Section 2 - Validation des déclarations de douane

Art. 9.— La validation de la déclaration de douane en détail, par le système SOFIX, emporte les mêmes effets juridiques que le dépôt et l'enregistrement de celle-ci par le service des douanes.

Art. 10.— Après validation par le système SOFIX, les déclarations, authentifiées par un logo défini par le service des douanes, sont éditées par procédé automatisé sur un D.A.U.P.

Art. 11.— La déclaration de douane en détail doit être déposée au guichet du bureau de douane compétent au plus tard vingt-quatre heures après sa validation par le SOFIX ou dans les deux premières heures qui suivent l'ouverture des bureaux, lorsque le délai de dépôt expire en dehors des heures légales d'ouverture desdits bureaux.

CHAPITRE III

Conditions de recevabilité de la déclaration de douane en détail

Section 1 - Recevabilité des déclarations de douane en détail

Art. 12.— Pour être recevable, la déclaration de douane en détail doit être établie en français et ne doit comporter ni rature, ni surcharge, ni mentions manuscrites autres que celles autorisées par le présent arrêté et la totalité des feuillets de la déclaration doit être parfaitement lisible.

Art. 13.— Chaque déclaration ne peut concerner que les marchandises adressées par un expéditeur unique à un destinataire unique, sauf dérogations publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 14.— La déclaration de douane en détail doit comporter, apposée sur l'exemplaire "bureau de douane", la signature manuscrite du déclarant ou de son fondé de pouvoir ainsi que celle de la caution lorsque cette formalité est exigée par la réglementation en vigueur.

Art. 15.— La signature apposée par le fondé de pouvoir du déclarant ou celui de la caution doit être suivie de l'indication du nom du signataire, en majuscules d'imprimerie, ou de l'empreinte de son cachet d'identification.

Section 2 - Documents à annexer aux déclarations

Art. 16.— Tous les documents joints à la déclaration de douane doivent être parfaitement lisibles.

Doivent être joints à la déclaration de douane en détail :

- 1° les factures. Peuvent être présentées : les factures originales ou des copies de factures, y compris les factures obtenues par un procédé reprographique, les factures établies à distance par transmission des éléments qui les composent ;
- 2° la déclaration de valeur modèle DV1 ;
- 3° les licences, certificats, et tous autres titres ou documents prévus par la réglementation concernant les prohibitions et le contrôle du commerce extérieur ;
- 4° tous les documents exigés par l'administration des douanes pour l'application des lois et règlements douaniers (certificats d'origine, passavants, etc.) ;

- 5° tous documents nécessaires pour l'application par le service des douanes des lois et règlements particuliers (santé publique, préservation des animaux et des végétaux contre les maladies, contrôle de la qualité, etc.) ;
- 6° tous autres documents que le service estimerait nécessaires pour l'application des règlements et décisions administratives.

Art. 17.— Pour les déclarations relatives à des colis qui présentent entre eux des différences de plus de 5 % en poids ou en valeur ou qui contiennent des marchandises d'espèces tarifaires différentes, le service des douanes peut exiger la présentation, en sus des documents visés à l'article précédent, un bordereau de détail destiné à faciliter la vérification.

Art. 18.— Le bordereau de détail doit indiquer, par colis, le poids, l'espèce et la valeur des marchandises. Il doit être daté et signé par le déclarant.

CHAPITRE IV

Énonciations de la déclaration de douane en détail

Art. 19.— Le chef du service des douanes détermine la taille et la précision (nature et nombre de caractères, nombre de décimales) des codifications propres à permettre l'application de la réglementation en vigueur et la production des statistiques douanières. Ces codifications qui figurent en annexe du tarif des douanes répondent aux normes suivantes :

- O(n) : rubrique comportant une chaîne (C) de (n) caractères alphabétiques et numériques ;
- N(x,y) : rubrique comportant une valeur numérique composée de (x) chiffres dont (y) décimales ;
- D : rubrique comportant des données au format date.

Art. 20.— La déclaration de douane en détail, renseignée par le déclarant par l'intermédiaire du SOFIX doit comporter les énonciations suivantes :

- 1 - Case 1 du D.A.U.P. : L'identification de la transaction se caractérise par l'apposition d'un code spécifique à l'opération douanière dont la liste figure en annexe II au présent arrêté, Régime statistique format C,
- 2 - Case 2 du D.A.U.P. : Le nom ou la raison sociale, le numéro t.a.h.i.t.i. et l'adresse de l'expéditeur ou de l'exportateur, Numéro t.a.h.i.t.i., format C, Raison sociale, format C, Adresse, format C,
- 3 - Case 3 du D.A.U.P. : Le numéro de la liasse du D.A.U.P. et le nombre total de liasses du D.A.U.P., Numéro de liasse, format N, Nombre total de liasses, format N,
- 4 - Case 4 du D.A.U.P. : non utilisée,
- 5 - Case 5 du D.A.U.P. : Nombre d'articles figurant sur la déclaration de douane en détail, Nombre total d'articles, format N,
- 6 - Case 6 du D.A.U.P. : Nombre total de colis déclarés, Total des quantités de colis dédouanés, format N,
- 7 - Case 7 du D.A.U.P. : Numéro de dossier et numéro de répertoire de la déclaration en détail dans les écritures du déclarant pour les redevables astreints à la tenue de ce répertoire, Numéro de dossier déclarant, format C, Numéro de répertoire, format C,
- 8 - Case 8 du D.A.U.P. : Nom ou raison sociale, le numéro t.a.h.i.t.i. et l'adresse du destinataire de la marchandise à l'importation, Numéro t.a.h.i.t.i., format C, Raison sociale, format C, Adresse, format C,

- 9 - Case 9 du D.A.U.P. : Le montant, le code et la devise de facturation du fret et le montant et la devise de facturation de l'assurance,
Montant total du fret, format N,
Devise du fret, format N,
Montant total de l'assurance, format N,
Devise de l'assurance, format N,
- 10 - Case 10 du D.A.U.P. : non utilisée,
- 11 - Case 11 du D.A.U.P. : non utilisée,
- 12 - Case 12 du D.A.U.P. : non utilisée,
- 13 - Case 13 du D.A.U.P. : non utilisée,
- 14 - Case 14 du D.A.U.P. : Nom ou raison sociale, le numéro d'agrément, le numéro t.a.h.i.t.i. et l'adresse du déclarant, signataire de la déclaration de douane en détail,
Numéro d'agrément, format C,
Numéro t.a.h.i.t.i., format C,
Raison sociale, format C,
Adresse, format C,
- 15 - Case 15 du D.A.U.P. : Pays de provenance et code pays de provenance de la marchandise, à l'importation, dont la liste et la codification sont en annexe III du présent arrêté,
Code du pays, format N,
Nom du pays, format C,
- 16 - Case 16 du D.A.U.P. : Pays d'origine et code pays d'origine de la marchandise,
Code du pays, format N,
Nom du pays, format C,
- 17 - Case 17 du D.A.U.P. : Pays de destination et code pays de destination de la marchandise, à l'exportation,
Code du pays, format N,
Nom du pays, format C,
- 18 - Case 18 du D.A.U.P. : Pour les transports maritimes, la nationalité et le nom du bâtiment ; pour les transports aériens, la nationalité et le nom de l'exploitant de l'aéronef,
Code nationalité, format N,
Identité du moyen de transport, format C,
- 19 - Case 19 du D.A.U.P. : non utilisée,
- 20 - Case 20 du D.A.U.P. : Incoterm et données financières communes aux conditions de livraison de la marchandise déclarée,
Incoterm, format C,
Libellé de l'incoterm, format C,
- 21 - Case 21 du D.A.U.P. : Nom ou raison sociale de la compagnie qui a déposé le manifeste de la cargaison,
Identification de la compagnie, format C,
- 22 - Case 22 du D.A.U.P. : Montant total facturé et code de la monnaie de facturation de la marchandise déclarée,
Montant facturé, format N,
Devise de facturation, format N,
- 23 - Case 23 du D.A.U.P. : Taux de change applicable à la monnaie de facturation à la date de la déclaration,
Taux de change, format N,
- 24 - Case 24 du D.A.U.P. : Nature de la transaction commerciale,
Code d'achat, format C,
- 25 - Case 25 du D.A.U.P. : Mode de transport de la marchandise à la frontière,
Mode de transport, format C,
- 26 - Case 26 du D.A.U.P. : Date d'arrivée du moyen de transport, à l'importation ou de départ, à l'exportation,
Date d'arrivée ou de départ, format D,
- 27 - Case 27 du D.A.U.P. : Port ou aéroport étranger de chargement ou de déchargement de la marchandise à l'importation ; Port ou aéroport de chargement de la marchandise à l'exportation,
Lieu de chargement ou de déchargement, format C,
- 28 - Case 28 du D.A.U.P. : Régime financier de l'opération commerciale, type de paiement et guichet bancaire de paiement,
Régime financier, format C,
- Paiement, format C,
Guichet, format C,
- 29 - Case 29 du D.A.U.P. : Bureau de douane d'entrée ou de sortie du territoire douanier,
Bureau frontière, format C,
- 30 - Case 30 du D.A.U.P. : Magasin et aire de dédouanement et localisation des marchandises dans le magasin ou sur l'aire de dédouanement,
Localisation des marchandises, format C,
- 31 - Case 31 du D.A.U.P. : Le nombre, la nature, les marques et les numéros d'identification des colis ou, pour les marchandises en vrac, les indications nécessaires à leur identification et à leur localisation,
La désignation des marchandises contenues dans ces colis ou en vrac, selon les termes du tarif des douanes,
Préfixe du titre de transport, format C,
Numéro du titre de transport, format C,
Code emballage, format C,
Quantité de colis, format N,
Poids des colis, format N,
- 32 - Case 32 du D.A.U.P. : Numéro d'ordre de l'article déclaré,
Numéro d'article, format N,
- 33 - Case 33 du D.A.U.P. : Nomenclature tarifaire de la marchandise déclarée,
Code de la position tarifaire, format N+C,
- 34 - Case 34 du D.A.U.P. : Code du pays d'origine de la marchandise importée ou exportée,
Code du pays, format C,
- 35 - Case 35 du D.A.U.P. : Poids brut de la marchandise, exprimé en kilogrammes,
Poids brut, format N,
- 36 - Case 36 du D.A.U.P. : Code avantage, exonération ou régime fiscal privilégié sollicité pour la marchandise déclarée,
Code avantage, format C,
- 37 - Case 37 du D.A.U.P. : Régime douanier de placement de la marchandise déclarée,
Code régime douanier, format C,
- 38 - Case 38 du D.A.U.P. : Poids net de la marchandise, exprimé en kilogrammes,
Poids net, format N,
- 39 - Case 39 du D.A.U.P. : Numéro d'identification du bénéficiaire de l'avantage, de l'exonération ou du régime fiscal privilégié sollicité pour la marchandise déclarée,
Code t.a.h.i.t.i. du bénéficiaire, format C,
- 40 - Case 40 du D.A.U.P. : Numéro de la déclaration sommaire ou du titre précédent apuré par la déclaration,
Déclaration sommaire apurant le titre de transport, format C,
- Ou
- Identifiant de la déclaration précédente, format C, et numéro d'article, format N,
- 41 - Case 41 du D.A.U.P. : Le nombre d'unités de marchandise déclarée lorsque celle-ci est exigée par le tarif douanier ou la réglementation en vigueur pour le calcul et la liquidation des droits et taxes,
Type d'unité complémentaire, format C,
Quantité d'unités complémentaires, format N,
- 42 - Case 42 du D.A.U.P. : Prix de l'article tel qu'il figure sur la facture,
Montant facturé, format N,
- 43 - Case 43 du D.A.U.P. : Type de marchandise objet de l'article, matière première, produit fini ou semi-fini,
Type d'article, format C,
- 44 - Case 44 du D.A.U.P. : Énumération des pièces annexées à la déclaration, certificats, autorisations et autres indications nécessaires pour la vérification des éléments de la déclaration,
Code du document exigé, format C,
Données complémentaires, format C,
Indicateur de justification : soumission, format C,
numéro de licence, format C,

- 45 - Case 45 du D.A.U.P. : Taux d'ajustement, sans objet,
 46 - Case 46 du D.A.U.P. : Valeur en douane de la marchandise, exprimée en francs pacifiques, arrondie au franc inférieur, telle qu'elle résulte de la réglementation en vigueur,
 Valeur, format N,
 47 - Case 47 du D.A.U.P. : Liquidation des droits et taxes, calculée par le SOFIX, sur la base du tarif des douanes en vigueur à la date de la déclaration, à partir des données renseignées par le déclarant,
 Code de la taxe, format C,
 Assiette de la taxe, format N,
 Quotité de la taxe, format N,
 Montant calculé de la taxe, format N,
 Mode de liquidation, format C,
 48 - Case 48 du D.A.U.P. : indicateur de présence d'une déclaration récapitulative ou motif de l'opération en régime suspensif,
 Indicateur de déclaration récapitulative, format C,
 Motif de l'opération de régime suspensif, format C,
 49 - Case 49 du D.A.U.P. : Code d'identification de l'entrepôt et délai de placement de la marchandise sous le régime douanier de l'entrepôt,
 Code de l'entrepôt, format C,
 Délai de placement des marchandises en entrepôt, format N,
 50 - Case 50 du D.A.U.P. : inexistante,
 51 - Case 51 du D.A.U.P. : inexistante,
 52 - Case 52 du D.A.U.P. : Commentaires fournis par le déclarant pour l'ensemble de la déclaration,
 Code des données, format C,
 Données, format C,
 53 - Case 53 du D.A.U.P. : inexistante,
 54 - Case 54 du D.A.U.P. : Lieu, date et heure d'enregistrement de la déclaration, format D, hh : mm
 55 - Case A du D.A.U.P. : Bureau d'expédition, d'exportation ou de destination.
 Cette rubrique identifie la déclaration au moment de sa validation et le circuit de contrôle,
 Identifiant de la déclaration, format C,
 Bureau de douane, format C,
 Description du bureau de douane, format C,
 Circuit de sélection, format C,
 56 - Case B du D.A.U.P. : Données comptables, indique le mode de règlement et de garantie des droits et taxes, la liquidation totale par types de droits et taxes et le total des sommes à payer ou à garantir,
 Mode de règlement de la liquidation, format C,
 Identification du mode de règlement, format C,
 Mode de garantie, format C,
 Code des taxes, format C,
 Total des montants calculés, format N,
 Mode de liquidation, format C,
 57 - Case D du D.A.U.P. : Mentions diverses,
 Mentions manuscrites et visas du service.

CHAPITRE V

La déclaration verbale

Art. 21.— Les opérations non commerciales dont la valeur en douane est inférieure à 100.000 francs, pour les expéditions par voie maritime ou aérienne et les opérations dont la valeur en douane est inférieure à 20.000 francs pour les expéditions par voie postale, peuvent donner lieu à une déclaration verbale.

Art. 22.— Les personnes autorisées à faire une déclaration verbale doivent fournir au service des douanes toutes les indications et tous les documents nécessaires pour l'application, aux marchandises présentées, des lois et règlements dont le service des douanes est chargé de faire assurer l'observation.

Art. 23.— Les marchandises placées sous un régime douanier suspensif ou d'exportation temporaire, de même que les opérations faisant l'objet d'une déclaration de douane récapitulative périodique ne peuvent être déclarées verbalement.

Art. 24.— Les droits et taxes afférents aux marchandises déclarées verbalement font l'objet d'une liquidation d'office dressée par le service des douanes.

Ils ne peuvent être soumissionnés et sont obligatoirement payés au comptant auprès du comptable des douanes.

CHAPITRE VI

Le permis d'échantillonner ou d'examiner

Section 1 - Dispositions particulières au permis d'échantillonner ou d'examiner

Art. 25.— L'examen préalable des marchandises et le prélèvement des échantillons prévus à l'article 77 du code des douanes ne peuvent s'effectuer qu'après autorisation du service des douanes et en présence d'un agent des douanes.

Art. 26.— La déclaration de "permis d'échantillonner ou d'examiner" doit être établie sur le formulaire D.A.U.P. Déposée en deux exemplaires auprès du bureau de douane compétent, elle comporte un seul article et doit répondre aux conditions de recevabilité du chapitre III, section 1, ci-dessus.

Art. 27.— Le déballage, le pesage, la manutention et le remballage des marchandises sont aux risques et aux frais du déclarant.

Art. 28.— Les droits et taxes dont sont passibles les échantillons prélevés sont perçus d'après les éléments d'assiette reconnus ou admis sur la déclaration en détail définitive déposée pour la consommation. A défaut de déclaration en détail déposée dans les délais légaux, les droits et taxes sont liquidés d'office par le service des douanes d'après le tarif en vigueur à la date d'enregistrement du permis d'échantillonner ou d'examiner.

Section 2 - Énonciations du permis d'échantillonner ou d'examiner

Art. 29.— Le permis d'échantillonner ou d'examiner doit comporter, dans la forme prévue à l'article 19 et décrites à l'article 20 ci-dessus, les énonciations requises pour les cases 1, 2, 8, 14 à 18, 21, 30, 31, 33 à 35, 38, 42, 44, 46, 49, 52 et 54, A, et D du D.A.U.P.

CHAPITRE VII

Dispositions diverses

Art. 30.— Le D.A.U.P. entrera en vigueur concomitamment avec le système d'ordinateur pour le fret international sous unix (SOFIX).

Art. 31.— L'arrêté 1968 D du 19 août 1964 fixant la forme des déclarations en douane est abrogé.

Art. 32.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 1998.

Gaston FLOSSE

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des finances
 et des réformes administratives,
 Patrick PEAUCELLIER

POLYNÉSIE FRANÇAISE					A BUREAU D'EXPÉDITION/D'EXPORTATION/DE DESTINATION								
EXEMPLAIRE BUREAU	1	2 Expéditeur/Exportateur N° <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>			1 DÉCLARATION								
					3 Formulaires		4						
					5 Articles		6 Total des colis		7 Numéro de référence				
		8 Destinataire N°			9 Montant et Devise fret, Montant et Devise Assurance								
					10		11		12				
		14 Déclarant/ Représentant N°			15 Pays de provenance			16 Code P. prov.		17 Code P. destination			
					16 Pays d'origine			17 Pays de destination					
		18 Identité et nationalité du moyen de transport			19		20 Conditions de livraison						
		21 Identification de la Compagnie de transport			22 Monnaie et montant total facturé			23 Taux de change		24 Nature de la transaction			
		25 Mode de transport à la frontière		26 Date arrivée/départ		27 Lieu de chargement/déchargement		28 Données financières et bancaires					
1	29 Bureau de sortie/d'entrée		30 Localisation des marchandises										
31 Colis et désignation des marchandises					32 Article N°		33 Code des marchandises						
					34 Code P. origine		35 Masse brute (kg)		36 Exonération				
					37 RÉGIME		38 Masse réelle (kg)		39 N° bénéf.				
					40 Déclaration sommaire/Document précédent								
					41 Unités supplémentaires		42 Prix de l'article		43 TVA				
44 Mentions spéciales Documents produits Certificats et autorisations													
					45 Ajustement								
					46 Valeur statistique								
47 Calcul des impositions					Type	Base d'imposition	Quantité	Montant	Mod	48 Déclaration récapitulative/Motif suspension		49 Identification de l'entrepôt/Décal placement	
										B DONNÉES COMPTABLES			
Total :													
52 Commentaires Déclaration													
D MENTIONS DIVERSES					54 Lieu et date : Signature et nom du déclarant/représentant :								

A BUREAU D'EXPÉDITION/D'EXPORTATION DE DESTINATION

D MENTIONS DIVERSES

54 Lieu et date :

Signature et nom du déclarant/représentant :

A BUREAU D'EXPÉDITION/D'EXPORTATION DE DESTINATION

EXEMPLAIRE BAE	3		2 Expéditeur/Exportateur N°		3 Formulaires		4			
					5 Articles		6 Total des colis		7 Numéro de référence	
	8 Destinataire N°				9 Montant et Devise Fret, Montant et Devise Assurance					
					10		11		12	
	14 Déclarant/Représentant N°				15 Pays de provenance		15 Code P. prov.		17 Code P. destination	
					16 Pays d'origine		17 Pays de destination			
	18 Identité et nationalité du moyen de transport		19		20 Conditions de livraison					
	21 Identification de la Compagnie de transport				22 Monnaie et montant total facturé		23 Taux de change		24 Nature de la transaction	
	25 Mode de transport à la frontière		26 Date arrivée/départ		27 Lieu de chargement/déchargement		28 Données financières et bancaires			
	29 Bureau de sortie/d'entrée		30 Localisation des marchandises							
31 Colis et désignation des marchandises				32 Article N°		33 Code des marchandises				
						34 Code P. origine		35 Masse brute (kg)		
						36 Exonération				
						37 RÉGIME		38 Masse réelle (kg)		
						39 N° bénéf.				
						40 Déclaration sommaire/Document précédent				
						41 Unités supplémentaires		42 Prix de l'article		
						43 TIA				
44 Mentions spéciales Documents produits Certificats et autorisations						45 Ajustement				
						46 Valeur statistique				
47 Calcul des impositions		Type	Base d'imposition	Quotité	Montant	Mod	48 Déclaration récapitulative/Motif suspension		49 Identification de l'entrepôt/Détail placement	
		Total :								
52 Commentaires Déclaration										
D MENTIONS DIVERSES						54 Lieu et date :		Signature et nom du déclarant/représentant :		

A BUREAU D'EXPÉDITION/D'EXPORTATION DE DESTINATION

EXEMPLAIRE REG. ECO.	4		2 Expéditeur/Exportateur N°		3 Formulaires 4		5 Articles 6 Total des coûts 7 Numéro de référence	
	8 Destinataire N°		9 Montant et Devise Fret, Montant et Devise Assurance		10 11 12 13			
	14 Déclarant/Représentant N°		15 Pays de provenance 15 Code P. prov. 17 Code P. destination		16 Pays d'origine 17 Pays de destination			
	18 Identité et nationalité du moyen de transport 19		20 Conditions de livraison		21 Monnaie et montant total facturé 23 Taux de change 24 Nature de la transaction			
	21 Identification de la Compagnie de transport		22 Monnaie et montant total facturé 23 Taux de change 24 Nature de la transaction		25 Mode de transport à la frontière 26 Date arrivée/départ 27 Lieu de chargement/déchargement		28 Données financières et bancaires	
	25 Mode de transport à la frontière 26 Date arrivée/départ 27 Lieu de chargement/déchargement		28 Données financières et bancaires		29 Bureau de sortie/entrée 30 Localisation des marchandises			
	31 Coils et désignation des marchandises		32 Article N°		33 Code des marchandises		34 Code P. origine 35 Masse brute (kg) 36 Exonération	
	37 RÉGIME 38 Masse réelle (kg) 39 N° bénéf.		40 Déclaration sommaire/Document précédent		41 Unités supplémentaires 42 Prix de l'article 43 T/A		44 Ajustement	
	44 Mentions spéciales Documents produits Certificats et autorisations		45 Valeur statistique		46 Déclaration récapitulative/Motif suspension		47 Identification de l'entrepôt/Déclat placement	
	47 Calcul des impositions		Type Base d'imposition Quotité Montant Mod		8 DONNÉES COMPTABLES			
52 Commentaires Déclaration		54 Lieu et date : Signature et nom du déclarant/représentant :						

RECONNAISSANCE DU SERVICE

AGENT DE VISITE

VISITEUR

CERTIFICAT DE VISITE

LIQUIDATION RECTIFIÉE - SUPPLÉMENTAIRE - DE RAPPEL - DE REMBOURSEMENT

D É C O M P T E D E S D R O I T S E T T A X E S		N°											

MENTIONS DIVERSES

ANNEXE II

Régimes douaniers

CODE REGIME	REGIME DOUANIER	Sous Régime
I400	C Mise à la consommation directe ou en suite de transbordement de transit ou de dépôt	Néant
I420 I421 I422	CE MAC en suite d'exportation temporaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ pour être réimportée en l'état : Néant ■ réparation : produit réparé : 10 ■ réparation : montant réparation : 11 ■ réparation : produit de base : 12 ■ transformation : produit fini : 20 ■ transformation : montant ouvrier : 21 ■ transformation : produit de base : 22
I450 I451 I452	C1 MAC en suite d'AT	<ul style="list-style-type: none"> ■ pour être réexportée en l'état : Néant ■ pour travaux : 01 ■ réparation : produit réparé : 10 ■ réparation : montant réparation : 11 ■ réparation : produit de base : 12 ■ transformation : produit fini : 20 ■ transformation : montant ouvrier : 21 ■ transformation : produit de base : 22
I456	Reversement sur le marché intérieur en suite d'admission temporaire simple	Néant
I460	C7 Reversement sur le marché intérieur en suite d'entrepôt d'exportation	Néant
I470	C3 MAC en suite d'entrepôt privé banal	Néant
I470	C4 MAC en suite d'entrepôt privé particulier	Néant
I470	C5 MAC en suite d'entrepôt spécial	Néant
I478	C6 MAC en suite d'entrepôt industriel	<ul style="list-style-type: none"> ■ transformation : produit fini : 20 ■ transformation : montant ouvrier : 21 ■ transformation : produit de base : 22
I500 I510 I520	S1 Admission temporaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ pour être réexportée en l'état : Néant ■ pour travaux : 01 ■ pour réparations : 10 ■ pour transformation : 20
I560	S17 Entrée en AT en suite d'entrepôt d'exportation	<ul style="list-style-type: none"> ■ de produits originaires du Territoire : 07 ■ de produits originaires d'autres pays : 08
I570 I571 I572	S14 AT en suite d'entrepôt de stockage privé particulier	<ul style="list-style-type: none"> ■ pour être réexportée en l'état : Néant ■ pour travaux : 01 ■ pour réparations : 10 ■ pour transformations : 20
I700	S3 Entrée en entrepôt privé banal	Néant
I700	S4 Entrée en Entrepôt privé particulier	Néant
I700	S5 Entrée en entrepôt spécial	Néant
I750 I751 I752	S41 Entrée en entrepôt privé particulier en suite d'AT	<ul style="list-style-type: none"> ■ pour être réexportée en l'état : Néant ■ pour travaux : 01 ■ réparation : produit réparé : 10 ■ réparation : montant réparation : 11 ■ réparation : produit de base : 12 ■ transformation : produit fini : 20 ■ transformation : montant ouvrier : 21 ■ transformation : produit de base : 22
I758	Entrée en entrepôt industriel en suite d'admission temporaire	Néant
I780	S6 Entrée en entrepôt industriel	Néant
ICRU	C9 MAC de produits du cru	Néant
E100	E Exportation directe	<ul style="list-style-type: none"> ■ de produits originaires du Territoire : 02 ■ de produits originaires d'autres pays : 03
E120	E1 Exportation définitive en suite d'exportation temporaire simple	<ul style="list-style-type: none"> ■ de produits originaires du Territoire : 02 ■ de produits d'autres pays : 03
E121	Exportation définitive en suite d'exportation temporaire pour réparations	Néant
E122	Exportation définitive en suite d'exportation temporaire pour transformation	Néant

CODE REGIME	REGIME DOUANIER	Sous Régime
E156	R17 Exportation définitive en suite d'AT	<ul style="list-style-type: none"> ■ de produits originaires du Territoire : 07 ■ de produits originaires d'autres pays : 08
E170	E1 Exportation définitive en suite d'entrepôt d'exportation	<ul style="list-style-type: none"> ■ de produits originaires du Territoire : 07 ■ de produits originaires d'autres pays : 08
E200 E210 E220	ES Exportation temporaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ simple : Néant ■ pour réparations : 10 ■ pour transformation : 20
E350 E351 E352	R1 Réexportation en suite d'AT	<ul style="list-style-type: none"> ■ simple : Néant ■ pour travaux : 01 ■ réparation : produit réparé : 10 ■ réparation : montant ouvrier : 11 ■ réparation : produit de base : 12 ■ transformation : produit fini : 20 ■ transformation : montant ouvrier : 21 ■ transformation : produit de base : 22
E370	R3 Réexportation en suite d'entrepôt privé banal	Néant
E370	R4 Réexportation en suite d'entrepôt de stockage privé particulier	Néant
E370	R5 Réexportation en suite d'entrepôt de stockage spécial	Néant
E378	R6 Réexportation en suite d'entrepôt industriel	<ul style="list-style-type: none"> ■ transformation : produit fini : 20 ■ transformation : montant ouvrier : 21 ■ transformation : produit de base : 22
E600	E Entrée en entrepôt d'exportation (TVA)	<ul style="list-style-type: none"> ■ de produits originaires du Territoire : 07 ■ de produits originaires d'autres pays : 08
IM40	Mise à la consommation sans titre (transport ou déclaration détaillée) précédent (trafic postal ou voyageur)	Néant
IM50 IM51 IM52	Admission temporaire sans titre précédent	<ul style="list-style-type: none"> ■ pour être réexportée en l'état : Néant ■ pour travaux : 01 ■ pour réparations : 10 ■ pour transformation : 20
IM70	Entrée en entrepôt privé banal sans titre précédent	Néant
IM70	Entrée en entrepôt privé particulier sans titre précédent	Néant
IM70	Entrée en entrepôt spécial sans titre précédent	Néant
IM78	Entrée en entrepôt industriel sans titre précédent	Néant
MU70	Sortie d'entrepôt de stockage pour mutation	Néant
MU80	Sortie d'entrepôt industriel pour mutation	Néant
O41	Permis d'examiner et d'échantillonner	Néant

ARRETE n° 1485 CM du 16 novembre 1998 autorisant le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à contracter dans le cadre d'une convention Spotline un ou plusieurs emprunts d'un montant cumulé de 100 millions de FF (c/v 1.818.181.818 F CFP) auprès du Crédit local de France Finance pour financer les opérations d'investissement de l'exercice 1998.

NOR : FCD9801797AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 19 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-221 APF du 4 décembre 1997 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1998 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 novembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est autorisé à négocier et contracter auprès du Crédit local de France Finance un ou plusieurs emprunts d'un montant cumulé de 100 millions de FF (1.818.181.818 F CFP) dans le cadre d'une convention de prestations de services Spotline.

Ces emprunts financeront partiellement les programmes d'investissement de l'exercice 1998.

En application de cette convention Spotline, le Crédit local de France Finance s'oblige à proposer au territoire des modes de financement adaptés à ses besoins sous forme de cotations instantanées émanant d'établissements financiers, d'investisseurs institutionnels ou résultant d'une opportunité d'accès direct aux marchés financiers, selon le cadre suivant :

Durée : 15 ans maximum ;

Mode d'amortissement du capital : constant, progressif ou sur mesure ;

Marchés visés : tous marchés (sauf le marché américain) ;

Devise : francs français ;

Validité : 31 décembre 1999.

Art. 2.— En vertu des dispositions de l'article précédent, la Polynésie française s'engage à inscrire en priorité, chaque année, en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au remboursement des échéances ainsi qu'au règlement des intérêts, frais et charges accessoires des emprunts, objet du présent arrêté.

Art. 3.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est habilité à signer la ou les conventions d'emprunt correspondantes.

Art. 4.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 1998.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

NOR : DSP9801727AC

Par arrêté n° 1481 CM du 16 novembre 1998.— M. Lopez Philippe, docteur en pharmacie, est autorisé à créer une officine de pharmacie dans la commune de Hitia'a O Te Ra, sise à Tiarei, P.K. 28,500, côté mer, parcelle de la terre Tevaihupu 1.

La présente autorisation cessera d'être valable si dans le délai d'un an, qui court à partir du jour où la licence a été délivrée, l'officine n'a pas été ouverte au public.

Si, pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devront renvoyer la présente licence au ministère de la santé et de la recherche.

L'officine ainsi créée, sauf en cas de force majeure, ne peut être vendue, cédée, échangée ou être l'objet de transaction avant l'expiration d'un délai de dix ans, qui court à partir du jour de son ouverture (déclaration d'exploitation).

NOR : DSP9801728AC

Par arrêté n° 1482 CM du 16 novembre 1998.— Mlle Le Mouchon Hinano, docteur en pharmacie, n'est pas autorisée à créer une officine de pharmacie dans la commune de Hitia'a O Te Ra, sise à Tiarei, P.K. 28,350, côté montagne, parcelle de la terre Moenoa 2.

Cette création est refusée au motif qu'une autre demande de création d'une officine de pharmacie dans la même commune et localité bénéficie d'un droit d'antériorité et que la création d'une deuxième officine de pharmacie ne se justifie pas au regard des besoins de la population de ladite commune.

NOR : FCO9801788AC

Par arrêté n° 1484 CM du 16 novembre 1998.— Est autorisé le virement de crédits de dix-neuf millions huit cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent cinquante francs CFP (19.884.450 F CFP) comme suit :

Chap.	Art.	Libellés	En +	En -
95001		<i>Services centraux</i>		
	639	Autres travaux et services extérieurs.		2.384.450
	661	Frais de transport.....		9.000.000
95004		<i>Circonscription médicale de Tahiti</i>		
	632	Travaux d'exploitation à l'entreprise...		2.000.000
	639	Autres travaux et services extérieurs.		1.500.000
95009		<i>Circonscription médicale des Tuamotu-Gambier</i>		
	661	Frais de transport.....		5.000.000
95005		<i>Circonscription médicale de Moorea</i>		
	601	Alimentation.....	400.000	
	639	Autres travaux et services extérieurs.	2.000.000	
95006		<i>Circonscription médicale des Îles Sous-le-Vent</i>		
	605	Produits d'entretien ménager.....	800.000	
	608	Fournitures de bureau.....	300.000	
	609	Autres fournitures et denrées consommées.....	250.000	
	631	Entretien et réparation.....	1.280.000	
	633	Petit matériel.....	160.000	
	662	Impressions et reliures.....	140.000	
	664	Frais de postes et télécommunica- tions.....	2.070.000	
	826	Charges sur exercices antérieurs.....	2.800.000	

Chap.	Art.	Libellés	En +	En -
95007		<i>Circonscription médicale des Marquises</i>		
	601	Alimentation.....	2.000.000	
	605	Produits d'entretien ménager.....	100.000	
	609	Autres fournitures et denrées consommées.....	100.000	
	631	Entretien et réparation.....	100.000	
	632	Travaux d'exploitation à l'entreprise.....	100.000	
	634	Electricité, eau, gaz.....	4.900.000	
	661	Frais de transport.....	2.000.000	
95010		<i>Autres interventions</i>		
	826	Charges antérieures.....	384.450	
		<i>Total</i>	19.884.450	19.884.450

NOR : SCD980178AC

Par arrêté n° 1486 CM du 16 novembre 1998.— Le taux de la redevance de promotion touristique due par les établissements touristiques et par les navires de croisières est fixé à 6 % à compter du 1er janvier 1999.

L'arrêté n° 1355 CM du 11 décembre 1997 modifiant le taux de la redevance de promotion touristique est abrogé.

NOR : SAU9801816AC

Par arrêté n° 1487 CM du 16 novembre 1998.— Est approuvée la proposition de financement sur le fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française, des opérations figurant dans le tableau ci-après. Elles pourront de ce fait être soumises à l'approbation du comité de gestion du fonds.

Opération	Montant indicatif
Réalisation du schéma d'aménagement général de la Polynésie française.....	150.000.000 F CFP
Organisation de la DAF et informatisation des services fonciers et de l'état civil.....	300.000.000 F CFP
Plan quinquennal (1999-2003) du cadastre de la Polynésie française.....	3.145.000.000 F CFP
<i>Total</i>	3.595.000.000 F CFP

NOR : PPE9801806AC

Par arrêté n° 1488 CM du 16 novembre 1998.— L'avenant n° 7 au contrat de développement 1994-1999 signé entre l'Etat et le territoire le 4 mai 1994, annexé (1) au présent arrêté, est approuvé.

Le Président du gouvernement est habilité à signer cet avenant avec l'Etat.

1) L'avenant sera publié ultérieurement.

NOR : SEQ9801748AC

Par arrêté n° 1490 CM du 16 novembre 1998.— Il sera procédé dans la commune de Maupiti :

- 1°) à une enquête sur l'utilité publique du projet d'extension de l'emprise aéronautique de l'aérodrome de Maupiti ;
- 2°) à une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les parcelles de terre à acquérir.

Sont désignés en qualité de :

- commissaire enquêteur : M. Alvane Ellacott ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. James Trafton.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, B.P. 85, Papeete.

Lesdites enquêtes seront simultanément ouvertes à compter du 21 décembre 1998 dans les bureaux de la mairie de Maupiti.

Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés à la porte de la mairie sus-citée. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier, de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête.

Le dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant le plan du projet sera déposé dans les bureaux de la mairie de Maupiti, pendant quinze jours consécutifs du 21 décembre 1998 au 4 janvier 1999 inclus.

Toute personne pourra chaque jour de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué ci-dessus.

A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune de Maupiti procédera, en ce qui le concerne, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé ci-dessus, c'est-à-dire le 4 février 1999.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée à la mairie de Maupiti ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Le dossier destiné à l'enquête parcellaire restera déposé dans les bureaux de la mairie de Maupiti, pendant le même délai que celui prévu ci-dessus, c'est-à-dire du 21 décembre 1998 au 4 janvier 1999 inclus.

Toute personne pourra en prendre connaissance dans les mêmes conditions fixées ci-dessus et consigner éventuellement ses observations concernant les limites des biens à exproprier sur le registre prévu pour la circonstance.

Notification individuelle et collective du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de Maupiti sera faite, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés et au maire de la commune de Maupiti par la direction de l'équipement.

Conformément à l'article R 11-23 du code de l'expropriation, les propriétaires auxquels notification sera faite du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie, seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé le maire de la commune de Maupiti procédera, en ce qui le concerne, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé ci-dessus, c'est-à-dire le 4 février 1999.

Si le commissaire enquêteur propose en accord avec l'expropriant un changement et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces, avertissement en sera donné dans les mêmes conditions fixées ci-dessus. Les propriétaires ou intéressés seront tenus de se conformer aux dispositions ci-dessus.

Pendant un délai de huit jours à dater de l'avertissement sus-cité, le procès-verbal et les dossiers resteront déposés à la mairie de Maupiti ; les intéressés pourront fournir leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître dans un délai maximum de huit jours ses conclusions et transmettra le dossier au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

NOR : SE09801792AC

Par arrêté n° 1491 CM du 16 novembre 1998.— Est déclarée d'utilité publique la construction de l'aérodrome de Kauehi (archipel des Tuamotu).

La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Sont déclarées cessibles immédiatement les parcelles de terre énumérées au tableau ci-après et nécessaires à la construction de l'aérodrome de Kauehi :

N° d'ordre	Nom de la terre	Nom du propriétaire	Surface totale (m2)	Surface à acquérir (m2)
1	Tangaroamatahara	Ayants droit de : Taufa a Taufu Tahuka a Taufu Turoa a Manaia Hapuru a Puhenua Parua a Parua Tava a Tereani Faukura a Hahagafanau Telapunuku Temoeala a Terega Dames : Tekava a Tereani Pinina a Tepuhiri Teuru Terigorigo a Teariki Tepogi a Vivi	359.860	73.928
2	Tamahoro ou Tamahoro	(terre non reven- diquée)	192.994	128.790
3	Tairuapali et Tamahoro	Ayants droit de Riritau a Tumoana	396.545	281.544

Est autorisée l'acquisition, soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique en vertu du code de l'expropriation applicable en Polynésie française, des parcelles de terre énumérées au tableau défini ci-dessus du présent arrêté.

NOR : IFM9801738AC

Par arrêté n° 1492 CM du 16 novembre 1998.— Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997, une subvention d'investissement de quatorze millions huit cent soixante et un mille sept cent soixante-cinq francs (14.861.765 F CFP) est accordée à l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé après réalisation des opérations dont le territoire a arrêté le principe du financement par arrêté n° 8268 MFR du 30 décembre 1996.

NOR : SDR9801733AC

Par arrêté n° 1493 CM du 16 novembre 1998.— En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995, M. Yves Moïsdon bénéficie d'une cession gratuite de 40 mètres cubes d'avivés de pins de Caraïbes issus des éclaircies du plateau de Toovii dont la valeur totale marchande est estimée à 280.000 F CFP (deux cent quatre-vingt mille francs).

Cette cession est consentie pour permettre à l'intéressé :

- d'une part, de couvrir les besoins en matière d'œuvre dans les travaux d'essais de sciage de traitement et de séchage de bois, effectués sous le contrôle du service du développement rural ;
- d'autre part, de conduire des opérations de promotion commerciale de ces produits, dont les résultats sont à communiquer au service du développement rural.

Le service du développement rural se réserve le droit de vérifier la bonne utilisation du bois cédé.

A défaut de conformité avec les conditions précitées, le service du développement rural adressera un certificat administratif au service des finances qui émettra à l'encontre de M. Yves Moïsdon un titre de recettes correspondant à la valeur du volume de bois ayant servi à des fins autres que visées ci-dessus.

En cas d'utilisation partielle du bois, le reliquat devra être restitué au service du développement rural.

NOR : TT9801725AC

Par arrêté n° 1494 CM du 16 novembre 1998.— Est agréé le programme de vols réguliers Hiver 1998 de la société Air Tahiti, courant du 1er novembre 1998 au 31 mars 1999, figurant en annexe au présent arrêté.

ANNEXE à l'arrêté n° 1494 CM du 16 novembre 1998
portant agrément du programme de vols
de la société Air Tahiti
valable du 1er novembre 1998 au 31 mars 1999

Programme d'exploitation

Escales	Journalières	Nombre de fréquences hebdomadaires	Mensuelles
ILES SOUS-LE-VENT			
ATA			
Bora Bora	6-9		
Huahine	4-7		
Raialea	4-8		
Maupiti			

Escales	Journalières	Nombre de fréquences hebdomadaires	Mensuelles
TUAMOTU NORD			
ATR			
Rangiroa.....		24	
Manihi.....		10	
Mataiva.....		2	
Tikehau.....		4	
Takaroa.....		3	
Takapoto.....		3	
Kaukura.....		2	
Fakarava.....		2	
Ahe.....		2	
DORNIER			
Apataki.....		2	
Arutua.....		3	
Napuka.....			2
Faaite.....		1	
Fakarava.....		1	
MARQUISES			
ATR			
Nuku Hiva.....		6	
Hiva Oa (Atuona).....		Plste fermée	
DORNIER			
Ua Huka.....		1	
Ua Pou.....		3	
Hiva Oa.....		5	
AUSTRALES			
ATR			
Rurutu.....		4	
Tubuai.....		4	
TUAMOTU EST-GAMBIER			
ATR			
Anaa.....		1	
Makemo.....		2	
Hao.....		4	
Gambier.....		1	
DORNIER			
Rangiroa.....			3
Puka Puka.....			3
Fakahina.....			3
Tatafatu.....			3
Pukarua.....			3
Reao.....			3
Vahitahi.....			3
Nukunono.....			3
Tureia.....			3
Takume.....			3

Par arrêté n° 1495 CM du 16 novembre 1998.— Dans les îles de Tahiti, Moorea et Raiatea, l'épreuve théorique générale d'admissibilité à l'examen du permis de conduire, prévue à l'article 141 A du code de la route territorial, est subie à l'aide d'un support audiovisuel.

Elle consiste en un questionnaire à choix multiples et comporte quarante documents, représentations graphiques ou situations concrètes de circulation.

Dans ce dernier cas, le candidat doit se considérer comme le conducteur du véhicule d'où les photos ont été prises.

Chaque question peut comporter plusieurs bonnes réponses. Aucune ne doit être oubliée pour que la réponse à une question soit considérée comme juste.

L'admissibilité à l'épreuve théorique générale est prononcée lorsque le candidat a répondu, correctement, à au moins 35 questions.

Dans les îles autres que celles visées ci-dessus, l'épreuve théorique générale d'admissibilité consiste en une interrogation orale.

NOR : FCO9801723AC

Par arrêté n° 1496 CM du 16 novembre 1998.— Le territoire de la Polynésie française accorde sa garantie de bonne fin à un emprunt de 20.340.000 FF (c/v 369.818.182 F CFP) consenti par l'Agence française de développement à l'Office territorial de l'habitat social destiné à financer partiellement les programmes dénommés "Les côteaux de Hamuta" et "Atimaono II".

Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 20.340.000 FF (c/v 369.818.182 F CFP) ;
- Taux d'intérêt : 5 % l'an ;
- Durée : 18 ans dont 3 ans de différé ;
- Nombre d'échéances : 36 semestrialités.

Au cas où l'Office territorial de l'habitat social ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, le territoire de la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'Agence française de développement, adressée par lettre missive sans jamais pouvoir opposer le défaut de la recette prévue ci-dessous, ni exiger que l'Agence française de développement discute au préalable l'établissement défaillant.

Le territoire de la Polynésie française s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une recette suffisante pour couvrir le montant de la dette.

La garantie du territoire est fixée à 100 % du montant de l'emprunt énoncé ci-dessus ainsi que des intérêts et frais accessoires y afférents.

Conformément à l'article 7, alinéa 2, de la délibération n° 04.35 AT du 21 avril 1994, le territoire perçoit une commission annuelle de 0,50 % du montant de l'encours restant dû sur l'emprunt avalisé.

Le ministre des finances et des réformes administratives est autorisé à signer au nom du territoire de la Polynésie française les termes de la convention d'aval.

NOR : SEQ9801685AC

Par arrêté n° 1498 CM du 17 novembre 1998.— Est autorisée l'occupation temporaire au profit du ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville, d'un local situé dans le bâtiment "gare maritime" au bord de l'ancien quai de Taiohae, sur l'île de Nuku Hiva (archipel des Marquises).

Le local occupe la moitié du bâtiment, situé côté terre-plein.

Le local est destiné à abriter les bureaux de l'animateur sportif pour les îles Marquises.

NOR : SAU9801802AC

Par arrêté n° 1500 CM du 19 novembre 1998.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à M. Matahi Toofa pour la surélévation d'une construction destinée à l'aménagement de 4 studios à réaliser rue du Commandant-Chessé (parcelle cadastrée n° 38, section BP) selon les éléments présentés au COMAP en séance du 26 août 1998 (dossier n° 98-14 COMAP).

Cette dérogation concerne les dispositions de l'article 9 H en secteur B et autorise au vu des accords de voisinage :

- la construction en contiguïté sur une hauteur de 7,50 m en limite de la parcelle cadastrée n° 50, section BP, au lieu de 5 m ;
- la construction implantée en retrait de 2,50 m (distance mesurée à l'égout du toit), au lieu de 4 m, vis-à-vis de la limite de la parcelle cadastrée n° 39, section BP.

La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

NOR : SAU9801803AC

Par arrêté n° 1501 CM du 19 novembre 1998.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue sont accordées au Conseil d'administration de la mission catholique et dépendances (Camica) en ce qui concerne les opérations des lotissements "Impasse Te Aratia" et "Impasse Bon-Pasteur" dont la régularisation est sollicitée selon les documents établis par M. Guion présenté au COMAP dans la séance du 26 août 1998 (dossier n° 98-24 COMAP).

Ces dérogations portent sur les dispositions des articles 6 H et 8 H en secteur B' et concernent les aménagements de voirie décrits au dossier :

- emprise des voies inférieure à 6 m sur l'ensemble du tracé avec une chaussée dont la largeur est variable mais inférieure à 5 m (entre 3 m et 4 m) ;
- absence d'accotement de 1 m de largeur sur le tracé des voies ;
- raccordement routier traité avec des pans coupés dont les largeurs sont inférieures à 5 m.

NOR : SAU9801804AC

Par arrêté n° 1502 CM du 19 novembre 1998.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée au Conseil d'administration de la mission catholique et dépendances (Camica) en ce qui concerne le projet d'extension d'un bâtiment de classes de technologie et de foyer des élèves à réaliser au collège La Mennais selon les documents établis par M. Beaudet, présentés au COMAP en séance du 26 août 1998 (dossier n° 98-23) et corrigés par les plans versés au dossier le 8 septembre 1998.

Cette dérogation porte sur les dispositions de l'article 10 H du règlement d'urbanisme visant l'implantation des constructions sur un terrain appartenant à un même propriétaire et permet l'implantation du projet à une distance de 4,40 m, au lieu de 12 m, par rapport au bâtiment voisin.

La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

NOR : SAU9801805AC

Par arrêté n° 1503 CM du 19 novembre 1998.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à l'Office territorial de l'habitat social (O.T.H.S.) en ce qui concerne le projet de construction d'immeuble en R+2 et R+3 totalisant 40 logements à réaliser sur une parcelle détachée de la parcelle cadastrée n° 22, section CO, à Papeete, Titiro, selon les dispositions des documents présentés par l'atelier Jean Chicou au COMAP en séance du 26 août 1998 (dossier n° 98-22).

Cette dérogation est accordée dans la mesure où le transfert immobilier de la parcelle susvisée au profit de l'Office territorial de l'habitat social (O.T.H.S.) aura été concrétisée.

La dérogation porte sur les dispositions de l'article 3ZI et autorise l'implantation des constructions à usage d'habitation à réaliser sur la partie du terrain située en zone industrielle (secteur H du plan d'urbanisme).

La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1259 PR du 17 novembre 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre des transports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 459 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre des transports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Reynald Temarii, ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des transports, pendant l'absence de M. Temauri Foster du 16 au 20 novembre 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 novembre 1998.
Gaston FLOSSE.

**VICE-PRESIDENCE,
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT
DES ARCHIPELS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Par arrêté n° 8479 VP du 13 novembre 1998.— En application des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 97-241 APF du 22 décembre 1997, les représentants au titre des intérêts professionnels, nommés pour deux ans, membres de la commission d'admission des installateurs en télécommunications, sont :

- CEGELEC et Alphacom, en tant que titulaires ;
- La Boutique du téléphone en tant que suppléant.

**MINISTRE DES FINANCES
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

Par arrêté n° 8546 MFR du 17 novembre 1998.— Il est institué auprès de la direction des affaires foncières (division de l'assistance aux particuliers, antenne de Uturoa, Raiatea) une régie de recettes, pour l'encaissement des droits applicables aux cessions de photocopies.

Cette régie est installée à Uturoa (Raiatea).

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 30.000 F CFP.

Le régisseur doit verser au payeur du territoire la totalité des recettes encaissées au moins tous les mois ou chaque fois que le montant maximum de l'encaisse est atteint et lors de sa sortie de fonctions.

Le régisseur est désigné par le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, sur avis conforme du payeur du territoire.

Le régisseur est assujéti à un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité fixée selon la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 8547 MFR du 17 novembre 1998.— M. Alexis Taverne, agent CC3, est nommé régisseur titulaire de la régie de recettes de la direction des affaires foncières (antenne de Uturoa, division de l'assistance aux particuliers).

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre motif, M. Alexis Taverne sera remplacé par Mme Hina Bessert épouse Peu, agent CC2.

M. Alexis Taverne doit verser entre les mains du payeur du territoire, avant d'entrer en fonctions, le montant du cautionnement fixé à 36.363 F CFP (trente-six mille trois cent soixante-trois francs CFP) ou 2.000 FF (deux mille francs français) ou obtenir son affiliation à l'Association française de cautionnement mutuel, 36, avenue Marceau, 75381, Paris Cedex 08, pour un montant identique.

M. Alexis Taverne et Mme Hina Bessert épouse Peu percevront une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé conformément à la réglementation territoriale pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

M. Alexis Taverne et Mme Hina Bessert épouse Peu sont conformément à la réglementation en vigueur pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

M. Alexis Taverne et Mme Hina Bessert épouse Peu ne devront pas exiger ou percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 174 du code pénal.

M. Alexis Taverne et Mme Hina Bessert épouse Peu devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeur inactive aux agents de contrôle qualifiés.

M. Alexis Taverne et Mme Hina Bessert épouse Peu s'obligeront à établir un procès-verbal chaque fois qu'il y a une remise entre eux de la caisse, des valeurs et des justifications.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française et sera notifié aux intéressés.

Par arrêté n° 8548 MFR du 17 novembre 1998.— Les articles 1er, 2, 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté n° 2691 MFI du 8 juillet 1987 nommant les régisseurs de l'hôpital de Moorea sont modifiés comme suit :

Au lieu de : M. Patrice Lucas ;
Lire : M. Théophile Katupa.

Le reste sans changement.

M. Théophile Katupa doit verser entre les mains du payeur du territoire le montant du cautionnement fixé à 36.363 F CFP au titre de la régie d'avances ou obtenir son affiliation à l'A.F.C.M. pour un montant identique.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 8549 MFR du 17 novembre 1998.— Mme Iris Daunassans, employé administratif, CC4, 9e échelon, est nommée régisseur titulaire de la régie d'avances de l'hôpital de Taravao.

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre motif, Mme Iris Daunassans sera remplacée par M. Ariitea Maitere, agent de 5e catégorie, groupe 6.

Mme Iris Daunassans doit verser entre les mains du payeur du territoire le montant du cautionnement fixé à 36.363 F CFP au titre de la régie d'avances ou obtenir son affiliation à l'A.F.C.M. pour un montant identique.

Mme Iris Daunassans et en cas de suppléance M. Ariitea Maitere percevront une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation territoriale pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

Mme Iris Daunassans et M. Ariitea Maitere sont conformément à la réglementation en vigueur pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

Mme Iris Daunassans et M. Ariitea Maitere ne devront pas payer des dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 174 du code pénal.

Mme Iris Daunassans et M. Ariitea Maitere devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeur inactive aux agents de contrôle qualifiés.

Mme Iris Daunassans et M. Ariitea Maitere s'obligeront à établir un procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux de la caisse, des valeurs et des justifications.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Par arrêté n° 8484 MEF du 13 novembre 1998.— L'identité des bénéficiaires mentionnés aux n° 7, n° 11 et n° 14 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." établie à l'article 1er de l'arrêté n° 2692 MEF du 29 avril 1998 est modifiée comme suit :

Bénéficiaires :

- 7 - Ebera Tere
- 11 - Peu épouse Tamahahe Yvette

- 14 - Tremoulet Jean, Taina
- 43 - Raapoto Titaina

Entité d'accueil :

- Commune de Tumaraa.

Le reste demeure sans changement.

Par arrêté n° 8485 MEF du 13 novembre 1998.— L'identité du bénéficiaire mentionné au n° 2 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." établie à l'article 1er de l'arrêté n° 2894 MEF du 7 mai 1998 est modifiée comme suit :

Bénéficiaires :

- 2 - Manea Jean-Pierre

Entité d'accueil :

- Commune de Taputapuata.

Le reste demeure sans changement.

Par arrêté n° 8486 MEF du 13 novembre 1998.— L'identité du bénéficiaire mentionné au n° 6 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." établie à l'article 1er de l'arrêté n° 2896 MEF du 7 mai 1998 est modifiée comme suit :

Bénéficiaires :

- 6 - Tekurahopu Moïse, Tepaeha

Entité d'accueil :

- Manuel Rimo, Ariiuri.

Le reste demeure sans changement.

Par arrêté n° 8487 MEF du 13 novembre 1998.— L'identité des bénéficiaires mentionnés aux n° 1, n° 7, n° 10 et n° 23 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." établie à l'article 1er de l'arrêté n° 2897 MEF du 7 mai 1998 est modifiée comme suit :

Bénéficiaires :

- 1 - Teururai Justine, Ruta
- 7 - Teraheke Pierre
- 10 - Teata Raita
- 23 - Teriimarama Aimée

Entité d'accueil :

- Motel Vanille
- Tekurio Huri
- Tiatia Maxime
- Pau Julien.

Le reste demeure sans changement.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT
ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS
PORTUAIRES**

Par arrêté n° 8538 MEQ du 16 novembre 1998.— Une partie de l'indemnité relative à la terre Vaitahuri, parcelles I et J, est désignée et versée aux comptes bancaires des intéressés suivant le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Cad.	Surf. en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Quotité	Indemnité à déconsigner
91	M22 BL44 BL45	327 453 298	Héritiers de M. Alec Tuatini Grafte : 1 - Mme Grafte Christine, épouse Hunter 2 - M. Grafte Joseph 3 - M. Grafte Charles 4 - M. Grafte Albério 5 - M. Grafte Alexis 6 - Mme Grafte Espérenza, épouse Anania 7 - Mme Grafte Mirella, épouse Katoa	1/378 1/378 1/378 1/378 1/378 1/378 1/378	6.440 6.440 6.440 6.440 6.440 6.440 6.440
92	M22	600	Héritiers de M. Alec Tuatini Grafte : 1 - Mme Grafte Christine, épouse Hunter 2 - M. Grafte Joseph 3 - M. Grafte Charles 4 - M. Grafte Albério 5 - M. Grafte Alexis 6 - Mme Grafte Espérenza, épouse Anania 7 - Mme Grafte Mirella, épouse Katoa	1/378 1/378 1/378 1/378 1/378 1/378 1/378	6.349 6.349 6.349 6.349 6.349 6.349 6.349

Par arrêté n° 8539 MEQ du 16 novembre 1998.— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de la terre Tahua Raumanu 2 est déconsignée et versée aux comptes bancaires de l'intéressée suivant le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Cad.	Surf. en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité à déconsigner
104	M238 BL54	260 1843	1 - Mme Marguerite Scholermann, épouse Lehartel	7.470.033

**MINISTÈRE DU LOGEMENT,
DE LA REDISTRIBUTION
ET DE LA VALORISATION DES TERRES
DOMANIALES**

Par arrêté n° 8500 MLD du 16 novembre 1998.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de Mme Sylvie Tahia Commenge épouse Brown, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1.500 m2, sis face à la passe et à environ 3,2 km de la terre Honupirau à Takaroa, commune de Takaroa, destiné à l'exploitation d'un parc à poissons.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 5.000 F CFP.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime accordée par arrêté n° 354 CM du 28 décembre 1984 à M. Moroni Alvarez à Takaroa n'est pas renouvelée.

Par arrêté n° 8501 MLD du 16 novembre 1998.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de la S.C.A. "Pugaharuru Perle", l'autorisation d'occupation temporaire de 5 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2 ha 3 a 60 ca, sis au droit de la terre Kaminihi à Takaroa, commune de Takaroa, répartis comme suit :

- 3 stations de collectage de 100 m x 1 m (300 m2) ;
- élevage de la nacre et ferme perlière (2 ha), à environ 400 m du rivage ;
- 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m2), à environ 57 m du rivage.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 33.000 F CFP.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime accordée à M. Robert Charles Ragivaru Palmer à Takaroa :

- par arrêté n° 871 CM du 5 août 1986, n'est pas renouvelée ;
- et par arrêté n° 154 CM du 18 février 1994, est abrogée.

Par arrêté n° 8502 MLD du 16 novembre 1998.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Serge Lacour, l'autorisation d'occupation temporaire de 7 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 3 ha 5 a 0 ca, sis au droit de la terre Otetou à Takapoto, commune de Takaroa, répartis comme suit :

- 5 stations de collectage de naissains de nacre de 100 m x 1 m (500 m2), à environ 400 m, 700 m, 1,4 km, 1,5 km et 3,6 km du rivage ;
- élevage de la nacre (18.000 m2), à environ 700 m du rivage ;
- ferme perlière (12.000 m2), à environ 200 m du rivage.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 33.900 F CFP.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime accordée par arrêté n° 1402 CM du 24 novembre 1986 à M. Serge Lacour à Takapoto n'est pas renouvelée.

Par arrêté n° 8503 MLD du 16 novembre 1998.— Sont accordées, aux clauses et conditions du cahier des charges type, les autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis aux Tuamotu et figurant sur le tableau ci-après :

N° d'ordre - Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
1 - Monique Ahumatua Moe épouse Tagaroa (n° exploitant 194)	7 emplacements maritimes d'une superficie totale de 3 ha 5 a 60 ca	COMMUNE DE ARUTUA 1) à Arutua au droit de la terre Tupanui à environ 3,6 km du rivage à environ 1,1 km du rivage près du rivage	5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre et ferme perlière (3 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m ²)	Gratis 31.500 F réduite à 15.750 F les cinq premières années 12.000 F CFP
2 - Pehu Jérôme Faaura (n° exploitant 127)	7 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2 ha 5 a 60 ca	2) à Apataki au regard de la terre Araka à environ 15,8 km et à 1 km du motu Nuutina à environ 3 km et à 1 km du village dans la passe de Haniuru	5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre et ferme perlière (2 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m ²)	Gratis 21.000 F réduite à 15.000 F les cinq premières années 12.000 F CFP
3 - Elisabeth Matuatua Maruake (n° exploitant 131), voir ci-dessous	7 emplacements maritimes d'une superficie totale de 4 ha 5 a 60 ca	au droit de la terre Tatarava à environ 600 m à environ 1.500 m près du rivage	5 stations de collectage de 100 m x 1 m élevage de la nacre et ferme perlière (4 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m ²)	Gratis 42.000 F réduite à 21.000 F pendant quatre ans 12.000 F CFP
4 - Petero Tevaria (n° exploitant 39)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 500 m ²	au droit du motu Kokakoka à environ 650 m du rivage	5 stations de collectage de 100 m x 1 m	Gratis
5 - Siméon Hiti Tevaria (n° exploitant 52)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 500 m ²	au droit du motu Kokakoka à environ 350 m du rivage	5 stations de collectage de 100 m x 1 m	Gratis
6 - Ani Reitera Titirere épouse Tevaria (n° exploitant 133)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 500 m ²	au droit de la terre Tohonuroa à environ 4,450 km du rivage	5 stations de collectage de 100 m x 1 m	Gratis
7 - Turihono Tuata Turinoho (n° exploitant 60)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 500 m ²	au droit du motu Tokete à environ 2 km du rivage	5 stations de collectage de 100 m x 1 m	Gratis
8 - Tapunui Aripio Gatala (n° exploitant 213)	1 emplacement maritime d'un ha	COMMUNE DE TAKAROA à Takapoto à environ 200 m du rivage de la terre Taruke	collectage (5 stations de 100 m x 1 m), élevage de la nacre et ferme perlière	15.000 F

Les dispositions de l'arrêté n° 7321 MLA du 28 octobre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis aux Tuamotu sont abrogées en ce qu'elles concernent M. Dominiko Maruake à Apataki, commune de Arutua.

Par arrêté n° 8610 MLD du 17 novembre 1998.— Les dispositions de l'arrêté n° 1434 CM du 30 décembre 1992 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Tahaa sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique des emplacements maritimes attribués à M. Tapuera dit Opeti Maruake à Patio pour la perliculture :

Lire : à environ 100 m à l'est du motu Moie.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 8611 MLD du 17 novembre 1998.— Les dispositions de l'arrêté n° 241 CM du 6 mars 1995 portant auto-

risation d'occupation temporaire du domaine public maritime aux îles Sous-le-Vent sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique des emplacements maritimes attribués à Mme Naumi Maruake épouse Papai à Patio pour la perliculture :

Lire : à environ 300 m du motu Moie (AQ 8).

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 8612 MLD du 17 novembre 1998.— Est accordé, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Christophe Ariinui Richmond, le renouvellement pour une durée de 9 années à compter du 28 avril 1996, de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 100 m², sis au regard de la terre Vehivehi à Kaukura, commune de Arutua, destiné à l'exploitation d'un parc à poissons.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 5.000 F CFP.

Par arrêté n° 8613 MLD du 17 novembre 1998.— Les dispositions de l'arrêté n° 126 CM du 2 février 1996 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis aux îles Sous-le-Vent sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique de l'emplacement maritime attribué à Mme Ghislaine Hinau Tapu épouse Owen à Huahine pour l'implantation de la maison d'exploitation et de greffage :

Lire : au nord-ouest du motu Vavaratea.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 8635 MLD du 18 novembre 1998.— Les dispositions de l'arrêté n° 7661 MLA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu et Gambier sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique de l'emplacement maritime attribué à Mme Kaveroga Hiriata dite Kave Tupana pour le collectage, l'élevage de la nacre et la ferme perlière à Ahe, commune de Manihi :

Lire : à environ 3 km de la terre Rohotaka et 200 m du karena.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 8636 MLD du 18 novembre 1998.— Les dispositions de l'arrêté n° 1278 CM du 1er décembre 1995 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique des emplacements maritimes attribués à la société civile aquacole "Poripara" pour le collectage de naissains de nacre à Ahe, commune de Manihi :

Lire : à environ 3,6 km de la terre Poripara.

Le reste sans changement.

L'article 1er de l'arrêté n° 1213 CM du 12 novembre 1996 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe au profit de la société civile aquacole "Poripara" est modifié comme suit en ce qui concerne la situation géographique de l'emplacement maritime :

Lire :

"Article 1er.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de la société civile aquacole (Poripara), l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 10 ha, sis à 2,300 km de la terre Poripara à Ahe, commune de Manihi, destiné à l'élevage de la nacre."

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

Par arrêté n° 8622 MSR du 18 novembre 1998.— Est enregistrée la déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie, en date du 30 septembre 1998, conformément aux articles 27, 28 et 29 de la délibération, n° 88-153 AT du

20 octobre 1988, de MM. Thierry Coquet, Jean-Christophe Rabier et Hugues Cathelin, faisant connaître qu'ils exploiteront au sein de la "société en nom collectif Pharmacie du Marché", ladite officine, objet de la licence n° 29, délivrée à MM. Thierry Coquet et Jean-Christophe Rabier par arrêté n° 1139 CM du 18 octobre 1992, sous réserve de la production de la modification de statut au ministère de la santé et de la recherche (inspection de la pharmacie).

Si, pour une raison quelconque, l'officine susvisée cessait d'être exploitée, les pharmaciens propriétaires ou leurs héritiers devront renvoyer le présent arrêté au ministère de la santé et de la recherche.

Par arrêté n° 8624 MSR/DS du 18 novembre 1998.— Sont ajournées à la session d'examen d'octobre-novembre 1998 et sont autorisées à se présenter à la session du mois d'avril 1999 en vue de l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmier, les étudiantes dont les noms suivent :

Du centre d'examen de Papeete :

- 1 - Mlle Victoire Ohu, née le 1er août 1960 à Vaipae ;
- 2 - Mme Pascale Gil épouse Lossing, née le 30 décembre 1963 à Béziers ;
- 3 - Mme Doris Huioutu épouse Lacore, née le 11 octobre 1972 à Papeete.

Sont déclarés admis au diplôme d'Etat d'infirmier de la session d'octobre-novembre 1998, les étudiants dont les noms suivent :

A) Du centre d'examen de Papeete, par ordre de mérite :

- 1 - M. Heimana Marin, né le 17 septembre 1975 à Papeete ;
- 2 - Mlle Roselyne Noble, née le 13 novembre 1965 à Papeete ;
- 3 - Mlle Nadia Mao Che, née le 10 janvier 1977 à Papeete ;
- 4 - Mlle Fabienne Billion-Laroute, née le 13 juin 1971 à Luganville-Vanuatu ;
- 5 - M. Daniel Barral, né le 15 septembre 1973 à Papeete ;
- 6 - M. Laurent Coulon, né le 22 janvier 1975 à Papeete ;
- 7 - Mlle Caroline Frébault-Maau, née le 15 octobre 1970 à Papeete ;
- 8 - Mlle Hanna, Ilanith Anas, née le 13 décembre 1973 à Lisieux ;
- 9 - Mlle Patricia Morvan, née le 22 août 1977 à Brest ;
- 10 - Mme Jocelyne Bylicki épouse Nardone, née le 7 décembre 1955 à Bar Le Duc ;
- 11 - M. Sébastien Majenski, né le 16 avril 1973 à Saint-Dizier ;
- 12 - Mlle Marilyn Moulon, née le 26 juin 1975 à Raiatea ;
- 13 - Mme Maeva Manohoragi épouse Peralta, née le 8 mai 1971 à Papeete ;
- 14 - M. Gérard Sam, né le 25 octobre 1976 à Papeete ;
- 15 - Mlle Geneviève Moua, née le 12 avril 1977 à Papeete ;
- 16 - M. Patrick Dalmasso, né le 13 octobre 1959 à Nice ;
- 17 - Mlle Séverine Vieux, née le 21 juin 1972 à Eprenay ;
- 18 - Mlle Barbara Vernaude, née le 14 juin 1973 à Papeete ;
- 19 - Mlle Aude Teraimano, née le 26 juillet 1962 à Papeete ;
- 20 - Mlle Mareva Tama, née le 18 décembre 1977 à Papeete ;
- 21 - Mlle Anita Soufet, née le 6 mars 1973 à Afaahiti ;
- 22 - Mme Marie Michel épouse Ah Lo, née le 28 novembre 1973 à Papeete ;
- 23 - Mlle Valérie David, née le 20 janvier 1965 à Papeete.

B) Du centre d'examen de Nouméa :

- 1 - M. Olivier Sapin, né le 7 juin 1970 à Nouméa.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ÉLEVAGE**

ARRETE n° 8185 MAG du 4 novembre 1998 portant levée de l'arrêté n° 6797 MAG du 8 octobre 1997 modifié portant déclaration d'infection de l'élevage de porcs de M. Valère Le Prado à Moorea par la maladie d'Aujesky.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 64-91 du 3 septembre 1964 fixant les mesures à prendre en cas d'introduction dans le territoire de nouvelles maladies contagieuses des animaux ;

Vu l'arrêté n° 769 CM du 31 juillet 1997 portant dispositions nécessaires pour lutter contre la maladie d'Aujesky ;

Vu les mesures de lutte préconisées par le comité de lutte contre la maladie d'Aujesky dans sa séance du mercredi 13 août 1997 ;

Vu l'arrêté n° 1163 CM du 2 septembre 1998 organisant les conditions de destruction du cheptel de porcs de M. Valère Le Prado au lieu-dit de Haumi à Moorea ;

Vu le rapport n° 913 QAAV/DR du 21 septembre 1998 sur l'élimination du cheptel de porcs de M. Valère Le Prado,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions de l'article 5, 3°) de l'arrêté n° 769 CM du 31 juillet 1997 et suivant le constat susvisé d'élimination du cheptel de porcs de M. Valère Le Prado à Moorea, il est prononcé la levée de la mesure de déclaration d'infection dudit cheptel prononcée par arrêté n° 6797 MAG du 8 octobre 1997 modifié.

Art. 2.— Est rapporté l'arrêté n° 6797 MAG du 8 octobre 1997 modifié portant déclaration d'infection de l'élevage de porcs de M. Valère Le Prado par la maladie d'Aujesky.

Art. 3.— Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1998.
Patrick BORDET.

Par arrêté n° 8540 MAG du 16 novembre 1998.— Une subvention de 145.788 F CFP (*cent quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tepoitutaharoa Taurarii, né le 8 mars 1963,

demeurant à Haapiti, Moorea, pour l'achat de matériels d'un montant total de 145.788 F.

La subvention sera versée directement au magasin Maatea de Moorea, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Le magasin Maatea de Moorea devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8541 MAG du 16 novembre 1998.— Une subvention de 146.582 F CFP (*cent quarante-six mille cinq cent quatre-vingt-deux francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Graffe Ariinui, né le 25 mars 1979, demeurant à Papenoo pour l'achat de matériels d'un montant total de 146.582 F.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. de Faava, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Faava devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8673 MAG du 19 novembre 1998.— A l'article 2 de l'arrêté n° 8185 MAG du 4 novembre 1998 portant levée de l'arrêté n° 6797 MAG du 8 octobre 1997 modifié portant déclaration d'infection de l'élevage de porcs de M. Valère Le Prado à Moorea par la maladie d'Aujesky, le mot "rapporté" est remplacé par le mot "abrogé".

**MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

ARRETE n° 8620 MCE du 17 novembre 1998 modifiant l'arrêté n° 4694 MCE du 24 juillet 1998 portant délégation de signature à M. Francis Stein, chef du service de la culture par intérim.

Le ministre de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 894 PR du 22 septembre 1998 modifiant l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 517 PR du 19 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 98-25 APF du 9 avril 1998 relative au service de la culture, complétant la délibération n° 85-1131 AT du 29 novembre 1985 ;

Vu l'arrêté n° 1180 CM du 4 septembre 1998 portant organisation et fonctionnement du service de la culture ;

Vu l'arrêté n° 262 CM du 7 mars 1997 portant nomination de M. Francis Stein, chef du service de la culture par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 4694 MCE du 24 juillet 1998 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Art. 3 nouveau.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Stein, les délégations visées aux articles 1-A (à l'exception des points 1.3 et 1.6), 1-B (B.1, B.3, B.4, B.6 et B.7) et 2 (2.1, 2.2, 2.3, 2.5 et 2.6) seront exercées par Mme Béatrice Laille, secrétaire d'administration au service de la culture.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Francis Stein et de Mme Béatrice Laille, la délégation définie ci-dessus sera exercée par Mlle Marie-Hélène Villierme, rédactrice au service de la culture."

Art. 2.— Le chef du service de la culture par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 novembre 1998.
Louise PELTZER.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE ARUE

DELIBERATION MUNICIPALE n° 98-22 Arue du 23 juin 1998 fixant le tarif des concessions au cimetière communal de Erima.

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire

de la Polynésie française promulguée par l'arrêté n° 31 AA du 6 janvier 1972 ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1991 ;

Vu la loi n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 visée précédemment ;

Vu le code des communes, et notamment les articles L. 122-20 (8e alinéa), L. 131-2 (4e alinéa) et L. 221-2 (11e alinéa) ;

Considérant que le cimetière de la commune de Arue est d'une étendue de 32 hectares environ ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de la commune et des pauvres, de l'affecter à des concessions particulières, et d'adopter un tarif qui puisse être accepté par la plupart des familles jouissant d'une certaine aisance tout en maintenant une différence totale entre le prix des concessions temporaires et celui des concessions perpétuelles dont le nombre doit être relativement restreint ;

Considérant, d'autre part, qu'il y a lieu de concéder le terrain strictement nécessaire aux inhumations et à l'édification des monuments et tombeaux ;

Considérant qu'il est en conséquence de bonne administration d'établir un tarif plus élevé pour les concessions étendues que pour les concessions normales de deux mètres carrés et progressif suivant l'étendue de la surface concédée ;

Après en avoir délibéré ;

En sa séance du 23 juin 1998,

Le conseil municipal :

Article 1er.— Etablit dans le cimetière de la commune de Arue des concessions de terrains pour fondation de sépultures privées.

Art. 2.— Les concessions seront divisées en deux classes, à savoir :

- concessions perpétuelles ;
- concessions temporaires de 5 ans,

entre lesquelles les familles auront le libre choix.

Art. 3.— Le prix du mètre carré de terrain est ainsi fixé pour chaque classe de concession :

- concessions perpétuelles : 10.000 F CFP le m² ;
- concessions temporaires : 2.000 F CFP le m².

Art. 4.— Le prix de concession des caveaux pour chaque terrain concédé est fixé à 10.000 F CFP par mètre carré.

Art. 5.— Les concessions seront accordées pour fonder la sépulture du concessionnaire, de ses enfants ou successeurs et y construire des caveaux, monuments et tombeaux.

L'étendue de chacune ne pourra être inférieure à deux mètres carrés.

Art. 6.— La jouissance des terrains concédés, même à perpétuité, ne pourra être modifiée par les concessionnaires ou leurs héritiers, ni par qui que ce soit, en dehors de l'intervention du maire.

Ils ne pourront, dans aucun cas, changer de destination, et, lorsque les familles seront éteintes, les monuments et tombeaux des concessions perpétuelles demeureront à jamais fermés, sans préjudice du droit de reprise par la commune.

Art. 7.— Les entre-tombes séparant les concessions appartenant à des concessionnaires différents seront fournis gratuitement par la commune.

Art. 8.— A défaut de renouvellement des concessions temporaires, les concessionnaires seront libres d'enlever les monuments et les tombes qu'ils auront placés sur les terrains concédés.

Cet enlèvement devra être opéré dans le délai qui leur sera assigné.

A l'expiration de ce délai, la commune pourra disposer des matériaux, mais seulement pour l'entretien et l'amélioration du cimetière.

Art. 9.— Les concessions temporaires pourront être, à toute époque de leur durée, tant que les titulaires ou ayants cause seront en droit d'en demander le renouvellement, et sur demande expresse de ces derniers, converties en une concession de plus longue durée, de quelque classe que ce soit.

Le prix à payer pour la concession substituée sera celui fixé par le tarif en vigueur au moment de la conversion.

Il sera partagé comme il est dit ci-dessus.

Il sera, le cas échéant, défalqué du prix de conversion une somme égale à la valeur que représentera la concession convertie en raison du temps restant encore à courir jusqu'à son expiration.

La nouvelle concession ne pourra être accordée que dans la portion du cimetière réservée aux concessions de cette classe.

Tous les frais afférents au transfert des restes ainsi qu'à la démolition et à la reconstruction des caveaux, monuments et tombeaux seront à la charge exclusive des concessionnaires.

Art. 10.— Aucune inscription ne pourra être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires, sans avoir été préalablement soumise à l'approbation de M. le maire.

Art. 11.— En cas de translation du cimetière actuel, les concessionnaires auront le droit d'obtenir, dans le nouveau cimetière, un emplacement égal en superficie au terrain concédé, et le transport des restes qui y seront inhumés aura lieu aux frais de la commune.

Art. 12.— Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux tombes individuelles déjà existantes sur les plates-formes de la première tranche du cimetière (ancien cimetière).

Art. 13.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Arue, le 23 juin 1998.

Le maire,
Boris LEONTIEFF.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 4 août 1998.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le chef de subdivision,
Michel MOSIMANN.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 10 août 1998 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires.

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu la directive 98/25/CE du Conseil du 27 avril 1998 modifiant la directive 95/21 sur le contrôle par l'Etat du port ;

Vu la position commune arrêtée par le Conseil le 20 octobre 1997 ayant pour objet de modifier la directive 94/58/CE concernant le niveau minimum de formation des gens de mer ;

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;

Vu les avis de la Commission centrale de sécurité en date des 1^{er} avril 1998 et 3 juin 1998,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La division 150 du règlement annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 susvisé est modifiée comme indiqué ci-dessous :

I. — Remplacer l'article 150-1.4 (§ 2) par :

« Le chef du centre de sécurité des navires sélectionne les navires à inspecter en donnant la priorité absolue aux navires visés à l'annexe 150-1.A.1, partie I. Concernant les autres navires énumérés à l'annexe 150-1.A.1, le chef du centre de sécurité des navires détermine l'ordre de priorité des inspections en se fondant sur le coefficient global de ciblage du navire visé à l'annexe 150-1.A.1, partie II. »

II. — Insérer l'article 150-1.10 bis :

« Article 150-1.10 bis

Procédure applicable en cas d'absence de certificat ISM

1. Lorsque l'inspection fait apparaître l'absence, à bord d'un navire auquel le code ISM est applicable à l'intérieur de la Communauté à la date de l'inspection, de la copie de l'attestation de conformité ou du certificat de gestion de sécurité délivrés conformément au code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution (code ISM), l'inspecteur veille à ce que le navire soit immobilisé.

2. Nonobstant l'absence de la documentation visée au paragraphe 1, si l'inspection ne fait pas apparaître d'autres anomalies,

justifiant une immobilisation, le chef du centre de sécurité des navires peut lever l'ordre d'immobilisation afin d'éviter l'encombrement du port. Lorsqu'une telle décision est prise, le centre de sécurité des navires en informe immédiatement les autorités compétentes des autres Etats membres.

3. Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que tout navire autorisé à quitter un port d'un Etat membre dans les circonstances visées au paragraphe 2 se voie refuser l'accès à tout port de la Communauté, sauf dans les situations visées à l'article 150-1.10, paragraphe 3, jusqu'à ce que le propriétaire ou l'exploitant du navire ait démontré, à la satisfaction de l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel l'ordre d'immobilisation a été prononcé, que le navire dispose de certificats valables délivrés conformément au code ISM. Lorsque des anomalies au sens de l'article 150-10.8, paragraphe 2, sont constatées et qu'il ne peut y être remédié dans le port d'immobilisation, les dispositions pertinentes de l'article 150-1.09 sont également applicables.

III. - Remplacer l'annexe 150-1.A.1 par :

« ANNEXE 150-1.A.1

Liste des navires à inspecter prioritairement

(conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 150-1.04)

1. Facteurs prépondérants

Indépendamment de la valeur du coefficient de ciblage, l'inspection des navires entrant dans l'une des catégories suivantes est considérée comme une priorité absolue.

1.1. Les navires signalés par les pilotes ou les autorités portuaires comme présentant des anomalies susceptibles de compromettre la sécurité de la navigation (conformément à la directive 93/75/CEE du Conseil du 13 septembre 1993 et à l'article 13 de cette directive).

1.2. Les navires qui ne satisfont pas aux obligations imposées par la directive 93/75/CEE.

1.3. Les navires ayant fait l'objet d'un rapport ou d'une notification d'un autre Etat membre.

1.4. Les navires ayant fait l'objet d'une plainte émanant du capitaine, d'un membre d'équipage ou de toute personne ou organisation ayant un intérêt légitime dans la sécurité d'exploitation du navire, les conditions de vie et de travail à bord ou la prévention de la pollution, sauf si l'Etat membre concerné juge le rapport ou la plainte manifestement non fondé ; l'identité de la personne dont émane le rapport ou la plainte ne doit pas être révélée au capitaine ni au propriétaire du navire concerné.

1.5. Les navires ayant :

- été impliqués dans une collision, un échouage ou un échouement en faisant route vers le port ;
- été accusés d'avoir violé les dispositions applicables au rejet de substances ou effluents nuisibles ;
- manœuvrés de façon incontrôlée ou peu sûre sans respecter les mesures d'organisation du trafic ou les pratiques et procédures de navigation sûres ; ou
- été, à d'autres égards, exploités de manière à présenter un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

1.6. Les navires ayant fait l'objet, durant les six mois précédents, d'une suspension de leur classe pour des raisons de sécurité.

2. Coefficient global de ciblage

L'inspection des navires entrant dans l'une des catégories suivantes est considérée comme prioritaire.

- 2.1. Navires faisant escale pour la première fois dans un port d'un Etat membre ou après une absence de douze mois ou plus. Pour l'application de ces critères, les Etats membres tiennent également compte des inspections effectuées par des membres du mémorandum d'entente. En l'absence de données appropriées à cet effet, les Etats membres se fondent sur les informations contenues dans la base de données SIRENAC et inspectent les navires qui n'ont pas été enregistrés dans cette base depuis sa création le 1^{er} janvier 1993 + 20
- 2.2. Navires n'ayant fait l'objet d'aucune inspection dans un autre Etat membre au cours des six mois précédents + 10

2.3. Les navires dont les certificats obligatoires relatifs à la construction et à l'équipement du navire, délivrés conformément aux conventions, et les certificats de classification ont été délivrés par des organismes qui ne sont pas agréés aux termes de la directive 94/57/CE du Conseil du 22 novembre 1994 établissant des règles et normes communes concernant les organismes habilités à effectuer l'inspection et la visite des navires et les activités pertinentes des administrations maritimes + 5

2.4. Navires battant pavillon d'un Etat figurant dans le tableau (moyenne mobile sur trois ans) des immobilisations et retards supérieurs à la moyenne, publié dans le rapport annuel du mémorandum d'entente :

- moyenne dépassée de 0 à 3 % + 3
- moyenne dépassée de 3,1 à 6 % + 4
- moyenne dépassée de plus de 6 % + 5

2.5. Navires qui ont été autorisés à quitter le port d'un Etat membre sous certaines conditions :

- a) Pour chaque anomalie à corriger avant le départ + 1
- b) Pour chaque anomalie à corriger au prochain port + 1
- c) Pour toutes anomalies à corriger dans un délai de quatorze jours (par tranche de deux) + 1
- d) Pour toutes autres conditions spécifiées (par tranche de deux) + 1
- e) Si une mesure concernant le navire a été prise et toutes les anomalies ont été corrigées + 2

2.6. Navires sur lesquels des anomalies ont été relevées lors d'une précédente inspection, suivant le nombre d'anomalies :

- 1 à 5 0
- 6 à 10 + 5
- 11 à 20 + 10
- Plus de 20 + 15

2.7. Navires qui ont été immobilisés dans un port précédent + 15

2.8. Navires battant pavillon d'un pays qui n'a pas ratifié toutes les conventions internationales visées à l'article 2 de la présente directive + 1

2.9. Navires battant pavillon d'un pays présentant des anomalies en proportion supérieure à la moyenne + 1

2.10. Navires présentant des anomalies de classe en nombre supérieur à la moyenne + 1

2.11. Navires classés dans une catégorie faisant l'objet d'une inspection renforcée (conformément à l'article 7 de la présente directive) + 5

2.12. Autres navires :

- entre 13 et 20 ans d'âge + 1
- entre 21 et 24 ans d'âge + 2
- plus de 25 ans d'âge + 3

Le coefficient de ciblage est la valeur numérique attribuée à un navire conformément aux dispositions de la présente annexe et affiché dans le système d'information SIRENAC.

Concernant les navires énumérés ci-dessus, l'autorité compétente détermine l'ordre de priorité des inspections à l'aide du coefficient global de ciblage : à coefficient élevé, priorité élevée. Le coefficient global de ciblage est égal à la somme des valeurs du coefficient applicables, comme indiqué ci-dessus. Les points 5, 6 et 7 ne concernent que les inspections effectuées au cours des douze derniers mois, le coefficient global de ciblage ne doit pas être inférieur à la somme des valeurs correspondant aux points 2.4, 2.8, 2.9, 2.10, 2.11 et 2.12. »

IV. - Dans l'annexe 150-1.A.2 sont apportées les modifications suivantes :

1. Remplacer le paragraphe 13 par :

« 13. Copie de l'attestation de conformité et du certificat de gestion de la sécurité délivrés conformément au Code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution (SOLAS, chapitre IX). »

2. Insérer les paragraphes 15 à 28 :

« 15. Attestation de conformité aux dispositions spéciales concernant les navires qui transportent des marchandises dangereuses. »

16. Certificat de sécurité pour engin à grande vitesse et permis d'exploiter un engin à grande vitesse.

17. Liste spéciale ou manifeste des marchandises dangereuses, ou plan d'urgence détaillé.

18. Journal de bord du navire pour les comptes rendus d'exercice

d'alerte et registre de contrôle et d'entretien des appareils et dispositifs de sauvetage.

19. Certificat de sécurité pour navire spécialisé.

20. Certificat de sécurité pour plate-forme mobile de forage en mer.

21. Pour les pétroliers, relevé établi dans le cadre du système de surveillance et de contrôle du rejet des hydrocarbures pour le dernier voyage sur lest.

22. Rôle d'équipage, plan de lutte contre l'incendie et, pour les navires à passagers, plan de lutte contre les avaries.

23. Plan d'urgence en cas de pollution par les hydrocarbures à bord.

24. Rapports de visites (pour les vraquiers et pétroliers).

25. Rapports d'inspection établis lors de précédents contrôles par l'Etat du port.

26. Pour les navires rouliers à passagers, informations sur le rapport A/A max.

27. Attestation autorisant le transport de céréales.

28. Manuel d'assujettissement de la cargaison. »

V. – Remplacer l'annexe 150-I.A.3 par :

« ANNEXE 150-I.A.3

Exemples de « motifs évidents » justifiant une inspection détaillée (visés au paragraphe 3 de l'article 150-I.05)

1. Les navires énumérés à l'annexe 150-I.A.1, partie I et partie 2, paragraphes 2.3, 2.4, 2.5 b, 2.5 c, 2.8 et 2.11.

2. Le registre des hydrocarbures n'a pas été tenu correctement.

3. Des inexactitudes ont été constatées lors de l'examen des certificats et autres documents de bord (art. 6, § 1, point a, et § 2).

4. Des éléments indiquent que les membres de l'équipage ne sont pas à même de satisfaire aux exigences de l'article 8 de la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer.

5. Les règles de sécurité ou les directives de l'OMI ont été transgressées au niveau de la cargaison ou d'autres opérations (teneur en oxygène supérieure au niveau maximal prescrit dans les conduites acheminant le gaz interne vers les citernes à cargaison, par exemple).

6. Le capitaine d'un pétrolier n'est pas en mesure de produire le relevé établi dans le cadre du système de surveillance et de contrôle du rejet des hydrocarbures pour le dernier voyage sur lest.

7. Le rôle d'équipage n'est pas à jour ou les membres d'équipage ignorent leurs tâches en cas d'incendie ou d'abandon du navire.

8. De faux appels de détresse ont été envoyés sans être suivis des procédures d'annulation appropriées.

9. Les principaux équipements ou dispositifs exigés par les conventions sont manquants.

10. Les conditions d'hygiène à bord du navire sont déficientes.

11. L'impression générale et les observations de l'inspecteur permettent d'établir qu'il existe de graves détériorations ou anomalies dans la coque ou la structure du navire risquant de mettre en péril son étanchéité ou sa résistance aux intempéries.

12. Des éléments indiquent ou prouvent que le capitaine ou l'équipage ne connaît pas les opérations essentielles à bord concernant la sécurité des navires ou la prévention de la pollution, ou que ces opérations n'ont pas été effectuées. »

VI. – Remplacer l'annexe 150-I.A.4 par :

« ANNEXE 150-I.A.4

Procédures pour le contrôle des navires (visées au paragraphe 4 de l'article 150-I.05)

1. Principes à observer pour déterminer les effectifs en fonction de la sécurité (résolution A.481 [XII] de l'OMI) et ses annexes, à savoir document spécifiant les effectifs minimaux de sécurité (annexe I) et directives pour l'application des principes à observer pour déterminer les effectifs en fonction de la sécurité (annexe II).

2. Dispositions du code maritime international des marchandises dangereuses.

3. Publication de l'Organisation internationale du travail (OIT) : « L'inspection des conditions de travail à bord des navires : lignes de conduite en matière de procédure. »

4. Annexe I (Procédures de contrôle par l'Etat du port) du mémorandum d'entente de Paris. »

VII. – Dans l'annexe 150-I.A.6 sont apportées les modifications suivantes :

1. Insérer le paragraphe suivant à la fin de l'introduction :

« Les dommages accidentels subis par un navire en route vers un port ne constituent pas un motif d'immobilisation, pour autant que :

1.1. Les dispositions contenues dans la règle 1-11(c) de la convention SOLAS 74 concernant la notification à l'administration du pavillon, à l'inspecteur désigné ou à l'organisme reconnu chargé de délivrer le certificat pertinent aient été dûment prises en compte ;

1.2. Avant que le navire n'entre dans le port, le capitaine ou l'armateur ait fourni à l'autorité chargée du contrôle par l'Etat du port des détails sur les circonstances de l'accident et les dommages subis et des informations concernant la notification à l'administration du pavillon ;

1.3. Les mesures correctives appropriées, d'après les autorités, soient prises à bord du navire ; et

1.4. Les autorités, une fois informées de l'exécution des réparations, se soient assurées que les anomalies qui avaient été clairement identifiées comme dangereuses pour la sécurité, la santé ou l'environnement ont été effectivement corrigées. »

2. Insérer l'alinéa suivant à la fin du paragraphe 3 :

« Toutefois, dans le domaine relevant de la convention STCW 78, les anomalies énumérées au point 3.8 ci-après sont, en vertu de cette convention, les seuls motifs d'immobilisation. »

3. Insérer les sous-paragraphes 13 et 14 au paragraphe 3.2 :

« 13. Graves anomalies en matière d'exigences de fonctionnement, telles que décrites à la partie 5.5 de l'annexe I du mémorandum d'entente.

14. L'effectif, la composition ou la qualification de l'équipage ne correspond pas au document spécifiant les effectifs minimaux de sécurité. »

4. Remplacer le paragraphe 3.8 par :

« 1. Les gens de mer tenus d'être titulaires d'un brevet ne possèdent pas de brevet approprié ou de dispense valide, ou ne fournissent pas de documents prouvant qu'une demande de visa a été soumise à l'administration du pavillon.

2. Les dispositions en matière d'effectifs de sécurité prévues par l'administration du pavillon ne sont pas respectées.

3. Les dispositions en matière de quart à la passerelle ou à la machine ne répondent pas aux prescriptions prévues pour le navire par l'administration du pavillon.

4. L'équipe de quart ne comprend pas de personne qualifiée pour exploiter l'équipement indispensable à la sécurité de la navigation, aux radiocommunications de sécurité ou à la prévention de la pollution.

5. Les gens de mer ne justifient pas des qualifications professionnelles requises pour la fonction qui leur a été assignée en vue d'assurer la sécurité du navire et de prévenir la pollution.

6. Il est impossible de trouver, pour assurer le premier quart au début d'un voyage et les quarts ultérieurs, des personnes suffisamment reposées et aptes au service à tous autres égards. »

Art. 2. – Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 3. – Le directeur des affaires maritimes et des gens de mer et le directeur du transport maritime, des ports et du littoral sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 1998.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint du cabinet,
A. BOLLJET

ARRETE MINISTERIEL du 14 septembre 1998 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires.

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement.

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;

Vu l'avis de la Commission centrale de sécurité en date du 8 juillet 1998.

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les divisions du règlement annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 susvisé sont modifiées comme indiqué ci-dessous :

1. - Dans la division 219 sont apportées les modifications suivantes :

1. Supprimer les annexes 219-A.1 et 219-A.2.
2. Renuméroter les annexes 219-A.3, 219-A.4, 219-A.5, 219-A.6 et 219-A.7 existantes, qui deviennent les annexes 219-A.1, 219-A.2, 219-A.3, 219-A.4 et 219-A.5.

3. Modifier la table des matières.

4. Remplacer la deuxième phrase du paragraphe 1.4 de l'article 219-2 par :

« La zone océanique A 2 est définie dans l'annexe 219-A.5. »

5. Remplacer le titre des articles 219-4, 219-4.1 et 219-4.2 par :

« Article 219-4 », « Article 219-4.1 » et « Article 219-4.2 ».

6. Remplacer le texte du paragraphe 1 de l'article 219-4.1 par :
« 1. Tout matériel de radiocommunications installé à bord d'un navire, à titre obligatoire ou non, à l'exception des récepteurs de radiodiffusion sonore et visuelle, doit être d'un modèle agréé ou approuvé selon les règles définies au livre III du présent règlement et plus particulièrement dans la division 310 ou 311. »

7. Remplacer le texte du paragraphe 5 de l'article 219-7 par :

« 5. Tout navire à passagers doit être pourvu d'installations permettant d'émettre et de recevoir des radiocommunications sur place, aux fins de la recherche et du sauvetage, sur les fréquences aéronautiques 121,5 MHz et 123,1 MHz. »

8. Remplacer la dernière phrase du paragraphe 1.2 de l'article 219-10 par :

« L'émetteur doit avoir une puissance supérieure ou égale à 250 watts. »

9. Remplacer le texte du paragraphe 1.4 de l'article 219-10 par :

« 1.4. D'un moyen permettant de déclencher des alertes de détresse dans le sens navire-station côtière, dans le cadre d'un service radioélectrique, qui fonctionne :

« - soit sur 406 MHz dans le cadre du service par satellites sur orbites polaires ; il peut être satisfait à cette prescription en utilisant la RLS par satellite prescrite au paragraphe 1.6 de l'article 219-7 et installée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 219-6.1 ;

« - soit sur ondes décimétriques par ASN à l'aide d'un émetteur dont la puissance doit être supérieure ou égale à 250 watts ;

« - soit dans le cadre du service par satellites géostationnaires d'INMARSAT, en utilisant une station terrestre de navire supplémentaire de type A, B ou C, ou la RLS par satellite prévue au paragraphe 1.6 de l'article 219-7. » ;

10. Remplacer la dernière phrase du paragraphe 2.4 de l'article 219-10 par :

« La puissance d'émission doit être supérieure ou égale à 250 watts. »

11. Remplacer le texte du paragraphe 1 de l'article 219-11 par :

« 1. Outre qu'ils doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 219-7, les navires qui effectuent des voyages dans toutes les zones océaniques doivent être pourvus des installations prescrites au paragraphe 2.1 de l'article 219-10. »

12. Remplacer le texte du paragraphe 3 de l'article 219-12 par :

« 3. Jusqu'au 1^{er} février 2005, tout navire à la mer doit, lorsque cela est possible, rester en permanence à l'écoute de la voie 16 en ondes métriques. Cette veille doit être assurée au poste de navigation habituel du navire. »

13. Remplacer le texte de l'article 219-13 par :

« Article 219-13

« Sources d'énergie. - Généralités

« 1. Les sources d'énergie électrique devant alimenter l'installation radioélectrique sont :

- « - la source principale d'énergie électrique ;
- « - la source d'énergie électrique de secours ;
- « - la source d'énergie électrique de réserve.

« La source normale d'énergie est la source principale d'énergie électrique ou la source d'énergie électrique de secours.

« 2. La source d'énergie électrique de réserve est constituée d'une batterie d'accumulateurs dont l'état de charge peut être vérifié à tout moment. Elle est maintenue en charge en permanence par le tableau principal ou par le tableau de secours. Elle alimente exclusivement

l'installation radioélectrique obligatoire. Un commutateur permet de sélectionner la source d'alimentation du chargeur.

« 3. Les appareils sont alimentés par l'intermédiaire de tableaux de distribution, un par tension, indépendants des autres sources d'énergie. Ils doivent regrouper :

- « - les contrôles de tension et d'intensité des départs vers les appareils ;
- « - les sécurités protégeant les appareils.

« Une rupture d'alimentation sur le circuit normalement utilisé doit provoquer une commutation automatique sans perte de données sur le circuit non utilisé, ou vers une seconde source de réserve répondant aux spécifications de la première source de réserve ayant son propre système de charge et ses alarmes dédiées.

« Cette commutation doit être signalée par une alarme visuelle et sonore.

« 4. Il doit exister au poste de navigation habituel du navire, des alarmes pour signaler :

- « - une interruption de l'alimentation du navire ;
- « - un défaut de charge et de tension de sortie des batteries.

« Ces alarmes ne doivent pas pouvoir être mises hors circuit. On ne doit pouvoir acquiescer l'alarme et rendre le haut-parleur silencieux que manuellement.

« 5. La source d'énergie électrique de réserve doit être distincte de toute autre batterie d'accumulateurs. Elle ne doit pas être placée au-dessous du niveau du local où sont installés les appareils constituant l'installation radioélectrique. Les circuits de liaison entre cette batterie et les appareils alimentés ne doivent pas :

- « - passer par les autres tableaux électriques ;
- « - se trouver en dessous du niveau du local où sont installés les appareils.

« Les circuits de liaison doivent être les plus courts possible afin de réduire au minimum la vulnérabilité des câbles d'alimentation. Le local de la batterie doit être rapidement et facilement accessible.

« Les batteries d'accumulateurs qui constituent la source d'énergie de réserve doivent être placées dans un local ou caisson suffisamment ventilé. A cet effet, des ouvertures hautes et basses doivent être prévues. Elles doivent être placées dans un bac de rétention inattaquable par l'électrolyte et installées de manière à :

- « - assurer le service le meilleur ;
- « - avoir une durée de vie raisonnable ;
- « - offrir un degré de sécurité raisonnable ;
- « - demeurer à des températures conformes aux spécifications du fabricant, qu'elles soient en charge ou au repos ;
- « - alimenter dans les conditions précisées selon le cas aux articles 219-13.1 ou 219-25, lorsqu'elles sont à pleine charge et quelles que soient les conditions de température et de vieillissement, le nombre minimal d'heures de fonctionnement prescrit.

« Elles ne doivent pas cohabiter avec des batteries de nature différente.

« 6. Le chargeur, l'onduleur, lorsqu'il existe, et le ou les tableaux de distribution doivent être placés à proximité de l'installation radioélectrique.

« Le chargeur et l'onduleur doivent être conçus de manière à fournir une capacité suffisante au bon fonctionnement de l'installation radioélectrique et être conformes aux dispositions des normes CEI 945.

« Toute défaillance affectant les circuits d'alimentation ne doit pas endommager les matériels alimentés.

« 7. Les batteries doivent être entretenues et contrôlées au moins une fois par semaine. Une courbe de décharge doit être réalisée et présentée lors des visites de sécurité.

« Les contrôles et entretiens doivent être consignés sur un carnet réservé à cet effet. »

14. Remplacer le titre de l'article 219-13.1 par :

« Article 219-13.1

« Sources d'énergie. - Fonctions »

15. Modifier la table des matières.

16. Remplacer le texte du paragraphe 2 de l'article 219-13.1 par :

« 2. La capacité de la source d'énergie de réserve doit être suffisante pour alimenter simultanément les équipements spécifiés au paragraphe 1, y compris l'onduleur lorsqu'il existe, dans leur configuration de consommation maximale, pendant au moins :

- « - deux heures à bord des navires équipés d'une source d'énergie électrique de secours satisfaisant pleinement à toutes les prescriptions pertinentes du présent règlement ;

« - six heures à bord des navires qui ne sont pas équipés d'une source d'énergie électrique de secours satisfaisant pleinement à toutes les prescriptions pertinentes du présent règlement.

« Pour déterminer la charge électrique que la source d'énergie de réserve doit assurer pour chaque installation radioélectrique requise en condition de détresse, il faut appliquer la formule suivante :

« La moitié de la consommation de courant nécessaire pour l'émission ;

« + consommation nécessaire pour la réception ;

« + consommation de courant de toutes les charges additionnelles. »

17. Remplacer le titre des articles 219-14 et 219-15 par :

« Article 219-14 » et « Article 219-15 ».

18. Remplacer le texte du paragraphe 1.1 de l'article 219-14 par :

« 1.1 Antennes d'émission MF/HF.

« Tout navire doit disposer d'une antenne d'émission à poste et d'une antenne de rechange de même type à bord.

« Toute antenne d'émission doit pouvoir être reliée à la masse.

« Lorsqu'il existe deux émetteurs, chacun doit être associé à son antenne. Un dispositif simple doit permettre sa connexion à la deuxième antenne. La mise en place des éléments de raccordement doit être vérifiée périodiquement.

« L'antenne d'émission MF/HF doit être placée à la hauteur maximale compatible avec la taille et le type du navire. L'installation de supports convenables pour sa réalisation peut être exigée.

« Les fils et câbles métalliques parallèles ou presque parallèles à des parties de cette antenne, situés à une distance inférieure à 4 mètres d'une autre antenne, doivent être coupés par des isolateurs.

« Aucune partie ne doit être, dans la mesure du possible, à moins de 2 mètres d'un point quelconque des antennes d'émission.

« Lorsque cette antenne est constituée de fils tendus entre des appuis sujets à des vibrations, des dispositions doivent être prises pour provoquer automatiquement la réduction de la tension mécanique de l'antenne, quand ses éléments les plus fragiles subissent une charge au plus égale au tiers de la charge de rupture.

« Lorsqu'il existe plusieurs antennes, on doit particulièrement veiller à leur indépendance mécanique.

« La disposition des antennes et de leurs descentes doit être telle que la rupture de l'une des antennes ne risque pas de provoquer la mise à la masse de l'autre.

« Les états retenant les antennes autoportées doivent être en acier inoxydable et convenablement coupés au moyen d'isolateurs accessibles aux fins de nettoyage. Les points d'ancrage, côté antenne et côté masse du navire, doivent être électriquement shuntés.

« Les drisses et les isolateurs supportant les aériens d'émission (antennes filaires) doivent être constitués de matériaux ayant une stabilité au feu au moins équivalente à celle des conducteurs d'antenne. »

19. Remplacer le texte de l'article 219-15.1 par :

« L'adoption de la méthode d'entretien par le bord est subordonnée à l'embarquement d'une personne titulaire d'un des certificats appropriés prescrits par le règlement des radiocommunications.

« Il doit exister, à bord de tout navire adoptant cette méthode :

« - une notice d'utilisation en français, et le cas échéant dans la langue de travail, expliquant pour chaque équipement, y compris les batteries, son fonctionnement ;

« - une documentation (qui peut être en anglais) comprenant les schémas des circuits, des alimentations et des connexions ;

« - une liste des causes de panne et des méthodes pour y remédier ;

« - pour chaque équipement, un guide d'entretien décrivant les contrôles périodiques à effectuer, et comportant un échéancier/historique mentionnant les essais et contrôles effectués, ainsi que les pannes.

« Il doit également y avoir à bord les pièces de rechange, l'outillage et les appareils de contrôle définis dans l'annexe 219-A.1. »

20. Remplacer le texte du paragraphe 2 de l'article 219-15.2 par :

« 2. Il doit y avoir à bord :

« - une notice d'utilisation en français, et le cas échéant dans la langue de travail, expliquant pour chaque équipement, y compris les batteries, son fonctionnement ;

« - une documentation (qui peut être en anglais) comprenant les schémas des circuits, des alimentations et des connexions ;

« - une liste des causes de panne et des méthodes pour y remédier.

« Il doit également y avoir à bord les pièces de rechange, l'outillage permettant l'entretien usuel et les dépannages simples ne nécessitant pas l'intervention d'un spécialiste et les appareils de contrôle, qui peuvent être intégrés aux équipements, définis dans l'annexe 219-A.2. »

21. Remplacer le texte des paragraphes 4 et 7 de l'article 219-15.3 par :

« 4. Matériel installé en double - zones A1, A2, A3 et A4 :

« Les dispositions du paragraphe 3.1 ci-dessus sont applicables pour les navires effectuant une navigation en zone océanique A4.

« 7. Il doit y avoir à bord :

« - une notice d'utilisation en français, et le cas échéant dans la langue de travail, expliquant pour chaque équipement, y compris les batteries, son fonctionnement ;

« - une documentation (qui peut être en anglais) comprenant les schémas des circuits, des alimentations et des connexions ;

« - une liste des causes de pannes et des méthodes pour y remédier, lorsqu'elles ne nécessitent pas l'intervention d'un spécialiste ;

« - un lot d'outillage permettant l'entretien usuel et les dépannages simples ne nécessitant pas l'intervention d'un spécialiste ;

« - des appareils de contrôle, qui peuvent être intégrés aux équipements. »

22. Remplacer le texte du paragraphe 3 de l'article 219-21 par :

« 3. Pour les navires dont les voyages s'étendent aux zones A2 et A3 et dont la capacité est inférieure à 200 passagers, outre le matériel prévu au paragraphe 1, à l'exclusion toutefois de la RLS par ASN utilisable sur la voie 70, il est fait application des dispositions de l'article 219-10, option A du titre 2. »

23. Supprimer les paragraphes 3.1, 3.2, 3.3 et 3.4 de l'article 219-21.

24. Remplacer le texte des paragraphes 4.1, 4.2 et 6 de l'article 219-21 par :

« 4.1. Navires exploités dans une zone sous couverture en ondes métriques :

« - deux installations fixes radiotéléphoniques en ondes métriques, dont une permettant d'émettre et de recevoir des alertes ASN ;

« - une radiobalise de pont qui peut être :

« - soit une RLS par satellite COSPAS-SARSAT fonctionnant dans la bande des 406 MHz ;

« - soit une RLS par satellite INMARSAT fonctionnant dans la bande des 1,6 GHz ;

« - un ou des émetteurs-récepteurs en ondes métriques portatifs SMDSM tels que définis au paragraphe 1.8 de l'article 219-7, selon la capacité passagère telle que définie au paragraphe 1 du présent article.

« 4.2. Navires exploités au-delà de la couverture en ondes métriques :

« Outre le matériel défini au paragraphe 4.1 ci-dessus :

« - un émetteur-récepteur en ondes hectométriques/décamétriques dont la puissance d'émission délivrée à l'antenne doit être supérieure ou égale à 250 watts ;

« - un récepteur AGA qui peut être incorporé à une station terrienne de navire INMARSAT C de classe 2 ou 3 ;

« - un ou des répondeurs radar fonctionnant dans la bande des 9 GHz, à raison d'un répondeur pour les navires transportant 100 passagers au plus et deux répondeurs pour les navires transportant plus de 100 passagers.

« 6. Les navires effectuant une navigation en 4^e catégorie peuvent n'être équipés que des deux installations fixes radiotéléphoniques à ondes métriques prévues au paragraphe 1. »

25. Remplacer le texte des paragraphes 2.1, 2.2 et 4.2.1 de l'article 219-22 par :

« 2.1. Soit une station terrienne de navire INMARSAT A, B ou C ;

« 2.2. Soit une installation radiotéléphonique à ondes hectométriques répondant aux dispositions du paragraphe 1.1 de l'article 219-9. Une installation radioélectrique permettant de maintenir une veille permanente par ASN sur la fréquence 2 187,5 kHz peut être distincte du matériel prévu ci-dessus ou y être incorporée.

« 4.2.1. Au choix :

« - soit un émetteur-récepteur radiotéléphonique à ondes hectométriques/décamétriques d'une puissance supérieure ou égale à 250 watts sans dispositif ASN ;

« — soit une station terrienne de navire INMARSAT A, B ou C associée à un récepteur AGA d'INMARSAT répondant aux dispositions du paragraphe 1.5 de l'article 219-7 qui peut être incorporé à une station terrienne de navire INMARSAT C, classe 2 ou classe 3. »

26. Remplacer le texte du premier alinéa du paragraphe 6 de l'article 219-25 par :

« Les dispositifs de charge des batteries d'accumulateurs doivent permettre un débit compatible avec les besoins de l'installation radioélectrique et de la batterie. La tension fournie ne doit pas excéder de plus de 10 % la tension nominale. »

27. Remplacer le texte du paragraphe 8 de l'article 219-25 par :

« 8. La disponibilité doit être assurée par au moins l'une des méthodes décrites aux articles 219-15.1, 219-15.2 et 219-15.3. Toutefois en remplacement de la documentation et du matériel d'entretien prévus aux articles précités, lorsque la disponibilité est assurée soit par la méthode d'entretien par la terre, soit par l'installation en double du matériel, il doit y avoir à bord en permanence :

- « — une documentation claire, en français, expliquant pour chaque équipement le fonctionnement de l'appareil ;
- « — un lot de petit outillage et un lot de fusibles et de témoins de signalisation, identiques à ceux prévus à l'annexe 219-A.2 ;
- « — des appareils de contrôle, qui peuvent être intégrés aux équipements. »

28. Remplacer le texte du troisième alinéa du paragraphe 9 de l'article 219-25 par :

« L'annexe 219-A.4 fixe les modalités particulières concernant l'effectif et la qualification du personnel chargé des radiocommunications et détermine un calendrier d'application. »

29. Remplacer le texte du paragraphe 11 de l'article 219-25 par :

« 11. Toute installation radioélectrique équipée en matériel ASN ou INMARSAT ou RLS COSPAS/SARSAT doit être identifiée par un numéro MMSI. Ce numéro, ainsi que l'indicatif d'appel du navire, doit figurer sur une place inaltérable fixée bien en évidence auprès des installations. »

II. — Dans la division 333 sont apportées les modifications suivantes :

1. Remplacer le texte du deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 333-1.10 par :

« Le rechargement d'une bouteille est obligatoire après toute fuite ayant entraîné la déperdition d'une masse de gaz égale à la plus petite des deux valeurs suivantes : 2 % de la masse de gaz ou 100 grammes ; le matériel en mauvais état ou ayant atteint la date limite d'utilisation est remplacé. Les résultats des vérifications effectuées sont mentionnés au fascicule prévu à l'article 333-1.11. »

2. Remplacer le texte du paragraphe 1.1.1 de l'article 333-2.12 par :

« 1.1.1. Les radeaux gonflables sont contrôlés tous les ans par les stations prévues à l'article 333-2.10. Ces contrôles portent sur le corps et les accessoires du radeau, la ou les bouteilles de gonflement et leur tête, le matériel d'armement et le sac ou l'enveloppe rigide. Le matériel en mauvais état ou ayant atteint la date limite d'utilisation est remplacé. Les résultats des vérifications effectuées sont mentionnés au fascicule prévu à l'article 333-2.13. »

III. — Dans la division 321 est apportée la modification suivante :

Ajouter le texte suivant avant le dernier alinéa de l'article 321-2.03 :

« — le laboratoire de résistance au feu de la direction des centres d'expertise et d'essais/groupe d'étude et de recherche en balistique, armes et munitions (DCE/GERBAM). »

Art. 2. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 3. — Le directeur des affaires maritimes et des gens de mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 septembre 1998.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires maritimes
et des gens de mer,
C. SERRADJI

CONVENTION de financement n° 388-98 du 5 novembre 1998.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Mahina, représentée par son maire, M. Emile Vernaudon,

.....
Conviennt :

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Mahina pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Etudes préliminaires de l'assainissement général des eaux usées de la commune", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants :

- études générales décomposées en plusieurs phases à savoir :
 - analyse de l'état initial ;
 - zonage ;
 - schéma directeur et définition des ouvrages,

dont le coût total est estimé à 242.000 FF (4.400.000 F CFP).

Art. 3. — Plan de financement

- F.I.P. (60 %)	145.200 FF	2.640.000 F CFP
- commune	96.800 FF	1.760.000 F CFP

CONVENTION de financement n° 390-98 du 6 novembre 1998.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Rapa, représentée par son maire, M. Tuanainai Narii,

.....
Conviennt :

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rapa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Fourniture et pose de compteurs individuels à Ahurei", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants :

- fourniture et pose de compteurs individuels à Ahurei,
- dont le coût total est estimé à 275.000 FF (5.000.000 F CFP).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. (60 %)	165.000 FF	3.000.000 F CFP
- commune (40 %)	110.000 FF	2.000.000 F CFP
(sous forme de main-d'œuvre)		

CONVENTION de financement
n° 391-98 du 6 novembre 1998.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P. et représenté par le président de son comité de gestion, le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Huahine, représentée par son maire, M. Delano Flohr,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Dispositions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le F.I.P. apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Campagne de forages et prospection en eau souterraine", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des opérations suivantes :

- reconnaissance préliminaire ;
- travaux de forage (30 unités) ;
- équipement des têtes ;
- essai de pompage ;
- production d'un rapport final,

dont le coût est estimé à 36.000.000 F CFP.

Art. 3.— Financement

L'opération décrite à l'article précédent sera financée à 60 % au titre du programme 1997 des A.E.P. du Fonds intercommunal de péréquation, soit une dotation de 21.600.000 F CFP.

ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT
ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LE MOIS D'OCTOBRE 1998

COMMUNE DE ARUE**Travaux autorisés le 2 octobre 1998**

N° 97-1044-7 MAA.AU, Mme Liliane Vernaudeau, parcelle cadastrée 89, section B (lot H de la terre Temetai, Tah et Outuriari) au P.K. 4,800, côté mer, réalisation local poubelles, local technique d'assainissement, clôture et boîtes à lettres ;

N° 98-1229-1, M. Jean-Claude Foglia, parcelle cadastrée 149, section I (lot 14 du lotissement Tiare Iti), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1401-1, M. Christophe Melix, parcelle cadastrée 130, section H (lot 189 du lotissement Erima), extension d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1539-1 MAA.AU, M. Antonio Faivre, parcelle cadastrée 81, section P (terre Paotai), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-1358-1 MAA.AU, M. Jean Chin, parcelle cadastrée 172, section R (lot 6 du lotissement Moetarava), extension d'une maison d'habitation ;

N° 98-1425-1, G.I.E. Teraireia, parcelle cadastrée 138, section M (parcelle B du lot 1 de la terre Atitevaca) au P.K. 6,300, côté montagne, 1 maison d'habitation et 1 mur de clôture ;

N° 98-1540-1, M. Francis Poulain, parcelle cadastrée 190, section I (lot 22 du lotissement Tiare Iti), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-988-2 MAA.AU, M. Willy Marcel Pouira, parcelle cadastrée 328, section R (lot C de la terre Tutaioire) au P.K. 5,900, côté montagne, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1200-3, Mlle Dorothy Tarahu, partie de la parcelle cadastrée 139, section D (parcelle de la terre Tamahana) au P.K. 4,700, côté mer, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1408-1, M. et Mme Luc Richmond, parcelle cadastrée 179, section I (parcelle A du partage du lot 3 de la terre Avari) au P.K. 5,400, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1497-1, Mme Denise Chane, parcelle cadastrée 129, section K (parcelle lot 5 du domaine Pomare), près de la pharmacie, 1 clôture avec parpaings ;

N° 98-1541-1, M. Pascal Martinez, parcelle cadastrée 68, section I (parcelle de la terre Noha Iti) au P.K. 6,100, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A**Travaux autorisés le 2 octobre 1998**

N° 98-1111-2 MAA.AU, Mme Hélène Vannes, parcelle cadastrée 427, section C (lot 13 du lotissement Orama), extension et modification de distribution intérieure et façades d'une maison d'habitation ;

N° 98-1194-1, M. Glenn Ronald Tin Hin, parcelle cadastrée 1000, section S.1 (lot 7 du morcellement de la terre Tepapa), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1346-1, Camica, M. François Aubry, parcelles cadastrées 274 et 120, section H (parcelles terres Tototapairu et parcelles terres Mateterai - Faretea - Faaiti - Ovava - Pohepohe - Tepaoa), 1 clôture.

Travaux autorisés le 19 octobre 1998

N° 98-883-2 MAA.AU, M. Ehuta Manca, lot 7 issu du partage de la terre Teapiri, route Saint-Hilaire, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 95-625-4 MAA.AU, M. et Mme Arthur Amaru, parcelle cadastrée 82, section T.1 (partie de la terre Tutuapare), modification intérieure et de façades d'une maison d'habitation ;

N° 98-1475-1, M. et Mme Jean Penot, lot 3 du lotissement Mamaia, 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 23 octobre 1998

N° 98-1509-1 MAA.AU, M. Lorenzo Temu, parcelle cadastrée 277, section H (lot 2 de la terre Tepaoa 4), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 97-1126-4 MAA.AU, M. Walseley Spitz, parcelle cadastrée 386, section D (lot 2 du lot 2 de la terre Vairimu 3), cité de l'Air, modification d'un muret de protection ;

N° 98-585-2, M. Manuovapahi Fisilau, parcelles cadastrées 700 et 1067, section T.5 (domaine de Pamatai), terrassement ;

N° 98-1441-1, M. et Mme Bruno Beaugrard, parcelles cadastrées 402 et 403, section V.6 (lot 39 du lotissement des Mamaias), pic Vert, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1590-1, M. Philippe Choux, lot 1 du lot 6 (parcelle B) de la terre Teuruareva, quartier Helme, 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 96-670-2 MAA.AU, M. et Mme Heimanu Garbutt, parcelle cadastrée 1225, section T.5 (parcelle de la terre Teapoparae), Pamatai, P.K. 3,600, côté montagne, modification d'implantation de distribution intérieure et de façades d'une maison d'habitation ;

N° 98-688-2, M. Titara Temaiana, parcelle cadastrée 984, section T.3 (domaine de Pamatai, lot 13 bis parcelle), terrassement ;

N° 98-1093-1, société Total Polynésie, parcelles cadastrées 306, 407 et 10, section I, côté mer, 1 aire de lavage de véhicules ;

N° 98-1192-2, M. et Mme Areva Utia, parcelle cadastrée 447, section M (parcelle dépendant du domaine de Pamatai, lot 4, plan de partage des lots 7 et 8), Pamatai, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1323-2, M. Richard Chen Sin Wong King, parcelle cadastrée 396, section V.6 (lot 36 du lotissement des Mamaias), 1 deck couvert et 1 mur de soutènement ;

N° 98-1363-1, Mme Jeannette Mou, lot 15 du lotissement Orama, cité de l'Air, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1403-1, M. Teriitua Norman dit Béo Chave, parcelle cadastrée 45, section V.1 (parcelle A, lot 12, terre Arevareva - Vahiapa), Pamatai, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1484-1, Mme Tareva Winkelstroeter, parcelle cadastrée 955, section T.1 (lot 4 du lotissement Reva), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1591-1, S.C.I. "Les Ecureuils du pic Vert", lot 40 du lotissement "Les Mamaias", pic Vert, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1602-1, M. Patrick Hostetler, parcelle cadastrée 320, section V.6 (lot 26 du lotissement "Les Mamaias"), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-1089-2 MAA.AU, Mlle Tetarti Monique Farauru, lot 3A détaché du lot 2 du partage de la terre Tehoopoe à Hitiaa, P.K. 35,800, côté montagne, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1502-1, M. Jean-Pierre Otaha, partie de la parcelle cadastrée 16, section AO (partie de la terre Taioo) à Tiarei, P.K. 26,200, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1352-3, M. Edgar Tauru, parcelle cadastrée 20, section AM (terre Tefautaupe) à Papenoo, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1379-1, M. Timi Tetuanui, parcelle de la terre Auanaitua à Mahaena, P.K. 32, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 octobre 1998

N° 98-833-3 MAA.AU, E.E.P.F., parcelle de terre à Hitiaa, P.K. 38, côté mer, modification intérieure et de façades du temple, 1 bloc sanitaire.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 97-1067-7 MAA.AU, M. Philippe Lopez, parcelle de la terre Tevaihupu 1 à Tiarei, P.K. 28,500, côté mer, 1 pharmacie (prorogation).

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-791-2 MAA.AU, M. Mike Teuira et Mlle Marina Langlois, parcelles cadastrées 99 et 131, section AK (terre Afaataae partie) à Papenoo, P.K. 17,500, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1004-2, M. Louis Teihoarii, parcelle 3 dépendant du partage de la terre Tevaiti à Mahaena, P.K. 31,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1100-2, M. Samuel Teurua, parcelle cadastrée 78, section AD (parcelle D de la terre Remu) à Papenoo, P.K. 15, côté montagne, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1371-1, Mlle Anna Thomas, parcelle cadastrée 29, section AC (lot 2 partie du domaine Atger) à Papenoo, P.K. 14,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1534-1, M. Philippe Puren et Mlle Laverna Teuira, parcelle cadastrée 21, section AM (parcelle des terres Tefautaupe 1/2 - Tuiofopo - Maurimu - Mataihaa) à Papenoo, P.K. 19, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1612-1, Mlle Vaitina Paofai, lot 2 de la terre Atihio 2 à Papenoo, P.K. 17, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-295-2 MAA.AU, Mlle Séverine Tcha, parcelle cadastrée 578, section W.3 (lot 78 du lotissement Moanarama), modification de façades d'une maison d'habitation ;

N° 98-1477-1, M. François Teatanuioputio Duchek, parcelle cadastrée 139, section O (parcelle du domaine Noho Ahu) au P.K. 11,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1324-1 MAA.AU, M. et Mme Thomas Le Hebel, parcelle cadastrée 45, section L (terre Tereva), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1345-1, Mme Patricia Cathelan, lot 127 du lotissement Super Mahina, 1 mur de parement ;

N° 98-1427-1, Mme Nathalie Tetua, parcelle cadastrée 262, section S (lot 53 du lotissement Atima), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1505-1, Mlle Brigitte Raveloson, parcelle cadastrée 209, section R (résidence Atima), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1516-1, M. Thierry Laise, parcelle cadastrée 108, section K (terre Atimoti), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-866-2 MAA.AU, Mme Pierrette Pansi, parcelle cadastrée 369, section V.3 au P.K. 9,500, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1429-1, S.A.R.L. Les Fare Pilot, parcelle cadastrée 595, section W.6 (lot 12 du lotissement "Les hauts de Mahinarama"), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1519-3, M. Max Teva Bopp du Pont et Mme Marie Titaua Brinckfieldt, parcelle cadastrée 20, section C (parcelle lot 1 de la propriété Sanford), pointe Vénus, 1 bâtiment de 4 logements.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-747-2 MAA.AU, M. et Mme Calmélito Tauraa, parcelle cadastrée 77, section K (lot 1 de la terre Tiritua), pointe Vénus, quartier Tauraa, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1392-1, S.C.I. Crepin, parcelle cadastrée 339, section V.1 (lot 9 du lotissement Potaa), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1446-1, Mme Lovina Richmond épouse Tepahauaitaipari, parcelle cadastrée 23, section V.1 (parcelle de la terre Neepe - Pupa - Teonetere) au P.K. 9,600, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1567-1, Mme Nathalie Fasitoo, parcelle de la terre Teotea, pointe Vénus, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-1218-1 MAA.AU, Mme Pierrette Noble née Taputuarai, lot D de la parcelle 4 du lot 2 de la terre Taitorea à Afareaitu, 1 maison d'habitation et 1 mur de clôture ;

N° 98-1296-2, M. Alain Noguier, parcelle de la terre Teiviroa à Haapiti, P.K. 33, côté montagne, extension d'une maison d'habitation ;

N° 98-1417-1, Mlle Heidi Moutet, lot D1B du plan de partage des lots C1 et D1 des terres Temaire - Amatahiapo I Tai à Afareaitu, Maatea, P.K. 13,900, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 9 octobre 1998

N° 98-512-4 MAA.AU, M. Bruno Bergeaud dit Olivier Briac, parcelle de la terre Poroirao faisant partie du domaine des époux Xavier Matohi à Haapiti, 1 tribune avec gradins.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-172-12 MAA.AU, E.U.R.L. Nadage, lot 2 de la terre Apari à Paopao, 1 gîte rural et 1 parc de loisirs ;

N° 98-1457-1, M. Michel Agnie, terre Firiura à Teavaro, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1492-1, Mme Josiane Garate née Teiva, parcelle cadastrée 2, lot 13 du domaine Pater de la terre Tiahura à Haapiti, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1494-1, M. Taarounui Maraea, lot 13 du lotissement Tetou 2, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1544-1, M. Raymond Tehuritaau, lot 1 de la terre Haeaa - Tefarahei, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 octobre 1998

N° 98-1224-6 MAA.AU, O.P.T., parcelle cadastrée 26, section PB (terre Titao), 1 bureau de poste ;

N° 98-1490-1, M. Victor Tiaao, lot 3 de la terre Tionahe Tetauru 1, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-1081-2 MAA.AU, M. Jürgen Heimata Tehuritaau, lot 9b du lot 13 du domaine Pater à Haapiti, P.K. 32, côté montagne, 1 poissonnerie ;

N° 98-1413-1, M. Arnold Turerearii, parcelle cadastrée 48, section PA (parcelle de la terre Tupatorea) à Papetoai, P.K. 21,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1461-1, M. Vetea Turi, parcelle B des terres Tehipa - Papeamio - Vaipipiha - Mouamahia et Pofatureia à Paopao, près de l'école de Maharepa, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-125-3 MAA.AU, O.T.E.S.S.E., parcelle cadastrée 5, section AA (parcelle détachée du lot 1 de la terre Haaparuru surplu) à Afareaitu, lieu dit Maatea, modification d'une tribune modulaire ;

N° 98-1258-3, CAMICA, parcelle cadastrée 32, section PB (terre Ruamotu 1) à Papetoai, reconstruction de la chapelle St-Michel ;

N° 98-1409-1, Mme Taiana Tairapa, lot B4 de la terre Teviveo à Papetoai, Vaihere, 1 mur ;

N° 98-1458-1, M. Luc Anuu, parcelle de la terre Taivini à Afareaitu, Maatea, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1462-1, S.C.I. Hoe, parcelle cadastrée 63, section EX (parcelle de la terre Apitia dite Vaioefano) à Teaharoa, Temae, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1583-1, M. et Mme Jean-Paul Duran, partie du lot 3 du lot 1 de la propriété Emile Paquier à Haapiti, Vaianae, 2 maisons d'habitation ;

N° 98-1603-1, M. Waigne Hudesse Grand Pittman, parcelle de la terre Vaiaimi-Teovava-Ahe à Paopao, Maharepa, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1605-1, M. Gérard Aumérat, lot 2 de la terre Pereaao à Papetoai, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-1384-1 MAA.AU, M. et Mme Joël Labbey, parcelle cadastrée 26, section AW (lot 21 du lotissement Orofero), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1428-1, M. James Frogier, parcelle cadastrée 24, section AC (lot 1 de la terre Tetahora) au P.K. 19,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-213-2 MAA.AU, Mme Melba Hurupa née Araiatetiirau, parcelle cadastrée 42, section Ad (terre Taitifarerua Atuaviti), 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 27 octobre 1998

N° 98-1036-2 MAA.AU, M. Teupooatitahu Airima, parcelle cadastrée 4, section AT (terre Toae) au P.K. 28,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 97-562-2 MAA.AU, M. Marc Lequerré, lot 11 du lotissement Vaitiare au P.K. 24,500, côté montagne, modification de terrassement ;

N° 98-1594-1, M. Léon Chene, parcelle cadastrée 288, section AM (lot 2d de la propriété Fagneaux) au P.K. 23,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-1454-1 MAA.AU, M. Moïse Le Maguer, parcelle cadastrée 168, section AC (parcelle de la terre Temototafare) au P.K. 19,800, côté mer, 1 mur de clôture ;

N° 98-1549-1, Mme Cornélia Charton, parcelle cadastrée 59, section AS (lot 12 de la propriété Kennedy) au P.K. 27,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1630-1, M. Teva Lequerré, parcelle contiguë au lot 11 du lotissement Vaitiare au P.K. 24,500, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1631-1, M. et Mme Jean-Marc Bambridge, lot 3, parcelle A de la terre Tehau au P.K. 23,500, côté montagne, 1 bungalow ;

N° 98-1668-1, M. et Mme Emile Ariipeu, parcelle cadastrée 48, section AH (terre Paepaetiavai 3), Orofero, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-1511-1 MAA.AU, M. Jacques Tamaitiahio, parcelle cadastrée 82, section AT (lot A5 du lotissement Vahine Moena), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1386-1 MAA.AU, M. René Junior Porlier, parcelle cadastrée 48, section BH (ancien domaine Atimaono), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1512-1, M. Ben Tepehu et Mlle Hina Coulon, parcelle cadastrée 177, section AP (terre Maataravai 3), 1 muret + clôture.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-1259-2 MAA.AU, M. Roland Ferriol, parcelle cadastrée 106, section AB (terre Atitautu), Tiama, enrochement de la berge droite.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 1er octobre 1998

N° 98-092 MAA.AU.PPT, Mme Christine Moarii, lot 9 du lotissement Pure Ora II, vallée de la mission catholique, 1 mur de soutènement ;

N° 98-119, Mlle Vanessa Aro, parcelle sise à Tipaerui, rénovation et extension d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 9 octobre 1998

N° 98-126 MAA.AU.PPT, Mme Jessie Parfait, immeuble Bambridge, rue A.-M.-Javouhey, modification de l'agencement du cabinet médical.

Travaux autorisés le 19 octobre 1998

N° 97-187 MAA.AU.PPT, Sopadep S.A., parcelle sise à Tipaerui, reconstruction du hall d'exposition de véhicules.

Travaux autorisés le 20 octobre 1998

N° 98-103 MAA.AU.PPT, Mme Olia Temarii épouse Mauri, lot 24 du lotissement Puanea à Tipaerui, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 96-113 MAA.AU.PPT, S.C.I. Léou, immeuble Shangrila, rue Clappier, aménagement des 2e et 3e étages.

COMMUNE DE PIRAE

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1439-1 MAA.AU, société Télédiffusion de France, parcelle cadastrée 358, section R.2 (terre Tahutahu), 1 abri + 1 mât d'antenne pour radio télédiffusion.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-1468-1 MAA.AU, Mme Ilona Tupuairere Thomas, parcelle cadastrée 111, section I (parcelle A1 de la terre Fareaha), rue Tuterai-Tane, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1485-1, Mme Warena Chung, parcelle cadastrée 315, section R2 (lot 6 de la résidence Matohi), Vetea, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-877-1 MAA.AU, Mlle Béatrice Ly Sao, parcelle cadastrée 243, section K (parcelle de l'ancien domaine Paura Pater), près du lotissement Vetea, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1481-1, Mme Paola Arnaud, parcelle cadastrée 238, section H (lot 5 du lotissement Hamuta Iti), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1499-1, S.C.I. Tuhiti, parcelle cadastrée 382, section H (parcelle détachée des terres Taoe 1 et Vaipahu) à Hamuta, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1571-1, Mme Marie-Louise Laille, parcelle cadastrée 190, section B (parcelle de la terre Matatevai) au P.K. 6,100, 1 local de rangement.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-1424-1 MAA.AU, M. et Mme Daniel Peiret, lot 39 du lotissement Punavai Nui, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1431-1, M. Joseph Kervella, parcelle cadastrée 190, section M (lot A2 de la propriété Nordhoff) au P.K. 12,500, côté montagne, 1 bungalow ;

N° 98-1434-1, M. Thierry Morin, parcelle cadastrée 4, section DN (lot 4 du lotissement Te Maru Ata), 1 piscine.

Travaux autorisés le 9 octobre 1998

N° 98-1597-1 MAA.AU, M. Viri Chung et Mme Huguette Tehahe, parcelle cadastrée 475, section O au P.K. 13, côté montagne, 1 clôture.

Travaux autorisés le 20 octobre 1998

N° 98-909-4 MAA.AU, Camica, parcelle cadastrée 281, section AL (domaine Auffray) au P.K. 8,300, Outumaoro, modification de distribution intérieure et ajout d'une terrasse couverte à une maison de réunion.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1521-1 MAA.AU, M. Cyril Raihoa, parcelle cadastrée 93, section BR (lot 60 du lotissement Punavai Nui), 1 garage ;

N° 98-1524-1, Mlle Juliette Siao, parcelle cadastrée 284, section M (terre Tahua Raumanu), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1589-1, M. Eric Sanquer, parcelles cadastrées 59 et 76, section AX (lot 161 du lotissement Te Tavake Village), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-314-2 MAA.AU, M. Théodor Yves Tahirori, parcelle cadastrée 475, section L (partie de la parcelle B du lot 2 de la propriété "Pauline Pugibet") au P.K. 11,800, côté montagne, modification d'implantation de distribution intérieure et de façades d'une maison d'habitation ;

N° 98-1157-6, direction de l'équipement, lot 14 de l'lot A du lotissement de la zone industrielle de la Punaruu, 1 cuisine centrale ;

N° 98-1325-1, Mlle Vanessa Thery, lot 58 du lotissement Punavai Nui, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-1360-2 MAA.AU, Brasserie de Tahiti, lots 61, 62, 82, 83, 84 et 86 de la zone industrielle de la Punaruu, 1 clôture ;

N° 98-1430-1, M. Mike Boosie Mu et Mlle Yolanie Raoulx, parcelle cadastrée 85, section M (lot 1 partie de la terre Tahua Raumanu 2) au P.K. 12, quartier Scholermann, 2 logements jumelés ;

N° 98-1506-1, Mme Turia Laborde, lot F 129 du lotissement Lotus, extension d'une maison d'habitation ;

N° 98-1514-1, M. Eugène Bougues, lot 3A du lot 3 de la terre Fareura, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1576-1, M. Dominique Poiraud, lot 12 du lotissement Punavai Nui, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1601-1, M. Noël Chant, parcelle cadastrée 85, section AX (terre Tepataai), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1611-1, M. Charles Siu Ting Koo, parcelle cadastrée 42, section K (lot 10, lot A de la terre Matatia) au P.K. 10,800, côté montagne, extension d'une maison d'habitation ;

N° 98-1623-1, M. et Mme Jackie Tevepauhu, parcelle cadastrée 191, section AH (parcelle du lot A du partage de la terre Ativaerua) au P.K. 16,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-1482-1 MAA.AU, M. Eugène Marae, lot 79 du lotissement Maire Nui à Tautira, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1504-1, M. et Mme Alain Blin, parcelle de la terre Teniupupure - Tehuruhuru à Pueu, P.K. 11,800, côté montagne, 1 atelier mécanique.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-890-2 MAA.AU, M. Georges Sarrazin, lot F de la propriété Laurey à Afaahiti, P.K. 6,250, côté mer, modification d'implantation d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 97-1340-2 MAA.AU, M. Bernard Brunel, lot B1 détaché des lots A et B du surplus du lot 21 de la propriété Lucas à Afaahiti, Taravao, modification d'implantation et de façades d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-1531-1 MAA.AU, Mlle Isabelle Proust, lot 1 du lotissement "Les Tipaniers" à Afaahiti, P.K. 2,950, côté montagne, 1 clôture.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 97-1163-2 MAA.AU, M. Christian Frogier, lot 2-4 du lotissement Puunui à Vairao, 2 maisons d'habitation (prorogation).

Travaux autorisés le 21 octobre 1998

N° 98-1375-1 MAA.AU, M. et Mme Désiré Fiu, lot 2 de la terre Atitehapi à Teahupoo, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1313-1 MAA.AU, M. et Mme Albert Taupua, terre Atehiva à Teahupoo, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1337-1, M. Roniu Taupua, terre Atehiva à Teahupoo, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1339-1, M. Carius Taupua, terre Tetahua à Teahupoo, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1507-1, Mme Tehei Mau épouse Mergen, lot 7 de la terre Fareaito à Toahotu, 1 maison d'habitation et 1 clôture ;

N° 98-1523-1, M. Jean-Jacques Bopp du Pont, parcelle 13 de la propriété Vivish à Toahotu, Miti Rapa, 3 logements.

Travaux autorisés le 23 octobre 1998

N° 98-493-6 MAA.AU, M. et Mme Pita Tihoni, à Teahupoo, P.K. 13,500, côté mer, 1 pension de famille, 1 snack-bar et 1 ponton.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-1559-1 MAA.AU, Mme Nicole Chirey, lot 152 du lotissement Miti Rapa Plateau à Toahotu, 1 maison d'habitation en 2 modules.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 98-1473-1 MAA.AU, Mme Hinano Vivish épouse Leboucher, parcelle de la terre Vaipahu à Toahotu, P.K. 3,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1532-1, Mlle Linda Parua, lot 151 du lotissement Miti Rapa Plateau à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1545-1, M. Bruno Vincent et Mlle Valérie Tapa, lot 123 du lotissement Miti Rapa Plateau à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1551-1, Mme Aimée Mou Fat épouse Tahutini, parcelle de la terre Atitevari à Vairao, P.K. 11,100, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1563-1, M. et Mme Boris Taie, lot 146 du lotissement Miti Rapa Plateau à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1610-1, M. Bernard Frinzine, lot A 16 du lotissement Maitere à Vairao, P.K. 12,600, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 98-1406-1 MAA.AU, GIT Papeari S.C.I., lot 4F du lot 4 du partage des terres Atehiva - Poroura et du plateau y adossé à Papeari, P.K. 53,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1486-1, Mlle Eliza Terai Tapa, parcelle de la terre Vaitetaina, lot 2, à Mataiea, P.K. 47,800, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 22 octobre 1998

N° 98-1443-1 MAA.AU, M. et Mme Ariiveheataitairapoi, lot 1A de partie de la terre Vairei 1 et 2 à Papeari, P.K. 53,900, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1479-1, M. Norbert Tatarata, parcelle A du lot 1 d'une partie de la terre Tepaatae 2 à Mataiea, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-1407-1 MAA.AU, M. Georges Taiarui, parcelle cadastrée 84, section AS (lot D de la terre Paepaeature 1,2 et Aitoura) à Mataiea, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1568-1, M. Tuterai Pautu et Mlle Wilhelmina Rey, parcelle cadastrée 100, section BE (lot 2A de la terre Vaianuanu) à Papeari, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 29 octobre 1998

N° 97-855-4 MAA.AU, commune de Teva I Uta, dans l'enceinte de l'école primaire de Mataiea à Papeari, P.K. 53,100, côté montagne, extension d'un préau ;

N° 98-1266-3, territoire de la Polynésie française, au golf de Atimaono à Mataiea, 1 "farc accueil" ;

N° 98-1397-1, M. Charles Tere, parcelle de la terre Manua à Mataiea, P.K. 46, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1445-1, M. Max Taaro Takaio, lot 21 du lotissement "Le Hameau de Vaimarama" à Papeari, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1526-1, M. Antonio Itchner, lot 38 du lotissement "résidence Vaiata I" à Papeari, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 2 octobre 1998

N° 97-1278-2 MAA.AU.TG, M. Richard Konsia, parcelle cadastrée 1455, section B.5 (lot 41 du lotissement Arii Nui) à Tiputa, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 98-490-2, M. Teupooroa Marakai, parcelle de la terre Tauaha à Makatea, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 octobre 1998

N° 98-1131-2 MAA.AU.TG, Mme Marceline Makiroto épouse Pia, parcelle de la terre Uruuru à Avatoru, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HAO

Travaux autorisés le 20 octobre 1998

N° 98-1581-1 MAA.AU.TG, Mme Lolita Tuteamaru, parcelle cadastrée 133, section 3 (terre Tetopikirereka), 1 maison d'habitation.

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES
POUR LE MOIS D'OCTOBRE 1998**

COMMUNE DE NUKU HIVA

Travaux autorisés le 13 octobre 1998

N° 66-98 MAA.AU.MAR, M. Taupotini Gustave, parcelle du lot n° 22 de la terre Kohuhunui, sise à Taiohae, 1 maison d'habitation MTR 54 ;

N° 67-98, M. Lirzin Lucien, parcelle du lot n° 5 de la terre Kohunui 4 B-2a, sise à Taiohae, prorogation de délai d'une maison d'habitation ;

N° 68-98, Mme Kautai Marcelline, parcelle de la terre Heitinui, n° 714 sise à Taiohae, bâtiment à usage de local commercial ;

N° 69-98, Mme Corser Rose, parcelle de la terre Kohunui, lot 4a, sise à Taiohae, agrandissement d'une maison d'habitation ;

N° 70-98, M. Panau Robert, parcelle du lot n° 45 de la terre Haumae, sise à Taiohae, 1 maison d'habitation MTR 54 ;

N° 71-98, M. Haiti Sébastien, parcelle du lot n° 51 de la terre Haumae, sise à Taiohae, 1 maison d'habitation MTR 54 ;

N° 84-98, Mme Maitihe Henriette, parcelle n° 8 de la terre Kohuhunui, sise à Taiohae, 1 maison d'habitation MTR 72 ;

N° 85-98, M. et Mme Kimitete Lucien et Débora, parcelle du lot B (n° 17) de la terre Kohuhunui, sise à Taiohae, un bungalow et trois maisons d'habitation.

Travaux autorisés le 27 octobre 1998

N° 86-98 MAA.AU.MAR, M. Huukena Damien, président de l'association CAM, parcelle de la terre Mauia, sise à Taiohae, rénovation toiture d'un bâtiment à usage de salle aérobie/danses ;

N° 90-98, M. Teikiteetini André, parcelle du lot A 21-22-23 de la terre Tapuama, sise à Taiohae, une maison d'habitation à usage d'hébergement d'habitation ;

N° 91-98, M. Teikiteetini André, parcelle du lot A 21-22-23 de la terre Tapuama, sise à Taiohae, quatre bungalows à usage touristique.

Travaux autorisés le 30 octobre 1998

N° 93-98 MAA.AU.MAR, M. et Mme Larson Albert et Jeanne, parcelle de la terre sans nom, n° 29-30, sise à Taiohae, garage et clôture.

COMMUNE DE UA POU

Travaux autorisés le 13 octobre 1998

N° 72-98 MLA.AU.MAR, Mlle Teikihakaupoko Hélène, parcelle de la terre Hiekua 8, n° 438, sise à Hakatao, une maison d'habitation MTR 54 m2.

Travaux autorisés le 27 octobre 1998

N° 87-98 MLA.AU.MAR, M. Emery Gilles, parcelle C de la terre Tevaihohu, sise à Hakahau, bâtiment à usage d'abattoir-tuerie.

COMMUNE DE UA HUKA

Travaux autorisés le 13 octobre 1998

N° 73-98 MAA.AU.MAR, M. Fournier Ferdinand, parcelle de la terre Moaketu, n° 42, sise à Vaipae, une maison d'habitation MTR 54 m2.

Travaux autorisés le 27 octobre 1998

N° 88-98 MAA.AU.MAR, Mme Fournier Marie-Joséphine, parcelle de la terre Hatunakohe 1, n° 19, sise à Vaipae, un bâtiment à usage de snack ;

N° 89-98, Mme Tepea Patricia, parcelle de la terre Tepuke 2, n° 203, sise à Hane, une maison d'habitation MTR 54 m2.

COMMUNE DE HIVA OA

Travaux autorisés le 13 octobre 1998

N° 74-98 MLA.AU.MAR, M. Ihorai Jacques, président du C.A. des B.E.E.P.F., parcelle de la terre Mauhutu, n° 142, sise à Hanaiapa, bâtiment à usage de salle de réunions ;

N° 75-98, Mlles Hauata Valérie et Marie-Thérèse, parcelle de la terre Makemake, n° 2645, sise à Atuona, bâtiment à usage commercial ;

N° 76-98, M. Napuauhi Tamatoa et Mme Liu Danièle, parcelle de la terre Tekohetaa, n° 1616, sise à Atuona, deux maisons d'habitation type LE1.

Travaux autorisés le 27 octobre 1998

N° 92-98 MLA.AU.MAR, Mlle Hou Yi Marie Flore, parcelle du lot 1 de la terre Mauei, n° 2132, sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m2.

COMMUNE DE FATU HIVA

Travaux autorisés le 13 octobre 1998

N° 77-98 MLA.AU.MAR, Mme Kohueinui Ida, parcelle de la terre Pavea n° 132, sise à Omoa, une maison d'habitation ;

N° 78-98, Mme Tehevini Amélie, parcelle 1 de la terre Vaiofeo, une maison d'habitation MTR 72 m2 ;

N° 79-98, M. Tametona Edwin, parcelle de la terre Vaipai, n° 48, sise à Omoa, une maison d'habitation MTR 72 m2 ;

N° 80-98, M. Kamia Stanislas, parcelle de la terre Fataa, n° 11, sise à Hanavave, une maison d'habitation MTR 72 m2 ;

N° 81-98, M. Pavaouau Teiiteitope, parcelle du lot 7 du lotissement communal, une maison d'habitation MTR 72 m2 ;

N° 82-98, M. Kohueinui Arthur, parcelle de la terre Touhi, n° 57, sise à Hanavave, une maison d'habitation MTR 72 m2 ;

N° 83-98, Mlle Kohueinui Prisca, parcelle de la terre Touhi, n° 57, sise à Hanavave, une maison d'habitation MTR 72 m2.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1998

N° 31.887-A du 1er Brown Tiare Joëlle
 N° 31.888-A du 1er Dugue Thierry Marcel André
 N° 31.889-A du 1er Franc de Ferrière Lud Daniel
 N° 31.890-A du 1er Mahatia Vira Jacky
 N° 31.891-A du 1er Mai Emile
 N° 31.892-A du 1er Malae Rava Marie
 N° 31.893-A du 1er Puaina Sandra Elvira Heifara
 N° 31.894-A du 1er Tainoa Pierrot Henere
 N° 31.895-A du 1er Teaurua Serge Tauturi
 N° 31.896-A du 1er Teinaore épouse Mateau Sidonie Edwige
 N° 31.897-A du 1er Tetauria épouse Riebert Lala
 N° 31.898-A du 1er Teurua Terainui Albert
 N° 31.899-A du 1er Tissan Georges
 N° 31.900-A du 1er Yao Tony
 N° 31.901-A du 1er Yao Woun Loy
 N° 31.902-A du 1er Yee On Dany
 N° 31.903-A du 1er Yee On Nela
 N° 31.904-A du 1er Yee On Maire
 N° 31.905-A du 1er Yeung Francky
 N° 31.906-A du 1er Tauaroa épouse Yee On Johanna
 N° 31.907-A du 1er Taquet Eric
 N° 31.908-A du 1er Taufa Véronika
 N° 31.909-A du 1er Teihotu Arama
 N° 31.910-A du 1er Teihotu Benjamin Benoit
 N° 31.911-A du 1er Tetuarua Jean Léonard
 N° 31.912-A du 1er Terihaunui Tuarae
 N° 31.913-A du 1er Terinohopua Finihata
 N° 31.914-A du 1er Teritehau épouse Turina Heiata Mathilda
 N° 31.915-A du 1er Troppe Ludmilla
 N° 31.916-A du 1er Tutavae Uraeva
 N° 31.917-A du 1er Tuhaia épouse Janvion Monique
 N° 31.918-A du 1er Vairaa Lucien Teehu
 N° 31.919-A du 1er Arioechau épouse Teiva Teurutaata Terihaunui
 N° 31.920-A du 1er Bellais épouse Patiare Joana Paloma
 N° 31.921-A du 1er Bruneau Maro Teikuitapu Teupea Bernard
 N° 31.922-A du 1er Chelari Fayçal Serge
 N° 31.923-A du 1er Chung Tchong Tchong Roger
 N° 31.924-A du 1er Gaudot Yasmina Tolmata Vaihere
 N° 31.925-A du 1er Fisiipeau épouse Siakinuu Noéline
 N° 31.926-A du 1er Hutoofa Poia
 N° 31.927-A du 1er Kong Fou Sylvain
 N° 31.928-A du 1er Labaste épouse Maiti Maryorie Raurea
 N° 31.929-A du 1er Loyat Max
 N° 31.930-A du 1er Mohi Myrienne
 N° 31.931-A du 1er Punuaaitua Henri
 N° 31.932-A du 1er Raufauore Harold
 N° 31.933-A du 1er Roo épouse Tiaihau Suzanne
 N° 31.934-A du 1er Swapp Imereta
 N° 31.935-A du 1er Taioere Miroohea
 N° 31.936-A du 2 Albert Daniel
 N° 31.937-A du 2 Amaru Yolande Pihaura
 N° 31.938-A du 2 Bouibeb Salem
 N° 31.939-A du 2 Bertho Daniel Lehi Teri Matatini
 N° 31.940-A du 2 Bertho Esprit Rémi Louis Marie

N° 31.941-A du 2 Bertho Lenaïck Teraimana
 N° 31.942-A du 2 Campanella épouse Melone Marie-Christine
 N° 31.943-A du 2 Ching Kon Lin épouse Flach Victorine
 N° 31.944-A du 2 Kwong Thomas Christian
 N° 31.945-A du 2 Mafutuna Makisimeno Akatoto
 N° 31.946-A du 2 Mataitai épouse Ori Sylvie
 N° 31.947-A du 2 Amaru épouse Mataitai Thérèse
 N° 31.948-A du 2 Pita épouse Amaru Tarome
 N° 31.949-A du 2 Pukeinui épouse Tuoraa Aline Claude
 N° 31.950-A du 2 Teurarii épouse Montrose Paulina
 N° 31.951-A du 2 Teiva Liliane
 N° 31.952-A du 5 Begat épouse Tissot Georgette Tehina
 N° 31.953-A du 5 Gooding Karl Distephano Teva
 N° 31.954-A du 5 Maopi épouse Morlais Rosalie
 N° 31.955-A du 5 Meitai Tetahoaroro Mananui
 N° 31.956-A du 5 Pouillet-Osier Christophe
 N° 31.957-A du 5 Reva René
 N° 31.958-A du 5 Taitoa épouse Tuuhia Nini
 N° 31.959-A du 5 Teriama Daniel
 N° 31.960-A du 5 Tetuanui Béatrice Vahineri
 N° 31.961-A du 5 U Charles Haatai
 N° 31.962-A du 5 Kyrayama veuve Mao Mie
 N° 31.963-A du 6 Alvès Marcel
 N° 31.964-A du 6 Alvès Murielle
 N° 31.965-A du 6 Area Alida Terimaraunui
 N° 31.966-A du 6 Anihia Marie
 N° 31.967-A du 6 Apuani Paul
 N° 31.968-A du 6 Bonno Albert
 N° 31.969-A du 6 Delion Laurent
 N° 31.970-A du 6 Delord épouse Ebbs Otilia Vaihere
 N° 31.971-A du 6 Faataura Virginie Anie
 N° 31.972-A du 6 Florès Atani
 N° 31.973-A du 6 Florès Mauna
 N° 31.974-A du 6 Hauata Ladislav Teupocaraï
 N° 31.975-A du 6 Haatai Jacques
 N° 31.976-A du 6 Hopuu Amélie Heifara
 N° 31.977-A du 6 Ly Chang Ly Wai Kiau
 N° 31.978-A du 6 Mahinepeu Dorielle Helpua
 N° 31.979-A du 6 Maraetefau épouse Pouira Véronique
 N° 31.980-A du 6 Mariu épouse Itua Berthe Constance Naumi
 N° 31.981-A du 6 Moehonu Jacques
 N° 31.982-A du 6 Moeteraui épouse Hatitio Octavie
 N° 31.983-A du 6 Neagle épouse Pito Mérianne
 N° 31.984-A du 6 Perry Georges Manea
 N° 31.985-A du 6 Perry Odile Moea
 N° 31.986-A du 6 Pito Aimata
 N° 31.987-A du 6 Tainanuaru Faataura Aubert
 N° 31.988-A du 6 Tananuaru Aubert Sem
 N° 31.989-A du 6 Tuua Gérard Louis
 N° 31.990-A du 6 Tananuaru Isidore Tihoni
 N° 31.991-A du 6 Tananuaru épouse Delion Rosa Vanaa
 N° 31.992-A du 6 Tananuaru William
 N° 31.993-A du 6 Tananuaru née Teapairai Virginie Teri
 N° 31.994-A du 6 Tainanuaru Poanere Teapai
 N° 31.995-A du 6 Taati Augustin
 N° 31.996-A du 6 Teehu Tamari
 N° 31.997-A du 6 Teheura épouse Richmond Rose
 N° 31.998-A du 6 Tehuitua Pierre

N° 31.999-A du 6 Tehuitua Tuahine Francis
 N° 32.000-A du 6 Tehuritaua Jorgen Heimata
 N° 32.001-A du 6 Temaiana Maurice
 N° 32.002-A du 6 Terei épouse Cholet Solange Hataa
 N° 32.003-A du 6 Tetuaroa Marurai Cyril
 N° 32.004-A du 6 Teuahau Jean Jacques Billy Manureva
 N° 32.005-A du 6 Teuahau Haaeru
 N° 32.006-A du 6 Tiaehau Eugénie
 N° 32.007-A du 6 Tiaehau François
 N° 32.008-A du 6 Tihata Jacques Aiu
 N° 32.009-A du 6 Tinomoe Tuapoto
 N° 32.010-A du 6 Timiona Giovanna Rumatahina
 N° 32.011-A du 6 Ruaroo Pickhon Henere
 N° 32.012-A du 6 Ravatua Gary Mataitua
 N° 32.013-A du 6 Uraia Albert Tave
 N° 32.014-A du 6 Yun Shan Fat Lisette
 N° 32.015-A du 6 Zima épouse Tetaianuarii Emilia
 N° 32.016-A du 7 Teura épouse Dimon Sandrine
 N° 32.017-A du 7 Teihotaata Stéphane
 N° 32.018-A du 7 Tearai Ioane
 N° 32.019-A du 7 Tarali Hermann
 N° 32.020-A du 7 Smith épouse Montuelle Céline Mani
 N° 32.021-A du 7 Manafenuaroa Alexandre Tanoa
 N° 32.022-A du 7 Auch Léon
 N° 32.023-A du 7 Barbas Véronique Marie
 N° 32.024-A du 7 Begat Maurice Camille Moerani
 N° 32.025-A du 7 Cao François
 N° 32.026-A du 7 Carbayal Tihoti Augustin Tunoko
 N° 32.027-A du 7 Faara épouse Taaroa Hoana Spelta
 N° 32.028-A du 7 Fat Noéline
 N° 32.029-A du 7 Izal Jean Taaroa
 N° 32.030-A du 7 Izal Serge Vetea
 N° 32.031-A du 7 Jacquot Eric Michel Yves
 N° 32.032-A du 7 Magnalai Patricia Roselyne Eulalie
 N° 32.033-A du 7 Mauahiti Teina
 N° 32.034-A du 7 Mauahiti Teihoteaiaioraa
 N° 32.035-A du 7 Mervin Charles
 N° 32.036-A du 7 Papai Eugène
 N° 32.037-A du 7 Pater épouse Durosset Yvana
 N° 32.038-A du 7 Pernik Sandrine
 N° 32.039-A du 7 Purutu Gamon
 N° 32.040-A du 7 Taiore Tatiana
 N° 32.041-A du 7 Tauaitai Cyndi
 N° 32.042-A du 7 Temanupaiaoura Henri
 N° 32.043-A du 7 Tane épouse Jacquot Angéline Tahiriopua
 N° 32.044-A du 7 Teraruarii épouse Taiore Mildred
 N° 32.045-A du 8 Ateo Nicolas
 N° 32.046-A du 8 Bretaud épouse Baron Yvette Renée Marie Gabrielle
 N° 32.047-A du 8 Brillant épouse Teotahi Hina
 N° 32.048-A du 8 Charlie Pierre Amaud Jean-Marie
 N° 32.049-A du 8 Hitiura épouse Taumu Tevaearai Irène
 N° 32.050-A du 8 Izal épouse Le Tallec Angéla Vaea
 N° 32.051-A du 8 Izal Hilaire Moana
 N° 32.052-A du 8 Leveque Véronique
 N° 32.053-A du 8 Rousset Pascal Marc
 N° 32.054-A du 8 Saluden Alain Jean-Pierre
 N° 32.055-A du 8 Sommers Michel Para
 N° 32.056-A du 8 Taipunu Pascal Atea
 N° 32.057-A du 8 Tane Alexis
 N° 32.058-A du 8 Tara Mareta Florina
 N° 32.059-A du 8 Teuru Etienne
 N° 32.060-A du 8 Tuahine épouse Fong Ani Hina
 N° 32.061-A du 8 Tuaira Michel Tuko
 N° 32.062-A du 8 Vong Gina
 N° 32.063-A du 9 Afou Liliane
 N° 32.064-A du 9 Andriot Ange Pascal
 N° 32.065-A du 9 Aumerand Willy Tauarii

N° 32.066-A du 9 Chanzi Jimmy
 N° 32.067-A du 9 Faara Gilbert
 N° 32.068-A du 9 Fatoa Roland
 N° 32.069-A du 9 Florès Taria Joséphine
 N° 32.070-A du 9 Kaiha Albert Timigri
 N° 32.071-A du 9 Marama Hugues Denis
 N° 32.072-A du 9 Ravatua Pierre Tu
 N° 32.073-A du 9 Takotua Tevahine Topeata
 N° 32.074-A du 9 Taputuarai épouse Aumerand Moea Odette Betty
 N° 32.075-A du 9 Tehina Rarahu Bella
 N° 32.076-A du 9 Temarohirani Titahaiti
 N° 32.077-A du 9 Tsang Bruno Eric
 N° 32.078-A du 9 Vea épouse Debon Sutila
 N° 32.079-A du 9 Villa Elisabeth Encarnation Danielle
 N° 32.080-A du 12 Ahini épouse Tehaavi Rosine Arena
 N° 32.081-A du 12 Auani Ronald Terlitua
 N° 32.082-A du 12 Aumerand Mélinda Tevahinemoea
 N° 32.083-A du 12 Avae Caroline Mareta
 N° 32.084-A du 12 Carlson Tainanu
 N° 32.085-A du 12 Keon Yuk Wing Marie
 N° 32.086-A du 12 Mo Jalibert
 N° 32.087-A du 12 Hanere épouse Tuho Mireta
 N° 32.088-A du 12 Pittman épouse Terai Bertha Tetuaheeroa
 N° 32.089-A du 12 Puria épouse Paro Antonino Turia
 N° 32.090-A du 12 Roometua Miriane
 N° 32.091-A du 12 Samgmouit Léon Sylvain
 N° 32.092-A du 12 Tahuhuterani Julie Gwendoline Tuhei
 N° 32.093-A du 12 Tehahe Rose Colette Mauritahito
 N° 32.094-A du 12 Tehahetua épouse Tiaehau Hana
 N° 32.095-A du 12 Teura épouse Teatea Soraya Tapuarii
 N° 32.096-A du 12 Taraufau épouse Tetupaia Tehina
 N° 32.097-A du 12 Teihoarii Simone
 N° 32.098-A du 12 Teihoarii épouse Temariauma Elia
 N° 32.099-A du 12 Raffaeli Mathieu
 N° 32.100-A du 12 Aturia Francis
 N° 32.101-A du 12 Blin Alain Guillaume Claude
 N° 32.102-A du 12 Bonnefin Léon Emile Jean Teuiaotehoa
 N° 32.103-A du 12 Delaporte Axel Julien
 N° 32.104-A du 12 Mai épouse Tuaiva Thérèse
 N° 32.105-A du 12 Maihuti Jean Guy
 N° 32.106-A du 12 Maihuti Marae
 N° 32.107-A du 12 Mao Roland
 N° 32.108-A du 12 Marurai Juda
 N° 32.109-A du 12 Norel Marc André
 N° 32.110-A du 12 Otare Tara
 N° 32.111-A du 12 Panier épouse Pollock Nadège Irène
 N° 32.112-A du 12 Patiare Cécérela Noemy
 N° 32.113-A du 12 Terorotua Heimarua Alain
 N° 32.114-A du 12 Tevaearai Elina Sandra Hutia
 N° 32.115-A du 12 Murza Eric Richard Albert
 N° 32.116-A du 12 Peu épouse Delord Mina
 N° 32.117-A du 12 Teitahia Victor
 N° 32.118-A du 12 Teinauri Eugène
 N° 32.119-A du 13 Rloroko Araki Hector Frédéric
 N° 32.120-A du 13 Amaru Marcelle Movita Andrée
 N° 32.121-A du 13 Aneug Eugène Aimé
 N° 32.122-A du 13 Colombini Massimo
 N° 32.123-A du 13 Defesselle Gilles Raiarii Marie
 N° 32.124-A du 13 Faivre épouse Huaatua Mareta
 N° 32.125-A du 13 Hulapu Gerda Tiarenu
 N° 32.126-A du 13 Metuaaro épouse Hanere Evelynne
 N° 32.127-A du 13 Neveu Anne-Marie Joseph
 N° 32.128-A du 13 Paro Cindy Puatini
 N° 32.129-A du 13 Pihahuna épouse Haring Tania
 N° 32.130-A du 13 Preziosi Jean-Luc Pierre
 N° 32.131-A du 13 Taana Tiarei
 N° 32.132-A du 13 Tauaroa Dan
 N° 32.133-A du 13 Teihotaata Edwin Terimanutahi

N° 32.134-A	du 13	Teissier Louis Tehira	N° 32.202-A	du 16	Chung Si Nam Gastine épouse Cheon Shun Man
N° 32.135-A	du 13	Tepapa Ida	N° 32.203-A	du 16	Chung Si Nam Heimano
N° 32.136-A	du 13	Terocatea Abel	N° 32.204-A	du 16	Decaesteker Jean-Marie
N° 32.137-A	du 13	Tetopata épouse Teururai Tapeta	N° 32.205-A	du 16	Faatau Tevaria Edmond
N° 32.138-A	du 13	Teuira Freddy Faretou	N° 32.206-A	du 16	Faoa Samuel
N° 32.139-A	du 13	Tevaeairi André	N° 32.207-A	du 16	Genet Patrick Bernard
N° 32.140-A	du 13	Utia Céline	N° 32.208-A	du 16	Heimano Firmin
N° 32.141-A	du 13	Vincent Patrice Vincent	N° 32.209-A	du 16	Ihopu Edgar Aniputona
N° 32.142-A	du 14	Mou épouse Toofa Isabella	N° 32.210-A	du 16	Kaiha Ioela Joël
N° 32.143-A	du 14	Toofa Gwenaëlle Vaimuna	N° 32.211-A	du 16	Kaiha Ioteve Tekohumoeaki Kehuatua
N° 32.144-A	du 14	Tepa épouse Teato Henriette	N° 32.212-A	du 16	Kainuku Cécile Ana Tapu
N° 32.145-A	du 14	Tepa Mirna Terai	N° 32.213-A	du 16	Maitere Linza Avearii
N° 32.146-A	du 14	Alona Hubert Ah Pong	N° 32.214-A	du 16	Malateste Teva
N° 32.147-A	du 14	Haoa épouse Bertho Niniura Timiatua	N° 32.215-A	du 16	Maoni épouse Rere Vaea
N° 32.148-A	du 14	Keou Yuk Wing Lina Denise	N° 32.216-A	du 16	Pang Jean Marc Vetea
N° 32.149-A	du 14	Mataarere Viriamu	N° 32.217-A	du 16	Putoa Karen
N° 32.150-A	du 14	Puech Virginie Sophie Jacqueline	N° 32.218-A	du 16	Reid épouse Chong Si Men Françoise Rautiare
N° 32.151-A	du 14	Temarii Ah Ky Tuahu	N° 32.219-A	du 16	Reid Harold
N° 32.152-A	du 14	Tinoura Alexis	N° 32.220-A	du 16	Reid Sylvana Hina
N° 32.153-A	du 15	Sulpice Eléonore Teupoooputo Marguerite	N° 32.221-A	du 16	Richmond Catherine épouse Tsien Young Tsien
N° 32.154-A	du 15	Utuputona Marceline	N° 32.222-A	du 16	Tepano Micheline Tetau épouse Urarii
N° 32.155-A	du 15	Arai Jacques	N° 32.223-A	du 16	Teremate Jacques Eugène
N° 32.156-A	du 15	Asen Timiona Alexis	N° 32.224-A	du 16	Tetumu Agnès Victorine
N° 32.157-A	du 15	Barrera Jean Yves René André Raymond	N° 32.225-A	du 16	Tetumu Alicia Tihura
N° 32.158-A	du 15	Bennett Teuira Auguste	N° 32.226-A	du 16	Tetumu Gérard Tuarae
N° 32.159-A	du 15	Burns Jerry Lucien	N° 32.227-A	du 16	Tetumu Hélina Titaina
N° 32.160-A	du 15	Chevrier Jean Noël	N° 32.228-A	du 16	Tetumu épouse Chongaud Mere
N° 32.161-A	du 15	Cheon Shun Man Ismél Eria	N° 32.229-A	du 16	Tetumu Sylvie Moearii
N° 32.162-A	du 15	Chongaud Gayline Heia	N° 32.230-A	du 16	Tetumu Thierry Taronia
N° 32.163-A	du 15	Comings Sybille	N° 32.231-A	du 16	Tetuhiti Maggolina épouse Tamarino
N° 32.164-A	du 15	Ellacott épouse Wohler Josette	N° 32.232-A	du 16	Teritahi Graziella
N° 32.165-A	du 15	Faatau Bruno Poata	N° 32.233-A	du 16	Tevaeairi André Nanua
N° 32.166-A	du 15	Husson Tiare	N° 32.234-A	du 16	Thiault Olivier Georges
N° 32.167-A	du 15	Langomazino Jean Marie Maheanuu	N° 32.235-A	du 16	Tihoni Marc
N° 32.168-A	du 15	Lee Warren Heirani Tunui	N° 32.236-A	du 16	Tahutini Robert Timiona
N° 32.169-A	du 15	Lucas Stéphane	N° 32.237-A	du 16	Tama Elvis Paiti
N° 32.170-A	du 15	Mana Freddy Hatia	N° 32.238-A	du 16	Tau Ruita épouse Tiaahau
N° 32.171-A	du 15	Manaja Jean	N° 32.239-A	du 16	Tauraa Moae
N° 32.172-A	du 15	Maopi Teri	N° 32.240-A	du 16	Tautu Robert
N° 32.173-A	du 15	Mou Fat Vilgina	N° 32.241-A	du 16	Tuanoa épouse Mercier Lyta Vahineura
N° 32.174-A	du 15	Nehemia Eliane Maeva	N° 32.242-A	du 16	Tuheia Tehei Ingrid Rolande
N° 32.175-A	du 15	Panai Iosia	N° 32.243-A	du 16	Teipoarii Eritapeta épouse Mateau
N° 32.176-A	du 15	Poroi Vaihere	N° 32.244-A	du 16	Penehata Wolman
N° 32.177-A	du 15	Reva Rémi Teuru	N° 32.245-A	du 19	Maruae Lina épouse Maifano
N° 32.178-A	du 15	Tamahae Phinchasa Tiare	N° 32.246-A	du 19	Tapu Suzanne Rakutia
N° 32.179-A	du 15	Taumi épouse Iotua Gloria	N° 32.247-A	du 19	Faichetto Joséphine épouse Louveau
N° 32.180-A	du 15	Tehahetua Catherine épouse Lanteirès	N° 32.248-A	du 19	Hutihuti Aimée Tuarae
N° 32.181-A	du 15	Temauni Louis Sabana	N° 32.249-A	du 19	Mai Teriorai Marchal
N° 32.182-A	du 15	Teritau Lucien	N° 32.250-A	du 19	Make Kreura Sam
N° 32.183-A	du 15	Teritemauri Rahio	N° 32.251-A	du 19	Mamatui Thérèse Teretia
N° 32.184-A	du 15	Teuira épouse Ah-Lo Nadège Mareva	N° 32.252-A	du 19	Maraetelau Daniel
N° 32.185-A	du 15	Tinirau épouse Georget Aurélie	N° 32.253-A	du 19	Ora Karl Tarotehoa
N° 32.186-A	du 15	Tuhia Françoise épouse Putoa	N° 32.254-A	du 19	Peretia Warren Taimana
N° 32.187-A	du 15	Uberty Michel Maurice	N° 32.255-A	du 19	Pirato Monique
N° 32.188-A	du 15	Yu Tin Lionel Ariorai	N° 32.256-A	du 19	Pozzobon Fabien Félix Roland
N° 32.189-A	du 16	Marcade épouse Baudin Isabelle	N° 32.257-A	du 19	Pualitara Rudolphe Temarama
N° 32.190-A	du 16	Tehahe Jessica Edna	N° 32.258-A	du 19	Robson Hugues
N° 32.191-A	du 16	Mani épouse Vanaa Rita	N° 32.259-A	du 19	Talahio Vairaotoa
N° 32.192-A	du 16	Auraa Jacques Dominique	N° 32.260-A	du 19	Taupo Camélia Vahine épouse Papin
N° 32.193-A	du 16	Mu Wong Milton	N° 32.261-A	du 19	Teheura Tetahio Gustave
N° 32.194-A	du 16	Maoni Noël	N° 32.262-A	du 19	Teiva Léon Maitu
N° 32.195-A	du 16	Alereti Eliane Tauhia	N° 32.263-A	du 19	Teremate Teiva Auguste
N° 32.196-A	du 16	Aumeran Armand Tihoti	N° 32.264-A	du 19	Teupoorautoa Juliette Mateata épouse Tamauu
N° 32.197-A	du 16	Baron Sonia Maeva Jeanne	N° 32.265-A	du 20	Faaturai Tinimano Roberto
N° 32.198-A	du 16	Burns Bernadette	N° 32.266-A	du 20	Hamau épouse Tihata Teipoatahu
N° 32.199-A	du 16	Burns Georges Tekehu	N° 32.267-A	du 20	Izal Romina Maimiti Catherine
N° 32.200-A	du 16	Burns Karl Tihoti	N° 32.268-A	du 20	Kaiha Augustin Pautu
N° 32.201-A	du 16	Burns Sandra Vaea	N° 32.269-A	du 20	Kihapaa Frejean Mateata

N° 32.270-A du 20 Orirau Vahinerii
 N° 32.271-A du 20 Soriano Rosario épouse Pierre
 N° 32.272-A du 20 Tekurio Angéla
 N° 32.273-A du 20 Tetuanui Thérèse
 N° 32.274-A du 20 Tetuaraa Lionel Anatirau
 N° 32.275-A du 20 Utia Milly
 N° 32.276-A du 21 Thomas Marc Frédéric Joseph
 N° 32.277-A du 21 Besel Agnès Brigitte
 N° 32.278-A du 21 Convoi Antoine
 N° 32.279-A du 21 Eperania Landry Tehei
 N° 32.280-A du 21 Eperania Yolande Titaina
 N° 32.281-A du 21 Fessard Nicole Solange Roberte
 N° 32.282-A du 21 Hoto Leiana Tiare
 N° 32.283-A du 21 Huaa Terai
 N° 32.284-A du 21 Koheatu Ernest
 N° 32.285-A du 21 Llahi Laurent Raymond
 N° 32.286-A du 21 Poevai Jeandalle épouse Kokauani
 N° 32.287-A du 21 Taiarui Joséphine épouse Eperania
 N° 32.288-A du 21 Terimana Maire
 N° 32.289-A du 21 Tetoolfa Tepaitua
 N° 32.290-A du 21 Teuira Toarau épouse Elis
 N° 32.291-A du 21 Uura Rosine Tera
 N° 32.292-A du 21 Bourgeon Thierry Jean Jacques
 N° 32.293-A du 21 Deligny Sarah
 N° 32.294-A du 21 Hauata Maheaea épouse Anuu
 N° 32.295-A du 22 Heltaa Henri Tohetiaivevau
 N° 32.296-A du 22 Huta Sam
 N° 32.297-A du 22 Germain Luida épouse Teaotea
 N° 32.298-A du 22 Ly Fou Mai
 N° 32.299-A du 22 Mau Jean
 N° 32.300-A du 22 Mau Henriette
 N° 32.301-A du 22 Mau Uratua
 N° 32.302-A du 22 Otaha Pascal Iosua
 N° 32.303-A du 22 Pou Varoa Horokura
 N° 32.304-A du 22 Salmon Vahinetua épouse Arioehau
 N° 32.305-A du 22 Tehepuani Esther épouse Le Mayot
 N° 32.306-A du 22 Temanupaioura Elna épouse Teuira
 N° 32.307-A du 22 Temataholoa Poeimi épouse Hatitio
 N° 32.308-A du 22 Teraitepo épouse Tinorua Jacqueline
 N° 32.309-A du 22 Tinirau Farepa Taihara épouse Tahiatia
 N° 32.310-A du 22 Toromeho Mara Maheiatia
 N° 32.311-A du 22 Williams Ioane Rere Edeno
 N° 32.312-A du 22 Piot Patrick
 N° 32.313-A du 23 Lehartel Joseph Francis Rofai
 N° 32.314-A du 23 Tetopata Céline
 N° 32.315-A du 23 Chin Shing Chong Forrest
 N° 32.316-A du 23 Keou Yuk Wing Marie Louise Tuarae
 N° 32.317-A du 23 Mahuru Charles
 N° 32.318-A du 23 Mahuru Ray Charles Lionel Turatahi Fariua Heimanu
 N° 32.319-A du 23 Maoni Maima épouse Maruhi
 N° 32.320-A du 23 Maoni Stella épouse Cheng Tang Kivai
 N° 32.321-A du 23 Morvan Christian
 N° 32.322-A du 23 Pita Miroa
 N° 32.323-A du 23 Poroi Yann Naea Moehau
 N° 32.324-A du 23 Rai Josiane Riri épouse Papara
 N° 32.325-A du 23 Pouira Moe
 N° 32.326-A du 23 Taverre Michel
 N° 32.327-A du 26 Cabas Corinne Bettyna
 N° 32.328-A du 26 Cheung Min Yu dit Alexandre
 N° 32.329-A du 26 Collins Alexandre David
 N° 32.330-A du 26 Courtois Laurent Thierry Frédéric
 N° 32.331-A du 26 Iotua Louis
 N° 32.332-A du 26 Maurirere Francis
 N° 32.333-A du 26 Nani Manu épouse Paitia
 N° 32.334-A du 26 Poucan épouse Pourret Martine Michelle
 N° 32.335-A du 26 Putaratara Loma Tapahi
 N° 32.336-A du 26 Teiri Brigitte

N° 32.337-A du 26 Teiri Maria
 N° 32.338-A du 26 Tepoaitutaharoa-Tehahetua John Heifara
 N° 32.339-A du 26 Teritiaumihau Lorina
 N° 32.340-A du 26 Vautot Michaël Yohan Alexandre
 N° 32.341-A du 26 Teaea Nehemia
 N° 32.342-A du 26 Faoa Henri
 N° 32.343-A du 26 Lucas Mareva
 N° 32.344-A du 26 Taora Keru Keru
 N° 32.345-A du 26 Hapipi Tunui Rogatien
 N° 32.346-A du 28 Germain Alexandre Irea
 N° 32.347-A du 28 Paparai Mirella Moeava
 N° 32.348-A du 28 Salmon épouse Ganivet Teipotemarama
 N° 32.349-A du 28 Perrot Yves
 N° 32.350-A du 28 Deane épouse Soucat Mima Tevahitua
 N° 32.351-A du 28 Degage Mereaine
 N° 32.352-A du 28 Delion Karine Mareva
 N° 32.353-A du 28 Faataura Stelio
 N° 32.354-A du 28 Frere Bruno Louis Georges
 N° 32.355-A du 28 Hatitio Irène
 N° 32.356-A du 28 Iotefa Céline Vaihana
 N° 32.357-A du 28 Iotefa Luce Matirina
 N° 32.358-A du 28 Mai Alphonse
 N° 32.359-A du 28 Maehuri Alain Tera
 N° 32.360-A du 28 Manate Conchita Dalhia Marguerita Vaitomina
 N° 32.361-A du 28 Manate Gemma Verani
 N° 32.362-A du 28 Manate Muriel Tumatarai
 N° 32.363-A du 28 Marguiraut Yann Yves Pierre Jacques
 N° 32.364-A du 28 Mii épouse Utia Sidonie Mariama
 N° 32.365-A du 28 Paparai Pierrette Mateata Noëlle
 N° 32.366-A du 28 Pito Aurau Blondine
 N° 32.367-A du 28 Taharia Time
 N° 32.368-A du 28 Taimana Jean Louis Etarona
 N° 32.369-A du 28 Tartinville Nathalie Marguerite Simone
 N° 32.370-A du 28 Tatarata Juanita Heipua
 N° 32.371-A du 28 Tehaamana Arié Christophe
 N° 32.372-A du 28 Tehaamana épouse Fanaura Clotilde Vaeari
 N° 32.373-A du 28 Teipoarii épouse Tufariau Tehei
 N° 32.374-A du 28 Tepa Christophe Teehu
 N° 32.375-A du 28 Tereua Marco Hauri
 N° 32.376-A du 28 Tereua Frédéric
 N° 32.377-A du 28 Teri Wilfrid
 N° 32.378-A du 28 Terihapuare Heiarii Thierry
 N° 32.379-A du 28 Terihapuare épouse Topa Esther Miriama
 N° 32.380-A du 28 Tetainuanuari Henri Tetu
 N° 32.381-A du 28 Toa Temaeva
 N° 32.382-A du 28 Toromona Valentino
 N° 32.383-A du 28 Tuhoé épouse Ihorai Vahinerii Kapitagatahunui
 N° 32.384-A du 28 Tuua Charline Uratua
 N° 32.385-A du 28 Vaea épouse Tamata Ida
 N° 32.386-A du 28 Florès épouse Mou-Sing Eugénie Teuru
 N° 32.387-A du 28 Mamea Patrick
 N° 32.388-A du 28 Maono Gilles Tuterai Nohola
 N° 32.389-A du 28 Morenda Robert
 N° 32.390-A du 28 Nauta épouse Sanchez Louise
 N° 32.391-A du 28 Orlandi Graziano
 N° 32.392-A du 28 Punu Ithos Faataura
 N° 32.393-A du 28 Taiarui Estelle Tetuanui
 N° 32.394-A du 28 Tainuanuari Denis
 N° 32.395-A du 28 Tainuanuari Denise Moeata
 N° 32.396-A du 28 Tainuanuari Graziella
 N° 32.397-A du 28 Tainuanuari Isidore Isoba
 N° 32.398-A du 28 Tainuanuari épouse Tauraatua Martine
 N° 32.399-A du 28 Tchen Lam Jean-Louis
 N° 32.400-A du 28 Teai Thierry Temaulari
 N° 32.401-A du 28 Teaurua Mere Roti
 N° 32.402-A du 28 Teheura Benjamin
 N° 32.403-A du 28 Teihotu Hiro
 N° 32.404-A du 28 Teihotaata Teriifaahi Pierre

N° 32.405-A du 28 Tematua épouse Florès Mary
 N° 32.406-A du 28 Tetuaaraia Therapureari Elena
 N° 32.407-A du 28 Tetuanui Tetuanui
 N° 32.408-A du 28 Tetuanui épouse Tirao Tieddy
 N° 32.409-A du 28 Teuira Arielle Vaitiare
 N° 32.410-A du 28 Teuira Jean Pierre Tutavae
 N° 32.411-A du 28 Teuira Jérôme
 N° 32.412-A du 28 Teuira Julien Itaita
 N° 32.413-A du 28 Teuira Marc Teuira
 N° 32.414-A du 28 Toofa Lucienne Teumere
 N° 32.415-A du 28 Tupuai Taaroa
 N° 32.416-A du 29 Naea épouse Tufaimaea Hetetera Gyptis
 N° 32.417-A du 29 Rehia épouse Taihau Eugénie Meripa
 N° 32.418-A du 29 Raufauore épouse Tainuanui Mitara Faustine
 N° 32.419-A du 29 Tehiva Scilly Paea
 N° 32.420-A du 29 Hachet Frédéric André
 N° 32.421-A du 29 Meuel Jean François Guy
 N° 32.422-A du 29 Chabaud Philippe Jean Robert
 N° 32.423-A du 29 Muller épouse Milhaud Alexandra Nathalie
 N° 32.424-A du 29 Temauri Boby Tehei
 N° 32.425-A du 29 Heiata Hilda
 N° 32.426-A du 29 Gleize Olivier
 N° 32.427-A du 29 Cormier Philippe Jacques
 N° 32.428-A du 29 Sylvain Kito Valea
 N° 32.429-A du 29 Tupana Vanessa
 N° 32.430-A du 29 Barrois Nicolas Jean William
 N° 32.431-A du 29 Topa Elinne Tehoho
 N° 32.432-A du 29 Afo Ututino
 N° 32.433-A du 29 Autai épouse Orbeck Yvana
 N° 32.434-A du 29 Cheng Tang Kivali Eva
 N° 32.435-A du 29 Chin Shing Chong Brenda
 N° 32.436-A du 29 Deane Paul
 N° 32.437-A du 29 Deligny épouse Tinirau Natoatafitutelea
 N° 32.438-A du 29 Fareata Félix
 N° 32.439-A du 29 Gooding Herenui Valérie
 N° 32.440-A du 29 Hauata Mata
 N° 32.441-A du 29 Kavera Victorine Tevaite
 N° 32.442-A du 29 Mara Tamata
 N° 32.443-A du 29 Picard Nathalie Ahuura
 N° 32.444-A du 29 Pita Tavita
 N° 32.445-A du 29 Prot Virginie Claudine Jany
 N° 32.446-A du 29 Sekkaki Jabil
 N° 32.447-A du 29 Taha Danielle Dolorès Teipoariitehuatiarehamoa
 N° 32.448-A du 29 Tematahotoa Tautu
 N° 32.449-A du 29 Terorotua Firta
 N° 32.450-A du 29 Tetoola épouse Teavae Louise Maramahiti Mauna
 N° 32.451-A du 29 Tetuaero épouse Peretia Mireta
 N° 32.452-A du 29 Tissot Alfred Teahinavaiaatuhuatama
 N° 32.453-A du 29 Titi Georges
 N° 32.454-A du 29 Toms David Frédéric
 N° 32.455-A du 29 Topa Jean Tairitua
 N° 32.456-A du 29 Won Fook Christine
 N° 32.457-A du 30 Chavez Hoyd Vaiani Yannick
 N° 32.458-A du 30 Tatoua Française
 N° 32.459-A du 30 Tauhiro épouse Tinirau Denise
 N° 32.460-A du 30 Taumu-Teavaearai épouse Chang Roatina
 N° 32.461-A du 30 Amaru Vini
 N° 32.462-A du 30 Chung Si Nam épouse Maruhi Marie-Thérèse
 N° 32.463-A du 30 Chung Si Nam Maurice
 N° 32.464-A du 30 Chung Si Nam épouse Teiri Nathalie
 N° 32.465-A du 30 Faaita Vini
 N° 32.466-A du 30 Faatirau Masailino Tu
 N° 32.467-A du 30 Faoua Jaroslav
 N° 32.468-A du 30 Farauru Tetuaaea
 N° 32.469-A du 30 Labaste Rose Mairy
 N° 32.470-A du 30 Lienard Andréa Yannick Wilfried
 N° 32.471-A du 30 Maoni Clémentine
 N° 32.472-A du 30 Maruhi Hugo

N° 32.473-A du 30 Missier Laurent
 N° 32.474-A du 30 Mooroo Etetera
 N° 32.475-A du 30 Nougatrolles Pierre Noël Camille
 N° 32.476-A du 30 Tanematea Nelson
 N° 32.477-A du 30 Tehahe Monfed
 N° 32.478-A du 30 Tehaipuani Hinanui Médée
 N° 32.479-A du 30 Tehoiri Teva
 N° 32.480-A du 30 Teiho épouse Faua Tara
 N° 32.481-A du 30 Teiri Paata Hinerava
 N° 32.482-A du 30 Tupai épouse Feung Angéline Tevahineathutua
 N° 32.483-A du 30 Tetuanui Germain
 N° 32.484-A du 30 Tetumu Rodrigue Narii
 N° 32.485-A du 30 Utia Caroline

Inscriptions de sociétés

N° 6.834-B du 2 "Agence maritime de la Polynésie française" S.A.R.L. "A.M.P.F."
 N° 6.835-C du 2 S.C.I. "Gold-Windows"
 N° 6.836-C du 2 S.C.P. "Tahima"
 N° 6.837-C du 2 S.C.D. "Attribution Vetea-Niuhiti"
 N° 6.838-C du 2 S.C.I. "Hani"
 N° 6.839-C du 5 S.C. "Tchen and Sangué"
 N° 6.840-B du 5 S.N.C. "Bigeard & Merklen"
 N° 6.841-B du 8 S.A.R.L. "Tiki Bob"
 N° 6.842-B du 8 S.C.N. "Orovini Parking"
 N° 6.843-B du 12 S.N.C. "Te Vaka"
 N° 6.844-C du 12 S.C.I. "Tiniya Polynésie"
 N° 6.845-C du 14 S.A.R.L. "Tiare Moorea Transports"
 N° 6.846-C du 19 S.C.I. "Fareani"
 N° 6.847-B du 19 E.U.R.L. "Enkai"
 N° 6.848-C du 20 S.C.I. "A.T.C."
 N° 6.848-B bis du 23 S.A.R.L. "Polynésie Formation"
 N° 6.849-C du 23 S.C.I. "Ramata"
 N° 6.850-C du 23 S.C.I. "Les écureuils du Pic Vert"
 N° 6.851-B du 26 S.A.R.L. "A.A.A. dépannage S.O.S. Pacific dépannage Waterais"
 N° 6.852-B du 28 S.A.R.L. "Huahine Marine Transport" H.M.T.
 N° 6.853-B du 29 S.N.C. "Ihitua"
 N° 6.854-B du 29 S.A.R.L. "Maraamu Ii"
 N° 6.855-B du 29 S.N.C. "Narutea"
 N° 6.856-C du 30 S.C.I. "V.G.B."
 N° 6.857-C du 30 S.C.I. "Ari E"

Radiations de personnes physiques

N° 10.954-A du 1er Mahanora Richard
 N° 24.507-A du 1er Sarazin Patrick René
 N° 25.115-A du 1er Terou Gilbert
 N° 29.591-A du 1er Breton épouse Perelli Sylvette Philippe Noëlle
 N° 30.384-A du 1er Linaud Christiane
 N° 30.858-A du 1er Clark Augustine Muriama
 N° 31.834-A du 1er Teurua Edouard
 N° 31.761-A du 1er Tepea Pascal
 N° 8.167-A du 1er Tenierooteral Daniel
 N° 25.773-A du 1er Perrenou Jean Marie
 N° 28.168-A du 1er Bresson Louis Martin Joseph
 N° 29.413-A du 1er Ly Jean Pierre
 N° 30.077-A du 1er Taerea Corinne
 N° 30.769-A du 1er Rupea épouse Manate Michellem
 N° 25.351-A du 1er Yongue Andy
 N° 25.953-A du 2 Pea Henri
 N° 29.847-A du 2 Pan-Si Eliza Hina
 N° 29.978-A du 2 Hun Monique Odette Pierrette
 N° 22.245-A du 2 Uura Tenuare
 N° 30.437-A du 2 Tetuanui Solange Moea
 N° 30.996-A du 2 Bennett Vaite
 N° 26.257-A du 5 Apo Tamata
 N° 30.085-A du 5 Mazaud Frédéric
 N° 26.589-A du 6 Dordillon Yvette

N° 12.249-A du 7 Duine Patrick
 N° 30.311-A du 7 Teariki Georgio
 N° 29.839-A du 7 Pihahuna Harvey
 N° 23.714-A du 7 Teura Francis
 N° 23.407-A du 7 Bocher Jean-Claude
 N° 18.654-A du 7 Maueau Albert Timi
 N° 18.707-A du 7 Lau Michel
 N° 18.599-A du 7 Mahinepeu Anne
 N° 30.492-A du 7 Malardé Maïte
 N° 31.586-A du 7 Puniava Tahia
 N° 10.046-A du 8 Ragivaru Tetautua
 N° 24.686-A du 8 Cummings Samuel
 N° 27.189-A du 8 Maire épouse Brillant Gisèle
 N° 30.586-A du 8 Juventin Jacqueline
 N° 30.700-A du 8 Juventin Laure Orhena
 N° 31.687-A du 8 Cabas Suzy
 N° 24.098-A du 9 Palmer Jeff
 N° 29.297-A du 9 Faatoa Pierre
 N° 30.064-A du 9 Williams Théodora
 N° 30.001-A du 9 Sarciaux Nuutea
 N° 30.209-A du 9 Poheroa Pita
 N° 30.809-A du 9 Mapuhi épouse Tsiou-Fouc Alphonsine
 N° 31.368-A du 9 Tauhiro Heeroa
 N° 31.100-A du 12 Deane Alice
 N° 30.953-A du 12 Teiri Odette
 N° 30.941-A du 12 Anihia Vetea
 N° 30.627-A du 12 Chung Kau Elisa
 N° 30.404-A du 12 Tehaai Jean
 N° 27.244-A du 12 Vahinemoea Fay
 N° 1.732-A du 12 Tching Faarua
 N° 23.612-A du 12 Maihota Samuel
 N° 25.485-A du 12 Santa Tugdual
 N° 30.139-A du 12 Chapman Dorita
 N° 30.393-A du 12 Teritahi Yolinda
 N° 31.089-A du 12 Chambard Francis Paul
 N° 25.684-A du 12 Taiore Viriamu
 N° 6.371-A du 13 Uahia Delphine
 N° 21.589-A du 13 Poulin Bernard
 N° 25.482-A du 13 Avaoru Manauhi Michel
 N° 27.164-A du 13 Lanteirès Rodolph
 N° 29.932-A du 13 Tardivel Evelynne
 N° 30.760-A du 13 Durieux Jean Raymond
 N° 30.358-A du 13 Letreguilly Françoise
 N° 30.090-A du 14 Fusade Marie
 N° 18.609-A du 14 Luine Jacques
 N° 27.999-A du 14 Trondle Jean Marc
 N° 25.660-A du 14 Mataoa Tematai Myron
 N° 24.340-A du 14 Guirao Patrice
 N° 7.343-A du 15 Chong Fook épouse Leou Pau Sin Tahie
 N° 25.413-A du 15 Fare Annette
 N° 24.336-A du 15 Farauru Angèle
 N° 18.977-A du 15 Haotai Ernest
 N° 29.563-A du 16 Moukan Tse Man Fat
 N° 27.979-A du 16 Guilloux Heiata
 N° 30.450-A du 16 Tetuanui Ferdinand
 N° 27.131-A du 16 Maraëura Linda
 N° 29.130-A du 16 Tuaiva Jean-Paul
 N° 26.673-A du 16 Samin Ameu
 N° 25.829-A du 16 Tong épouse Chene Cheung Shi
 N° 24.715-A du 19 Tapii Tutapu
 N° 24.577-A du 19 Temataru Stéphane
 N° 26.348-A du 19 Tibi Gérard
 N° 27.066-A du 19 Vahapata Noël
 N° 31.754-A du 19 Martin Emile
 N° 31.763-A du 19 Teritau-Ena Victorine
 N° 30.075-A du 19 Clenet Jean Christophe
 N° 31.604-A du 19 Mataitai Mena
 N° 31.278-A du 20 Temanahamoo Heidi
 N° 28.167-A du 20 Terinatoofa Gino
 N° 25.440-A du 20 Gueguen épouse Lacoste Yvonne

N° 15.324-A du 21 Michel Jean-Claude
 N° 17.891-A du 21 Teto Bobino
 N° 26.383-A du 21 Marere Léon
 N° 30.669-A du 21 Garda Philippe
 N° 24.345-A du 22 Lucas Juliana
 N° 27.609-A du 22 El Mchachi épouse Golombek Assma
 N° 27.738-A du 22 Tekurio Mélanie
 N° 27.815-A du 22 Prak Dominique
 N° 24.773-A du 22 Ching Ferdinand
 N° 31.202-A du 23 Tuaiva épouse Faoa Odette
 N° 31.138-A du 23 Taputu Clément
 N° 31.049-A du 23 Bruneau Ricardo
 N° 30.631-A du 23 Yuan Jean-Pierre
 N° 30.604-A du 23 Ly Siu Moeata
 N° 30.443-A du 23 Maraetaata Loyna
 N° 30.398-A du 23 Fanautahi Paul
 N° 29.310-A du 23 Teai Anatole
 N° 16.216-A du 23 Bensimhou Guy
 N° 27.683-A du 26 Hauata épouse Temahuki Yvette
 N° 27.243-A du 26 Teotahi Victor
 N° 29.471-A du 26 Vahapata James
 N° 29.928-A du 26 Kretcy Renaud
 N° 30.520-A du 26 Temauriora Monia
 N° 32.256-A du 26 Pozzobon Fabien
 N° 17.108-A du 26 Teagai Maria
 N° 23.880-A du 26 Tatoa épouse Tuhoe Brigitte
 N° 24.705-A du 26 Pere Francis
 N° 29.009-A du 26 Ahini épouse Tehu Annick
 N° 30.176-A du 26 Mapu Mateiuru
 N° 22.386-A du 28 Lafforgue Patrice
 N° 6.582-A du 28 Salmon Georges
 N° 26.680-A du 28 Taimana Peretai
 N° 26.813-A du 28 Marquis épouse Pinson Marie Thérèse
 N° 29.023-A du 28 Kokauani épouse Tauapao Suzanne
 N° 29.853-A du 28 Pito épouse Teihotu Aie
 N° 30.445-A du 28 Goupil Virginie
 N° 31.146-A du 28 Teritua épouse Tehetia Florée
 N° 31.825-A du 28 Lacour épouse Neuffer Eugène
 N° 31.784-A du 28 Teri Marama
 N° 24.558-A du 28 Kavera Pauline
 N° 30.163-A du 28 Teauna Naumi
 N° 30.272-A du 28 Bennett Cécile
 N° 30.964-A du 28 Reynolds Christopher
 N° 31.335-A du 28 Tepava Georges
 N° 31.885-A du 28 Tufanui épouse Poéal Elisabeta Taputapu
 N° 18.344-A du 29 Mazarguik Jean
 N° 18.857-A du 29 Clair épouse Prigent Marie-Claude
 N° 6.187-A du 29 Tuteamaru épouse Pavaoua Terehau
 N° 25.081-A du 29 Tauhiro Lydia
 N° 29.943-A du 29 Temeehu Amona
 N° 31.952-A du 29 Begat épouse Tissot Georgette
 N° 24.665-A du 30 Goupil Guillaume
 N° 24.953-A du 30 Mu Camelia
 N° 30.027-A du 30 Kehauri Virginie
 N° 31.067-A du 30 Foster épouse Lambert Lucia
 N° 31.277-A du 30 Michel Alain

Radiations de sociétés

N° 5.258-B du 2 S.A.R.L. "Hap Sine"
 N° 5.063-B du 12 S.A.R.L. "Vaitiare"
 N° 2.751-B du 12 S.A.R.L. "Rocama"
 N° 6.329-C du 29 "Rouga"
 N° 4.980-B du 30 E.U.R.L. "Tahiti Pavés"

Fait à Papeete, le 10 novembre 1998.
 Le greffier en chef,
 C. LY.

SOCIÉTÉ Océanienne de Mécanique "SOMECA"**S.A.R.L. au capital de 1.200.000 F CFP****Siège social : Papeete, allée Pierre-Loti, Titioro***Avis de constitution*

Suivant acte sous seings privés établi à Papeete le 30 octobre 1998, il a été constitué une entreprise ayant les caractéristiques suivantes :

*Forme : Société à responsabilité limitée.**Dénomination sociale : SOCIÉTÉ Océanienne de Mécanique, par abréviation "SOMECA".**Siège social : Papeete, allée Pierre-Loti, Titioro.**Objet social : L'entretien, la réparation, la mécanique de tous moteurs, automobiles, camions, bétonnières, engins et généralement tous matériels de transport, matériels et outillages.**Capital social : 1.200.000 F CFP, divisé en 120 parts de 10.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées, représentant des apports en numéraire.**Durée : 99 années à compter de la date d'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce.**Gérance : MM. Jean-Pierre MONY, demeurant à Punaauia, résidence Taina, et Claude GODEFROY, demeurant à Punaauia, P.K. 11.300, résidence Jambolana.**Cession des parts sociales : La cession entre associés est libre. La cession à des tiers non associés requiert le consentement de la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.**Immatriculation : L'entreprise sera immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Papeete**Pour avis,
La gérance.***E.U.R.L. "E.C.P.S."****Société à responsabilité limitée de type unipersonnel
au capital de 3.000.000 F CFP****Siège social : Rue Marc-Blanc, Fariipiti,****B.P. 4580 Papeete****R.C.S. 5923 B - N° TAHITI 373 951**

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 6 novembre 1998 à Papeete, il a été procédé aux modifications suivantes :

*Art. 7.— Capital social**Ancienne mention*

Le capital social est fixé à la somme de 3.000.000 F CFP.

Nouvelle mention

Le capital social est fixé à la somme de 9.400.000 F CFP.

*Art. 15.— Gérant**Ancienne mention*

M. Yannick LOWGREEN est nommé 1er gérant de la société.

Nouvelle mention

Sont nommés cogérants : M. Yannick LOWGREEN, M. JAMBET Joël et la S.A.R.L. S.D.A. FRANCE, représentée par son gérant M. PLESSARD Patrick.

*Art. 3.— Dénomination**Ancienne mention*

La société prend la dénomination de E.U.R.L. Cocotiers polynésiens services.

Nouvelle mention

La société prend la dénomination de S.A.R.L. Arbres, paysage, environnement, en abrégé A.R.P.E.N.

*Art. 4 : Siège social**Ancienne mention*

Le siège social de la société est fixé à Papeete, rue Marc-Blanc, Fariipiti.

Nouvelle mention

Le siège social de la société est fixé à Arue, quartier Bonno.

Pour avis,

Le représentant légal.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
85, rue du Commandant-Destreumeau
Papeete - TAHITI

Aux termes d'un acte reçu par Me CLEMENCET le 13 novembre 1998, contenant cession de parts dans la société à responsabilité limitée LE PECHEUR, au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège est à Paopao, Moorea, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le numéro 5.044 B, M. Claude FOLLANA, gérant de société, demeurant à Paopao, P.K. 5.900, a été nommé gérant pour une durée illimitée, aux lieux et place de M. Bernard PROCUREUR, gérant démissionnaire.

Modification des mentions soumises à publicité :

Ancienne mention

Gérant : M. Bernard Jean-Marie Ghislain PROCUREUR.

Nouvelle mention

Gérant : M. Claude FOLLANA.

R.C.S. de Papeete.

*Pour avis,
Le notaire.***S.N.C. YEOU ET ASSOCIÉS (SODI MARINE)****Société en nom collectif****au capital de 40.000.000 F CFP****Siège social : Zone industrielle de Fare Ute****Papeete - TAHITI****R.C. 3138 B***Avis de publicité*

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 4 novembre 1998, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 4 novembre 1998 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur M. Paul YEOU CHICHONG, demeurant à Papeete, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à Papeete, zone industrielle de Fare Ute, immeuble Sodiva, B.P. 1724 Papeete.

*Pour avis,
Le liquidateur.*

L'ATELIER
Société en nom collectif
au capital de 100.000 F CFP
Siège social : Pirae, Tahiti

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 17 novembre 1998, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société en nom collectif.

Dénomination : L'ATELIER.

Objet : La fabrication par tout moyen de bijoux de luxe et de fantaisie ou d'objets de fantaisie.

Siège social : Pirae, quartier école Saint-Michel, Tahiti.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 100.000 F CFP, composé uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : M. Jean-Paul Marquion, demeurant à Pamatai, Tahiti.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
 Le représentant légal.

PARFUMERIE SACHET INDUSTRIE
S.A.R.L. au capital de 5.000.000 F CFP
Siège social : Tipaerui
R.C. n° 3.907 B - n° Tahiti 210.047

Nomination d'un nouveau gérant
(14 décembre 1997)

Ancienne mention

M. Raymond SCHMITT.

Nouvelle mention

M. Jean-Claude MARTELLI.

Pour avis,
 La gérance.

Me Marc OUTIN, avocat

Je soussigné, Me Marc OUTIN, avocat exerçant à Papeete, 10, avenue Bruat, centre Bruat, 1er étage, B.P. 2544 Papeete 98713, tél. (689) 43.59.49, fax (689) 45.00.92, certifie que suivant requête adressée au tribunal civil de première instance de Papeete, M. François Marie Emmanuel CHEVILLOTTE, cadre de banque, né à Linselles (nord) le 13 mai 1945, de nationalité française, et Mme Noëlle Yvonne Maria HURET, sans profession, née à Saïgon (Viêt-Nam) le 3 décembre 1952, de nationalité française, mariés sans contrat préalable sous le régime français de la communauté légale de biens réduite aux acquêts au consulat de France à Niamey (République du Niger) le 19 décembre 1969, demeurant ensemble en Polynésie française, île de Tahiti, à Punaauia, lotissement Taina, allée des tipaniers, B.P. 130 Papeete, ont demandé l'homologation de l'acte authentique reçu par Me Gilles HEYTIENNE, notaire à Noirmoutier en l'île le 6 août 1998, aux termes duquel ils entendent modifier leur régime matrimonial de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, en y ajoutant une clause se substituant à toute disposition légale correspondante stipulant que : "en cas de dissolution de la communauté par le décès de l'un

d'entre eux, tous les biens meubles et immeubles qui composeront ladite communauté sans exception, appartiendront en pleine propriété au survivant, sans que les héritiers ou représentants du prédécédé puissent prétendre y avoir aucun droit, même pour les biens ou deniers entrés en communauté du chef de leur auteur. Cette stipulation s'appliquera, qu'il existe ou non des enfants du mariage, et s'il en use, le survivant sera seul tenu d'acquitter toutes les dettes de la communauté."

Me Marc OUTIN.

ANNONCES DIVERSES

ERRATUM à l'association artisanale ARERATAI TAMARII RURUTU

Le présent bureau remplace celui paru au J.O.P.F. n° 46 du 12 novembre 1998, à la page 2372.

Présidente d'honneur	:	TEINAORE Aida
Présidente	:	TAVITA Tepapanui
Vice-présidente	:	LY Joanna
Secrétaire	:	TAVITA José
Secrétaire adjoint	:	TAVITA Thierry
Trésorière	:	PAI Yvanna
Trésorier adjoint	:	TAVITA Sébastien

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
 DE L'ECOLE PUBLIQUE DE FAKAHINA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 septembre 1998)

Président	:	TEFAU Stéphanasi
Vice-président	:	TEHU Jean-Louis
Secrétaire	:	TEHU Annick
Secrétaire adjoint	:	RAI Tehina
Trésorier	:	TEHU Marau
Trésorière adjointe	:	TEFAU Manuia

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
 DU COLLEGE DE PAEA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 novembre 1998)

Présidente	:	ADAMS Martha
Vice-président	:	MAOPI Rahiti
Secrétaire	:	LELOUP Nella
Secrétaire adjoint	:	WALLON Jean-François
Trésorier	:	GARREAU Alain
Trésorier adjoint	:	HERMAN Philippe

ASSOCIATION ARTISANALE TETAU HERE NO PIRAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 novembre 1998)

Présidente	:	TEHAHE Louise
Vice-présidente	:	TEHAHE Lucile
Secrétaire	:	TEHAHE Maima
Trésorière	:	FERRAND Vaite

ASSOCIATION FAMILIALE MAIHEA-MARAE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 octobre 1998)

Président : TIMO Mahia
 Vice-président : TANGI Tahuka
 Secrétaire : LEHEILLEX Hinano
 Secrétaire adjointe : AILLOUX Mélanie
 Trésorière : LEHEILLEX Marangi
 Trésorière adjointe : TIMO Elma
 Assesseurs : TCHONG Turuhinahina
 THOMAS Marie
 TEMAURI Ioane
 KAUA Fareari

**ASSOCIATION TEUIARAI A TEIHOTU TE PATUROA
MATA NEVA NEVA MATA ARO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 septembre 1998)

Président : TARUOURA Tanihia
 Vice-présidents : TARUOURA Ralph
 TARUOURA Privat
 Secrétaire : SAVRIACOUTY Jeanne
 Secrétaires adjointes : TARUOURA Rosalie
 TUORAA Maeva
 Trésorier : TEANINIURAITEMOANA Lewis
 Trésoriers adjoints : BATTIG Lucie
 TEANINIURAITEMOANA J-Pierre
 Assesseurs : TARUOURA Didier
 TARUOURA J-Jacques
 TEAMO Danny
 MEREHAU Henriette
 TUORAA Esméralda
 TUORAA TEUIARAI Tehapai
 JORDAN Frédéric
 TARUOURA Jeannette

ASSOCIATION AI'A API**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(5 novembre 1998)

Présidents d'honneur : TINIRAUARII Heiura
 TEREINO Taionia
 TEUIRA Tavita
 Président : VERNAUDON Emile
 Vice-présidents : FLOHR Henri
 TEAHU Angèle
 PITO Théophile
 DEANE Richard
 Secrétaire : YEE ON Léonce
 Secrétaire adjointe : MANATE Yasmine
 Trésorier : BULLARD Joël
 Trésorier adjoint : VERNAUDON François
 Chargés des relations extérieures : TAHUTINI Léon
 PEU Claude
 Commissaires aux comptes : TEREINO Rihau
 WONG Frédéric
 Conseillers techniques : BORG Francette
 VERNAUDON Karl
 MANU Nono
 TAIARUI Heifara
 PENI Georges

COOPERATIVE DU COLLEGE DE PAEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(29 octobre 1998)

Présidente : CHANFOUR Suzanne
 Secrétaire : FRY Dora
 Secrétaire adjoint : DESPERIERS Jean-Pierre
 Trésorier : ADAMS Lionel, Earl
 Trésorier adjoint : LALEU François

**COOPERATIVE DE L'ECOLE PRIMAIRE
DE MARAA-PAEA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 août 1998)

Président : FROGIER Jean-Marc
 Vice-présidente : LAGARDE Josette
 Secrétaire : REY Nathalie
 Secrétaire adjointe : CHAMPS Noéline
 Trésorier : TSING Alexandre
 Trésorier adjoint : LO YOU Atene

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE TEMARAMARAMA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 octobre 1998)

Président : GALLAND Thierry
 Vice-président : TEHETIA Gatien
 Secrétaire : ARAKINO Albertine
 Trésorière : KAUA Jeanne
 Trésorière adjointe : KAUA Melba

COOPERATIVE SCOLAIRE DE TAKAPOTO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 septembre 1998)

Président : GALLAND Thierry
 Vice-présidente : ARAKINO Albertine
 Secrétaire : KAUA Ginette
 Secrétaire adjointe : HAUMANI Thérèse
 Trésorière : KAUA Melba

**ASSOCIATION SYNDICALE DES COPROPRIETAIRES
DE LA RESIDENCE MAREVA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 avril 1998)

Président-trésorier : BALLANCHE Philippe
 Vice-président : SAVOIE Patrick
 Secrétaire : FOUQ-SUNG Désiré

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
DE VAITAHU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 octobre 1998)

Présidente : DUCHEK Raina
 Secrétaire : MAHAA Céline
 Trésorière : ANIAMIOI-BARSINAS Valérie
 Membres : BURNS Nauta
 KOKAUANI Marie-Claire

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE MAEVA-HUAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 octobre 1998)

Président : LEFORT Jean-Paul
Vice-président : FAAHU Georges
Secrétaire : ZAVAN Christophe
Secrétaire adjoint : FAAHU Robert
Trésorier : EBBS Edmond
Trésorière adjointe : TAINANUARII Madeleine
Assesseeurs : MAITERAI Gérard
TAMATA Jacqueline

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE CHARLES-VIENOT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 septembre 1998)

Présidente : ANFRIE Marie-Céline
Vice-présidente : PIERRE-NICOLAS Yasmina
Secrétaire : WANG SANG Linda
Secrétaire adjointe : TCHUNG Eliane
Trésorière : REONE Véronique
Trésorières adjointes : TAAE Aline
LIENARD Marcelle
Assesseeur : TAEATUA Edgard

ASSOCIATION SPORTIVE DU C.E.S. DE PAOPAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 octobre 1998)

Présidente : VERNHES-BIANCHI Françoise
Secrétaire : BURGAUD Alain
Trésorier : BAGUET Jean-Claude
Membres professeurs : BONNEFOY Bruno
BONNET Véronique
Membres parents : TERII Hélène
RAPARII Léonita
Membres élèves : HARING Mara
TAIRAPA Vairani
GENTON Alexandre

ASSOCIATION SPORTIVE OPUTAHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 octobre 1998)

Président : MAHANORA William
Vice-président : BAMBRIDGE John
Secrétaire : MAHANORA Gloria
Secrétaire adjointe : NAORE Greta
Trésorier : TERIINOHO Médar
Trésorier adjoint : SCOTARECK Herehia

JUDO-CLUB DE PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 juin 1998)

Président : CONDAMINES Jean-Pierre
Vice-président : NARS Jacques
Secrétaire : DELCROS Jean-Paul
Trésorière : KIENLEN Tehina
Assesseeur : BEAUMONT Bernard

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU LYCEE PAUL-GAUGUIN

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 septembre 1998)

Présidente : TERAIRUE Charlotte
Vice-président : GLEIZES Christian
Secrétaire : SANQUER Juliana
Secrétaire adjointe : TEMARII Claire
Trésorier : MEUNIER Jean
Trésorier adjoint : TETUANUI Eugène

ASSOCIATION RAROMATAI SANTE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 mars 1998)

Présidente : MAROUILLE Sandrine
Vice-présidents : COLIN Claude
COSTE Etienne
Secrétaire : ROCARD Sylvie
Secrétaire adjointe : DUSSERRE Marion
Trésorière : BORRI Sylviane
Trésorière adjointe : HALLION Nathalie
Membre actif : BOSC Claudine

COOPERATIVE DU CENTRE DES JEUNES ADOLESCENTS DE FAAROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 octobre 1998)

Présidente : FAUA Valérie
Vice-présidente : MAUPHAS Hina
Secrétaire : SCHMIDT Roina
Secrétaire adjoint : SANQUER Guy
Trésorier : DEBALMANN Noël
Trésorier adjoint : MOURIN Gino

ASSOCIATION FAMILIALE CONSORTS RUAREI PORI-TEAHUTINI RAIHAAMANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 mars 1998)

Président d'honneur : PIHATARIOE Max
Président : LETOURNEUX Teuira
Vice-présidente : FAREROI Stella
Secrétaire : HAUSIA Fanny
Secrétaire adjointe : DEAN Maima
Trésorière : TIAPOI Jeanne
Trésorier adjoint : TEINAURI Terai
Commissaire aux comptes : PORI Tiaipoi

ASSOCIATION FAMILIALE PAPAROA TITIRO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 septembre 1998)

Président : MARUARAI Teura
Vice-président : TETUANUI Terii
Secrétaire : MARUARAI Martin
Secrétaire adjointe : CATTIAUX Vahinemoea
Trésorière : MARUARAI Diana
Trésorière adjointe : BUCHIN Marie-Joséphine

ASSOCIATION SPORTIVE VAI NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 septembre 1998)

Présidente	: OTTO Géraldine
Vice-président	: AH-SCHA Hervé
Secrétaire	: TEKOHUOTETUA Jean-Noël
Secrétaire adjoint	: PAUTU Matthieu
Trésorier	: OTTO Dominique
Trésorier adjoint	: FOUCAUD Jacques

ASSOCIATION SPORTIVE DU C.J.A. DE FAAROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 octobre 1998)

Président	: DEBALMANN Noël
Vice-présidente	: PATER Ahutiare
Secrétaire	: TARANO Nadia
Secrétaire adjoint	: MOURIN Gino
Trésorier	: RUPEA Jean-Louis
Trésorier adjoint	: SANQUER Guy

ASSOCIATION AUNUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 septembre 1998)

Président	: PARAU Carlsen
Vice-président	: TAPUTU Patia
Secrétaire	: TEINAURI Poema
Secrétaire adjoint	: VANAA Jeffery
Trésorier	: TAPUTU Piritua
Trésorier adjoint	: TUHITI Larice

ASSOCIATION ARTISANALE TE TIARE OPUHI TARONA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 octobre 1998)

Présidents d'honneur	: OOPA Teddy OOPA Teuraheimata
Présidente	: OOPA Harié
Vice-président	: OOPA Fleming
Secrétaire	: OOPA Sylviane
Secrétaire adjointe	: OOPA Manava
Trésorière	: LEMAIRE Reine
Trésorière adjointe	: OOPA Aimée
Assesseurs	: TETIARAHÍ Alice M. C. GAHEY Marie-Josée

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
ET ELEVES ADULTES
DU CONSERVATOIRE ARTISTIQUE TERRITORIAL
DE POLYNESIE FRANÇAISE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 septembre 1998)

Présidente	: PALOS Nerva
Vice-présidente	: DURAND Elisabeth
Secrétaire	: PUHETINI Anne-Marie
Secrétaire adjointe	: TEMAROHIRANI Martine
Trésorier	: LI Gérard
Trésorière adjointe	: LEHARTEL France

**UNION DES COOPERATIVES DES CENTRES
DE JEUNES ADOLESCENTS***Modification des statuts*

Les articles 4, 5, 8, 14 et 15 ont été modifiés.

**ASSOCIATION NATIONALE DES CONSEILLERS
PEDAGOGIQUES DELEGATION POLYNESIENNE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 septembre 1998)

Présidente	: GALENON Chantal
Vice-présidente	: MARCHAL Léna
Secrétaire	: FOUGEROUSE Christine
Secrétaire adjointe	: GRAND Clothilde
Trésorière	: CHAND Marylin

CADETTE ENTREPRISE POMARE SERVICE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 septembre 1998)

Président	: SARTORE Jean-Pierre
Vice-présidente	: TAAREA Linda
Secrétaire	: ASIN Térésa
Secrétaire adjointe	: NUI Verani
Trésorier	: TEAUROA Ismaël
Trésorière adjointe	: GERMAIN Noëlla
Assesseurs	: MAUORE Poekura BARSINAS Heimoni

ASSOCIATION SPORTIVE VAIOTAHU DE PUEU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 juin 1998)

Président	: LEHARTEL Moana
Vice-présidents	: PAPAURA Emile LEHARTEL Jean-Paul
Secrétaire	: PAHEROO Monique
Secrétaire adjoint	: TEIHOARII René
Trésorier	: TAAREA Gilberry
Trésorier adjoint	: TUAIRAU Damas
Assesseurs	: TEOTAHU Domic TEOTAHU Sem PUNUATAAHITUA Emile TUTERARII Puapei BARFF Edwin APIN Roméo FAAIO Teamo TAVAEARII Georges

YACHT CLUB DE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 novembre 1998)

Président	: HARS Thierry
Vice-président	: RAOULT André
Secrétaire	: JEZEQUEL Yveline
Secrétaire adjointe	: PELLETIER Laurence
Trésorier	: RIALLAND Bruno
Trésorier adjoint	: HARS Philippe

**ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE USEP
ECOLE DE HAAPU-HUAHINE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 novembre 1998)

Présidente : CHONG Brigitte
Vice-présidente : FAAHU Diana
Secrétaire : TEFAATAU Philomène
Secrétaire adjointe : HARMS Raima
Trésorière : NOHO Amélia
Trésorier adjoint : AA Taputea

**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES
DE L'IMMEUBLE CALVEYRAC, PAMATAI-FAAA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 novembre 1998)

Ancien syndic : LECROISEY Françoise
Nouveau syndic : BURG Jean-Claude
Nouvelle adresse : B.P. 1953 Papeete. Tél. : 82.61.89

**ASSOCIATION DES PREPARATEURS DE COPRAH
POU REVA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 septembre 1998)

Président d'honneur : FOSTER Tefakahira Temauri
Présidente : TAGIHIA Garoro
Vice-président : PURAGA Tuaraue
Secrétaire : CHONG MOOK Teanau
Secrétaire adjoint : TAGIHIA Christian Fariua
Trésorier : TAGIHIA Temauonui (Pakere)
Trésorier adjoint : PIHAATE Temarii

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE PUAMAU, HIVA OA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 septembre 1998)

Président : HEITAA Bernard
Vice-présidente : CHIMIN Solange
Secrétaire : SANTOS Rémy
Secrétaire adjoint : HEITAA Janvier
Trésorière : HEITAA Henriette
Trésorière adjointe : SANTOS Géraophie

COMITE SPORTIF DE NUKU HIVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 octobre 1998)

Président : TEHAAMOANA Pierre
Vice-président : HUUKENA Damien
Secrétaire : SCHMOUKER Abel
Secrétaire adjoint : OTTO Dominique
Trésorier : TEVARIA William
Trésorier adjoint : GENDRON Adolphe
Commissaires aux comptes : TAUPOTINI Gustave
TAUPOTINI Joseph

COMITE MISS TAHITI NUI

Modification du siège social

Lors de l'assemblée générale modificative du 29 octobre 1998, il a été décidé de transférer le siège du comité à Papeete, place de la Cathédrale, B.P. 117, Vaitape, Bora Bora.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE KATAGITEOE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 octobre 1998)

Président d'honneur : FOSTER Temauri
Présidente : PAVAOUAU Valentine
Vice-président : TEIEFITU Hubert
Secrétaire : FARAIRE Yolande
Secrétaire adjoint : FENUAITI Ramon
Trésorier : PEDERSEN Stello
Trésorière adjointe : FOSTER Armelle

COOPERATIVE SCOLAIRE AMATAHIAPO TUATAHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 novembre 1998)

Présidente : HUIOUTU Yolande
Vice-présidente : GOURNAC Tuarae
Secrétaire : LEVIN Jeanine
Secrétaire adjointe : TEOTAHU Henriette
Trésorier : YNAM Jean-Claude
Trésorière adjointe : VISEUR Françoise

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE SAINTE-THERESE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 novembre 1998)

Président : CHAVEZ Bruno
Vice-présidente : UEVA-LEHARTTEL Dania
Secrétaire : YAO Madeleine
Secrétaire adjointe : SOULIMANT Gwénola
Trésorier : CHAN Gilbert

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE ARIITAMA DE PAPARA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 septembre 1998)

Président : GOURRAT Patrick
Vice-présidente : VOTA Léonnie
Secrétaire : GAUTIER Anne
Secrétaire adjoint : GILLOT Delano
Trésorière : BANNER Vaseti
Trésorier adjoint : COUARAN Pierre-Louis
Assesseurs : COEROLI Charlotte
COULON Hina
MAI Christine
SANFORD Anne-Marie

COOPERATIVE C.J.A. VAIMAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 octobre 1998)

Président : TEURA John
 Secrétaire : LUCAS Angéline
 Trésorier : HERVEGUEN Christian
 Assesseurs : RODIERE Marie-Josée
 PLAUD Philippe

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PUBLIQUE MATERNELLE DE FITII****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 octobre 1998)

Président : ROURA Jacques
 Vice-président : CADOUSTEAU Samuel
 Secrétaire : MOU SIN Henri
 Secrétaire adjoint : FAUATIA Anselme
 Trésorière : TAEREA Moeata
 Trésorière adjointe : ROURA Nicole

**ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS
DE L'ECOLE HEI TAMA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 septembre 1998)

Président : LEOU Jean-Jacques
 Vice-présidente : RIBET Lovaina
 Secrétaire : CHENESON Myrna
 Secrétaire adjointe : CHARDOT Frida
 Trésorière : WATANABE Frélenick
 Trésorière adjointe : LEQUERRE Cathy
 Assesseur : CHANSIN Patrick

**ASSOCIATION SCOLAIRE SPECIALISEE -
GAPP DE TARAVAL****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 novembre 1998)

Président : GUEHO Alain
 Secrétaire : GANDRILLE Dominique
 Trésorier : PETITJEAN Alain

**ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE
TE FETU ONA O TE C.S.P.****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 septembre 1998)

Président : TEIKIOTIU Olive
 Secrétaire : VAATETE Elisabeth
 Trésorière : TEHAAMOANA Marie Elène

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU C.E.S. DE TUBUAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(3 novembre 1998)

Président : GAFA André
 Vice-présidente : OPETA Heidy
 Secrétaire : HAUATA Colette
 Secrétaire adjointe : MAIRAU Patricia
 Trésorier : VIRIAMU Gilles
 Trésorière adjointe : HAUATA Aunarii

ASSOCIATION FOLKLORIQUE HIKOKUA DE HATIEHU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 octobre 1998)

Président : TAMARII Jules
 Vice-président : POTATEUATAHI Marcel
 Secrétaire : TEVENINO Rita
 Secrétaire adjointe : FALCHETTO Diana
 Trésorier : VALANUI Jonas
 Trésorier adjoint : PUHETINI Louis
 Assesseurs : PUHETINI Germain
 PUHETINI Victor
 PUHETINI Napoléon

ASSOCIATION HINA URA

(Récépissé n° 1549-98 DRCL du 30 octobre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué le 16 octobre 1998, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de : HINA URA.

Elle a pour but d'organiser et de favoriser la pratique de la danse traditionnelle et moderne et des exercices physiques par tous les jeunes acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres qu'artistique (éducation sportive, éducation populaire, etc.) décidés par le comité directeur.

Son siège social est fixé à Tiarei, P.K. 28,300, côté mer. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur : MAC CARTHY Willie
 Présidente : AMINI Edwige
 Vice-présidentes : DURIETZ Guilta
 MAONO Madeleine
 Secrétaire : MAC CARTHY Alice
 Secrétaire adjointe : TAUHIRO Georgina
 Trésorier : PEA Ernest
 Trésorier adjoint : VAITOARE Paete

ASSOCIATION TAMARII TUA-RANI

(Récépissé n° 1645-98 DRCL du 16 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'association TAMARII TUA-RANI, fondée le 3 novembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet la création et l'animation de concerts, de spectacles et autres.

Son siège social est fixé à Auae-Faaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TETUIRA Temauri
Vice-président	: TAHAIA Laurent Maro
Secrétaire	: TETUIRA Cécile Varena
Trésorière	: TETUIRA Eugébie

ASSOCIATION JEUNESSE DE TANITOA

(Récépissé n° 1521-98 DRCL du 27 octobre 1998)

Extraits de statuts

L'association JEUNESSE DE TANITOA, fondée le 18 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de rassembler les jeunes catholiques ;
- d'améliorer leur vie ;
- d'effectuer des sorties et des rencontres.

Elle a son siège social à Tubuai, Tanitua, Taahueia.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ENETTE Leilani
Vice-présidente	: MATEAU Danielle
Secrétaire	: VIRIAMU Gladys
Trésorier	: VIRIAMU Michel
Assesseurs	: VIRIAMU Marie-Françoise VIRIAMU Bruno VIRIAMU Simon Patrick HAUARIKI Sidoin TEAUNA Nelson

ASSOCIATION HOTU TAU

(Récépissé n° 1665-98 DRCL du 18 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'association HOTU TAU, fondée le 11 novembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des agriculteurs et des artisans de la commune de Raivavae :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de cette agriculture et de cet artisanat par la production et la vente ;
- en facilitant l'acquisition en commun du matériel (outillage, équipement...) nécessaire à l'exercice de ces pratiques traditionnelles ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en organisant la formation à l'attention des personnes désemploées ou désireuses de se joindre à elle.

Elle a son siège social à Raivavae, Anatonu.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FLORES Teriitua
Vice-président	: FLORES Teva
Secrétaire	: TEIPOARII Roger
Secrétaire adjoint	: TIEHI Fernand
Trésorier	: NONOHA Mata
Trésorier adjoint	: TUMARAE Etera

SYNDICAT A TI'A I MUA/HOTEL BORA BORA LAGOON RESORT

(Récépissé n° 1025 SYND du 22 octobre 1998)

Extraits de statuts

Il est formé le 16 octobre 1998 entre les travailleurs de l'entreprise Bora Bora Lagoon Resort se réclamant de A Ti'a I Mua, et qui adhèrent aux présents statuts, une section syndicale qui prend le nom de SYNDICAT A TI'A I MUA de l'entreprise Bora Bora Lagoon Resort.

La section syndicale a notamment pour buts :

- de resserrer les liens de solidarité et de confraternité entre tous les travailleurs membres ;
- de défendre les intérêts sociaux, moraux et matériels de ses membres et adhérents, sur le plan individuel comme sur le plan collectif, devant l'employeur ;
- de relever le niveau social, moral et économique de ses membres et adhérents ;
- de donner conscience à ses membres et adhérents et aux travailleurs du secteur d'activité du rôle social qu'ils ont à remplir dans l'entreprise ;
- de promouvoir la réflexion et l'action syndicale entre tous ses adhérents, et au besoin avec d'autres sections syndicales de A Ti'a I Mua pour la réalisation d'objectifs syndicaux communs.

La section syndicale d'entreprise adhère au syndicat professionnel A Ti'a I Mua du secteur d'activité de l'entreprise et s'inspire dans son action, de la philosophie, des valeurs et des statuts du syndicat professionnel ainsi que des orientations arrêtées par l'assemblée générale.

Son siège social est fixé dans les locaux syndicaux mis à disposition de l'entreprise. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du bureau de section.

La section syndicale est constituée pour une durée illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEARA Firipa
Vice-président	: MANEA Levi
Secrétaire	: VAHIMARAE Faimano
Trésorière	: TETAHIOTUPA Mareva

SYNDICAT A TI'A I MUA/MAIRIE DE TAHAA-PATIO

(Récépissé n° 994 SYND du 30 septembre 1998)

Extraits de statuts

Il est fondé le 29 avril 1998 entre les adhérents aux présents statuts, un syndicat professionnel ayant pour titre A TI'A I MUA/MAIRIE DE TAHAA-PATIO.

Le syndicat est adhérent à la confédération A Ti'a I Mua, associé à la C.F.D.T.

Le syndicat a pour but :

- de rassembler ses membres en une force économique organisée ;
- d'affirmer leurs intérêts face à ceux des entreprises, des pouvoirs publics et des assemblées ;
- de mettre à la disposition des membres du syndicat les moyens d'information et d'éducation qui leur sont utiles ;
- de représenter en justice les intérêts matériels et moraux des membres ;
- de procéder à la désignation des délégués syndicaux et représenter les travailleurs auprès des pouvoirs publics, du patronat et institutions diverses.

Le siège du syndicat est fixé à Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu, par décision du bureau directeur, approuvée par l'assemblée générale.

La durée du syndicat est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DOOM Robert
Vice-président	: MARAE Tamariera
Secrétaire	: TAUTU Dominique
Trésorière	: TEAHUI Miriama
Trésorière adjointe	: MAMA Miriama

ASSOCIATION ARTISANALE TE FARE KURA (Récépissé n° 1649-98 DRCL du 16 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué le 13 novembre 1998 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de TE FARE KURA.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Fa'aa :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Fa'aa, P.K. 5, quartier Tauraa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: KOHUEINUI Marguerite
Présidente	: KOHUEINUI Georgina
Vice-président	: KOHUEINUI David
Secrétaire	: KOHUEINUI Atanase
Secrétaire adjoint	: MAHAI Lisimako
Trésorier	: KOHUEINUI Gaetan
Trésorière adjointe	: KOHUEINUI Karina

ASSOCIATION ROTUI CHASSE SOUS-MARINE (Récépissé n° 1679-98 DRCL du 19 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 octobre 1998 une association dénommée ROTUI CHASSE SOUS-MARINE.

Les associations qui font l'objet des présents statuts sont les clubs affiliés à la Fédération tahitienne des sports subaquatiques de compétition. Ces clubs choisiront leur dénomination qui sera soumise à l'approbation de la Fédération tahitienne des sports subaquatiques de compétition.

Elle a pour but de développer et de favoriser par tous les moyens appropriés au plan sportif et accessoirement artistique et scientifique, la connaissance du monde sous-marin et d'organiser les compétitions de sports subaquatiques (la chasse sous-marine, la nage avec palmes, l'orientation subaquatique, le tir sur cible, la nage en eau vive, le hockey subaquatique et le rugby subaquatique).

L'association contribue au respect des lois et règlements ayant pour objet la conservation de la faune, de la flore et des richesses sous-marines, notamment en tenant ses adhérents informés des dispositions édictées à cette fin.

L'association entretient tous rapports avec la Confédération mondiale des activités subaquatiques et tous autres groupements affiliés ou reconnus par ces dernières, et enfin avec les pouvoirs publics.

L'association se conforme aux règlements édictés par la Confédération mondiale des activités subaquatiques.

L'association a son siège à Moorea, Paopao. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe directeur de l'association ; la ratification par la prochaine assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: NANAI Léon
Vice-présidente	: SICHAN Nicole
Secrétaire	: NANAI Teiki
Secrétaire adjointe	: KECK Antonina
Trésorière	: TCHIN NOA Evelyne
Trésorier adjoint	: TETUANUI Jimmy
Membres	: AUGUSTIN Freddy TEVAEARAI Didier TEVAEARAI Jean-Pierre

ASSOCIATION TAMARII AOU'A PETANQUE (Récépissé n° 1506-98 DRCL du 19 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'association sportive TAMARII AOU'A PETANQUE est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et les présents statuts. Elle a été fondée le 10 octobre 1998.

L'association a pour buts :

- d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts ;
- d'étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidés par le comité directeur ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aide à l'insertion sociale, professionnelle, économique et culturelle de la jeunesse ;
- de proposer et d'organiser des manifestations de toute nature et notamment des programmes sociaux éducatifs et de protection de l'environnement ;
- d'organiser des soirées et journées musicales au profit de ses membres ;
- de développer les relations amicales, culturelles entre les jeunes ;
- de manière générale, d'instruire et de suivre tout dossier relatif à la jeunesse.

Son siège social est fixé au P.K. 19,500, côté montagne, quartier Cadousteau, Paea, Tahiti, Polynésie française. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: WONG Willy
Vice-présidente	: TAËMOËARO Dovia
Secrétaire	: IRIMA Uratua
Secrétaire adjointe	: MAKE Tinohuri
Trésorière	: TETAUMIHAU Josiane
Trésorière adjointe	: TUAIRAU Vanina

ASSOCIATION SPORTIVE NI TEN

(Récépissé n° 1552-98 DRCL du 30 octobre 1998)

Extraits de statuts

L'association "NI TEN", fondée le 23 octobre 1998, a pour objet de donner des cours d'arts martiaux (enfants et adultes), de Tai Chi, de relaxation et de philosophie orientale, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Elle a son siège à Moorea, Paopao (Paraoro). Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction de l'association, la ratification par la plus proche assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: EVRARD Frédéric
Secrétaire	: MEYER Paula
Trésorière	: DEVIN Sophie

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE HAO

(Récépissé n° 1633-98 DRCL du 12 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'Association sportive du COLLEGE DE HAO, fondée le 16 septembre 1998, a pour objet d'organiser, de développer en prolongement de l'éducation physique et sportive donnée pendant les heures de scolarité, l'initiation et la pratique sportive pour les élèves qui y adhèrent.

Elle représente l'établissement dans les épreuves sportives scolaires.

Elle a son siège social dans l'établissement.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CLABAUX Jacques
Vice-présidente	: MO Caroline
Secrétaire	: DUCROS Daniel
Secrétaire adjointe	: MANUIREVA Théophila
Trésorière	: DUCROS Marie-Josée
Trésorière adjointe	: MIALHE Maeva

LOTO NATIONAL**AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 94
DU MERCREDI 25 NOVEMBRE 1998**

En application de l'article 12.4 du règlement du loto, les sommes non attribuées, en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors du deuxième tirage du loto n° 92 du mercredi 18 novembre 1998, sont affectées en partie, à hauteur d'un montant de 236.363.636 FCFP brut du prélèvement légal, aux gains de premier rang du deuxième tirage du loto n° 93 du mercredi 25 novembre 1998 ; le solde sera affecté aux gains de premier rang d'un deuxième tirage ultérieur du mercredi ou du samedi du loto qui sera porté à la connaissance du public par avis publié au *Journal officiel*.

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 94 du mercredi 25 novembre 1998, un gain total de 545.454.545 FCFP net du prélèvement légal. Le complément éventuellement nécessaire à cet effet sera prélevé par tranches de 1.818.181 FCFP sur le fonds de réserve en application de l'article 13 du règlement du loto.

Dans l'hypothèse où aucun joueur de ce tirage n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

<i>Le président-directeur général de la Française des jeux, Bertrand de GALLE.</i>	<i>Le président-directeur général, de la Pacifique des jeux, Roland de VILLEPIN.</i>
--	--

LOTO NATIONAL N° 92

Premier tirage du mercredi 18 novembre 1998 :

4 12 15 24 37 47Numéro complémentaire : **16**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	Pas de gagnant,	sommes redistribuées
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	12.941.545
5 bons numéros.....	377	110.272
4 bons numéros et numéro complémentaire....	887	4.580
4 bons numéros.....	22.298	2.290
3 bons numéros et numéro complémentaire....	29.280	472
3 bons numéros.....	391.455	236

Deuxième tirage du mercredi 18 novembre 1998 :

5 8 17 37 44 49Numéro complémentaire : **43**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1.504.454
5 bons numéros.....	369	112.545
4 bons numéros et numéro complémentaire....	718	4.980
4 bons numéros.....	20.757	2.490
3 bons numéros et numéro complémentaire....	21.309	508
3 bons numéros.....	382.040	254

LOTO NATIONAL N° 93

Premier tirage du samedi 21 novembre 1998 :

4 6 13 28 37 42Numéro complémentaire : **10**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	148.616.090
5 bons numéros et numéro complémentaire....	18	870.545
5 bons numéros.....	674	80.818
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.986	4.036
4 bons numéros.....	31.649	2.018
3 bons numéros et numéro complémentaire....	48.106	436
3 bons numéros.....	522.338	218

Deuxième tirage du samedi 21 novembre 1998 :

1 9 19 24 31 41Numéro complémentaire : **44**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	185.267.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.736.363
5 bons numéros.....	508	106.454
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.152	4.362
4 bons numéros.....	30.486	2.181
3 bons numéros et numéro complémentaire....	30.714	472
3 bons numéros.....	526.723	236